Quatre-vingt-unième année. — N° 111. Le Numéro : 10 francs. Lundi 9 et Mardi 10 Mai 1949.

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

# LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES


| ABONNEMENTS | LOIS ET DÉCRETS | | | Débats de l'Assemblée nationale | Débats du Conseil de la République | Débats de l'Assemblée de l'Union française | Avis et Rapports du Conseil économique | ÉDITION COMPLÈTE | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Compte Chèque postal : 100.97, Paris | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS |
| | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS |
| Métropole et France d'outre-mer . | 3.000 | 1.650 | 900 | 700 | 500 | 300 | 200 | 4.500 | 2.500 | 1.350 |
| Etranger . . . . . | 5.500 | 2.900 | 1.600 | 2.550 | 1.400 | 850 | 350 | 11.300 | 5.900 | 2.600 |

L'Edition des **LOIS ET DÉCRETS** comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, communications, informations et les annonces. Les tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

L'Edition des **DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée nationale, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des **DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances du Conseil de la République, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des **DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée de l'Union française et la table annuelle.

L'Edition des **AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE** comprend les avis et rapports du Conseil économique et la table annuelle.

L'Edition **COMPLÈTE** comprend : outre l'Edition des Lois et Décrets et les Editions des Débats de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, les Avis et Rapports du Conseil économique, les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes. Toutes les Tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 15 FRANCS

Les abonnements au *Journal officiel* partent des 1er et 16 de chaque mois. Envoyer le montant net en un mandat-poste, chèque ou chèque postal (compte courant n° 100-97 Paris).


## SOMMAIRE


DECRETS, ARRÊTES ET CIRCULAIRES

**Présidence du conseil.**

*Instruction* n° 3 *bis* complétant les dispositions de l'instruction n° 3 du 1er août 1947 relative aux conditions d'application du statut général des fonctionnaires (rectificatif) (p. 4551).

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

*Décret* n° 49-639 du 9 mai 1949 portant attribution d'indemnités aux fonctionnaires et agents appelés à participer aux travaux de la conférence télégraphique et téléphonique internationale de Paris 1949 (p. 4551).

**Ministère de la justice.**

*Décret* n° 49-640 du 9 mai 1949 concernant le tarif des commissaires-priseurs (p. 4551).

*Arrêté* du 5 mai 1949 modifiant l'arrêté du 1er avril 1947 portant règlement intérieur du service de législation étrangère et de droit international (p. 4552).

*Arrêtés* portant nominations (administration pénitentiaire et éducation surveillée) (p. 4552).

**Ministère des affaires étrangères.**

*Exequatur* accordés à des consuls (p. 4551).

**Ministère des finances et des affaires économiques.**

*Décret* n° 49-611 du 3 mai 1949 modifiant le décret n° 47-1171 du 23 juin 1947 relatif au payement par virement de compte des dépenses de l'Etat, des collectivités et établissements publics et des services concédés (p. 4553).

*Décret* n° 49-612 du 9 mai 1949 modifiant le décret n° 48-359 du 2 mars 1948 relatif au payement des dépenses de l'Etat par chèques tirés sur les comptables assignataires (p. 4553).

*Décret* n° 48-1770 fixant les conditions d'intégration des fonctionnaires et agents du service central de la direction générale du contrôle et des enquêtes économiques dans le corps des secrétaires d'administration (rectificatif) (p. 4553).

*Arrêtés* des 6 et 7 mai 1949 fixant les nouveaux traitements de fonctionnaires et personnels :

Attachés financiers (p. 4554).

Corps des chiffreurs de la France d'outre-mer (p. 4554).

Inspection générale du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme (p. 4554).

Laboratoire des expertises légales (p. 4555).

*Arrêté* portant nomination du président directeur général de la société nationalisée La Nationale crédit et réassurances (rectificatif) (p. 4555).

**Ministère de la défense nationale.**

*Décrets* portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (rectificatifs) (p. 4556).

*Tableau* d'avancement des sous-officiers de l'armée de l'air (active) pour l'année 1949 (rectificatif) (p. 4556).

*Liste* des candidats admis en qualité d'apprentis mécaniciens de l'armée de l'air aux bases-écoles de Saintes et Rochefort (p. 4556).

**Ministère de l'éducation nationale.**

*Arrêtés* du 9 avril 1949 portant création de certificats d'aptitude professionnelle (p. 4557).

*Arrêté* du 6 mai 1949 portant création d'un comité technique paritaire auprès du directeur général de l'enseignement du premier degré (p. 4557).

*Arrêté* portant création d'un diplôme de moniteur de colonies de vacances et d'un diplôme de directeur de colonies de vacances (rectificatif) (p. 4557).

**Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.**

*Arrêté* du 2 mai 1949 modifiant les conditions de transport des explosifs de première catégorie et des munitions de première et deuxième catégorie (matières dangereuses 1949, n° 11) (p. 4552).

*Arrêté* du 2 mai 1949 relatif à l'emballage des substances arsenicales liquides (matières dangereuses 1949, n° 12) (p. 4553).

*Arrêté* du 3 mai 1949 portant substitution de la chambre de commerce de Quimper à la ville de Douarnenez dans le bénéfice de la concession d'établissement et d'exploitation d'un outillage public accordé à cette ville (p. 4553).

**Ministère de l'industrie et du commerce.**

*Arrêté* du 20 avril 1949 portant relèvement du prix de la pension et des droits de scolarité à l'école technique des mines de Douai (p. 4557).

*Arrêté* du 29 avril 1949 portant suppression, à la commission des annales des mines, des fonctions de vice-président délégué (p. 4557).

*Arrêté* du 4 mai 1949 fixant la composition du comité consultatif du commerce auprès de la direction du commerce intérieur (p. 4557).

*Arrêté* du 5 mai 1949 portant homologation de normes (p. 4558).

### Ministère de l'agriculture.

*Arrêté* du 9 mai 1949 fixant le taux d'extraction de la farine de seigle et prescrivant l'incorporation de ce produit dans la farine panifiable (p. 4557).

### Ministère de la France d'outre-mer.

*Décret* n° 49-529 modifiant le régime des soldes du personnel des cadres régis par décret relevant du ministère de la France d'outre-mer (rectificatif) (p. 4558).

*Arrêté* portant nomination d'un secrétaire et d'un secrétaire adjoint de la commission de surveillance des banques coloniales (p. 4558).

*Arrêté* portant attribution des fonctions d'inspecteur général du travail au Cameroun (p. 4558).

### Ministère du travail et de la sécurité sociale.

*Arrêté* du 13 avril 1949 modifiant l'arrêté du 1er juin 1945 relatif à la codification des textes concernant des comités départementaux de service social de la main-d'œuvre étrangère (p. 4558).

*Arrêté* du 25 avril 1949 portant remise de débet (p. 4559).

*Arrêté* du 27 avril 1949 portant application du régime de la sécurité sociale dans les mines au personnel occupé par la Société des mines de zinc de la Vieille-Montagne aux travaux de recherches de mines de blende du lieudit « Le Minier » (Aveyron) (p. 4559).

*Arrêtés* des 27 avril et 3 mai 1949 portant approbation des statuts et fusion de sociétés mutualistes (p. 4559).

*Arrêté* du 28 avril 1949 portant rachat des majorations afférentes aux rentes constituées au profit de mutualistes non bénéficiaires de la loi du 5 août 1923 (p. 4559).

*Arrêté* du 29 avril 1949 modifiant la composition de la commission nationale de reclassement du personnel de la sécurité sociale (p. 4559).

*Arrêté* du 30 avril 1949 fixant le taux des cotisations à payer par les travailleurs non salariés des professions libérales (p. 4560).

*Arrêté* du 2 mai 1949 portant institution d'une commission chargée d'étudier les modifications à apporter à la loi du 30 octobre 1946 fixant les modalités d'élection des membres des conseils d'administration des caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales (p. 4560).

*Arrêté* du 2 mai 1949 portant fixation de la cotisation du régime d'assurance vieillesse complémentaire des médecins (p. 4560).

*Arrêté* du 3 mai 1949 portant autorisation d'acceptation d'un legs par une société mutualiste (p. 4560).

*Arrêté* fixant le taux des cotisations à payer par les travailleurs non salariés des professions artisanales (rectificatif) (p. 4560).

### Ministère de la santé publique et de la population.

*Décret* n° 49-613 du 9 mai 1949 relatif aux organismes de travailleuses familiales recevant un appui financier de l'Etat ou des caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales (p. 4560).

*Décret* n° 49-614 du 9 mai 1949 relatif à la désignation et aux attributions des médecins consultants régionaux de vénéréologie (p. 4561).

*Arrêté* du 29 avril 1949 relatif aux personnels relevant des établissements nationaux de bienfaisance autorisés à effectuer en 1949 des travaux supplémentaires rétribués par des indemnités horaires (p. 4561).

*Arrêté* du 29 avril 1949 relatif aux indemnités de caisse et de responsabilité allouées aux receveurs des établissements nationaux de bienfaisance ou des hôpitaux psychiatriques autonomes et au receveur comptable de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains (p. 4562).

*Arrêté* du 9 mai 1949 relatif aux conditions d'obtention du certificat de travailleuse familiale (p. 4562).

*Arrêté* portant nomination de médecins consultants régionaux de vénéréologie (p. 4563).

*Arrêté* portant désignation des membres du conseil d'administration de l'institut national d'études démographiques (p. 4563).

*Arrêtés* portant promotion, réintégration, reclassement, mise en position de congé et acceptation de démission:

Directions départementales de la population (p. 4563).

Directions départementales de la santé (p. 4563).

Inspection de la population (p. 4563).

Inspection de la santé (p. 4563).

## INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

**Assemblée nationale.** — Réunion de commission (p. 4563).

## AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

### MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

*Avis* relatif au tirage de la neuvième tranche de la loterie nationale 1949 (p. 4563).

*Résultats* de l'exercice budgétaire 1949 au 31 mars 1949 et états de développement, par ministère, des dépenses et des recettes budgétaires de l'exercice 1949 au 28 février 1949 (p. 4564).

*Avis* aux importateurs et aux exportateurs (application des dispositions de l'article 28 du code des douanes: décisions d'assimilation et de classement des marchandises) (p. 4566).

### MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

*Avis* aux candidats au concours d'admission à l'école polytechnique en 1949 (p. 4574).

### MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

*Tarifs* de transport présentés à l'homologation ministérielle par les chemins de fer d'intérêt général (p. 4574).

### MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

*Avis* relatif à l'ouverture d'une session d'examen du certificat d'aptitude à l'inspection primaire (option France d'outre-mer) (p. 4574).

### MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

*Avis* de vacance d'un poste de commis à la direction départementale de la santé des Hautes-Alpes (p. 4574).

*Avis* de vacance d'un poste de rédacteur à la direction départementale de la santé du Puy-de-Dôme (p. 4574).

*Avis* de vacance du poste de directeur de l'hôpital-hospice de Pontivy (Morbihan) (p. 4574).

**Annonces** (p. 4575).

## DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

PUBLIÉS EN ANNEXES

**Assemblée nationale.** — Annexes: feuilles 62, 63 et 64 (session de 1948) (*pour l'édition complète*). (Voir le sommaire des annexes au *Journal officiel* du mardi suivant.)

## SOMMAIRE DES DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

publiés du 2 au 8 mai 1949.

## ASSEMBLEE NATIONALE

1re LÉGISLATURE — SESSION DE 1948

### Feuille 60.

*Modification et complément à certaines dispositions annexées au décret du 29 avril 1949 portant codification des dispositions législatives régissant le crédit agricole* — Projet de loi (*suite*)..... p. 1889

*Statut des centres d'apprentissage.* — Avis par M. Eugène Claudius-Petit ..... p. 1890

*Remise en service du port de Brest et réparation des digues.* — Rapport par M. Charles Benoist..... p. 1894

*Evaluation des voies et moyens du budget général pour l'exercice 1948 et diverses dispositions d'ordre financier.* — Rapport par M. Charles Barangé..... p. 1894

### Feuille 61.

*Evaluation des voies et moyens du budget général pour l'exercice 1948 et diverses dispositions d'ordre financier.* — Rapport par M. Charles Barangé (*suite*) ..... p. 1922

*Déclassement d'une partie des fortifications de la place d'Orléansville (Algérie).* — Rapport par M. Mekki p. 1947

*Evaluation des voies et moyens du budget général pour l'exercice 1948 et diverses dispositions d'ordre financier.* — Lettres rectificatives au projet de loi..... p. 1948

*Intégration dans le calcul du complément provisoire du traitement du versement d'attente accordé par les décrets d'octobre 1946 au personnel enseignant.* — Rapport par M. Cayol..... p. 1950

*Création d'un centre national d'éditions universitaires.* — Rapport par M. Cayol..... p. 1951

*Création d'un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur et de Croix de guerre à l'occasion du premier congrès national et international des combattants volontaires des armées françaises et alliées.* — Rapport par M. Emile-Louis Lambert..... p. 1960

*Liquidation des expropriations des terrains dans la zone de la ligne Maginot.* — Proposition de résolution de M. Mondon..... p. 1958

*Revalorisation des indemnités d'expropriation dues aux propriétaires des terrains expropriés dans la zone de la ligne Maginot.* — Proposition de loi de M. Mondon. p. 1958

# DÉCRETS, ARRÊTÉS & CIRCULAIRES

## PRÉSIDENCE DU CONSEIL

**Instruction n° 3 « bis » complétant les dispositions de l'instruction n° 3 du 1er août 1947 relative aux conditions d'application du statut général des fonctionnaires.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 25 mars 1949: page 3159, 2e colonne, titre III, paragraphe 1er, dernier alinéa, 2e ligne, au lieu de: « ... elles peuvent être... », lire: « ... elles doivent être... »; paragraphe 2, avant-dernier alinéa, avant-dernière ligne, au lieu de: « ... prononcée après le 21 avril 1947 », lire: « ... prononcée avant le 21 avril 1947 ».

## POSTES, TELEGRAPHES ET TELÉPHONES

**Décret n° 49-639 du 9 mai 1949 portant attribution d'indemnités aux fonctionnaires et agents appelés à participer aux travaux de la conférence télégraphique et téléphonique internationale de Paris 1949.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de la France d'outre-mer, du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (postes, télégraphes et téléphones), du secrétaire d'Etat aux finances et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative),

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles),

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Le directeur et le chef du cabinet du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (postes, télégraphes et téléphones), le secrétaire général aux postes, télégraphes et téléphones et les délégués à la conférence télégraphique et téléphonique internationale de Paris 1949, le président du comité de réception et ses adjoints, ainsi que les directeurs généraux et directeurs de l'administration centrale des postes, télégraphes et téléphones, l'inspecteur général, chef de l'inspection générale, les délégués du ministère de la France d'outre-mer, et les fonctionnaires non délégués attachés en permanence aux services de la conférence et appelés à participer à ses travaux et manifestations recevront, en sus de leur traitement normal, une indemnité forfaitaire représentative de frais fixée comme suit:

| | Chefs de famille. | Autres agents. |
|---|---|---|
| | — | — |
| Agents classés: | | |
| Dans le groupe I..... | 1.200 | 1.000 |
| Dans le groupe II..... | 1.040 | 840 |
| Dans le groupe III..... | 880 | 720 |
| Dans le groupe IV..... | 770 | 650 |

Art. 2. — L'indemnité journalière prévue à l'article précédent ne sera due aux fonctionnaires et agents utilisés d'une manière intermittente en qualité d'attachés que pour les seules journées au cours desquelles ils auront effectivement participé aux travaux et manifestations de la conférence

Art. 3. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de la France d'outre-mer et le secrétaire d'Etat d'Etat à la présidence du conseil (postes, télégraphes et téléphones) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et prendra effet à compter du 1er mai 1949.

Fait à Paris, le 9 mai 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*

MAURICE PETSCHE.

*Le ministre de l'agriculture, ministre de la France d'outre-mer par intérim,*

PIERRE PFLIMLIN.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*

EDGAR FAURE.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (postes, télégraphes et téléphones),*

EUGÈNE THOMAS.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative),*

JEAN BIONDI.

## MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**Exequatur.**

L'exequatur est accordé à M. Dante Pollici, en qualité de consul d'Italie pour la Côte française des Somalis, avec résidence à Aden.

L'exequatur est accordé à M. Gérald Cassin, en qualité de consul d'Autriche à Nice, avec juridiction sur les départements des Alpes-Maritimes, du Var, des Basses-Alpes et des Hautes-Alpes.

## MINISTÈRE DE LA JUSTICE

**Décret n° 49-640 du 9 mai 1949 concernant le tarif des commissaires-priseurs.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'article 1042 du code de procédure civile, aux termes duquel « il sera fait... pour la taxe des frais... des règlements d'administration publique », ensemble l'ordonnance du 8 septembre 1945;

Vu le règlement d'administration publique du 11 décembre 1945, modifié par le règlement d'administration publique du 27 mai 1947;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Les articles 2 (2e, 3e et 4e), 3, 4, 5, 8 (2e alinéa) et 11 (2e et 3e alinéa) du décret du 11 décembre 1945, fixant le tarif des commissaires-priseurs, modifié par le décret du 27 mai 1947, sont remplacés par les dispositions suivantes:

« *Art.* 2. — Il est alloué aux commissaires-priseurs:

. . . . . .

« 2° Pour:

« Dépôt à la caisse des dépôts et consignations;

« Levée d'état au service d'immatriculation des voitures automobiles;

« Levée d'état au greffe du tribunal de commerce;

« Remise d'une vente poursuivie sur exécution forcée, sur la requête du débiteur constatée par une réquisition écrite dudit débiteur sur le procès-verbal;

« Réquisition d'état de situation des contributions;

« Le tiers de l'émolument de vacation susvisé;

« 3° Pour expédition ou extrait des procès-verbaux de vente, par rôle de 1.200 syllabes, le même émolument que celui alloué par le n° 163, B, du tarif des notaires;

« 4° Lorsque le commissaire-priseur est obligé de se transporter à plus de deux kilomètres des limites de la commune où est fixée sa résidence, il perçoit les frais de voyage fixés au n° 186 du tarif des notaires.

« *Art.* 3. — Il est alloué aux commissaires-priseurs:

« 1° Pour droit de prisée:

« *a*) Dans les cas où l'estimation des meubles sert de base à l'établissement d'un acte de partage ou à la formation de lots notamment dans les cas prévus aux articles 825 et 868 du code civil, sur le montant total de la prisée:

« 2 p. 100 de 1 à 500.000 F;

« 1 p. 100 de 500.001 à 2 millions de francs;

« 0,50 p. 100 au-dessus de 2 millions de francs.

« Toutefois, il n'est dû au commissaire-priseur, dans les cas prévus à l'article 943 du code de procédure civile, que des honoraires de vacation réglés comme il est spécifié au tarif des notaires.

« Le notaire qui établit des actes rémunérés par des émoluments proportionnels dans lesquels sont repris les meubles soumis à la prisée ne perçoit aucun émolument sur la partie du capital correspondant à la valeur prisée desdits meubles. Il en est de même pour les déclarations de succession établies par les notaires;

« *b*) Dans tous les autres cas:

« 1 p. 100 jusqu'à 500.000 F;

« 0,50 p. 100 de 500.001 à 2 millions de francs;

« 0,25 p. 100 au-dessus de 2 millions de francs.

« Il n'est rien dû au commissaire-priseur dans les cas prévus aux alinéas *a* et *b* ci-dessus si, dans les six mois qui suivent la date de la prisée, il est requis de vendre les meubles;

« 2° Sur le produit des ventes non spécifiées à l'alinéa *b* ci-après:

« *a*) Lorsqu'il s'agit de meubles, pour chaque lot, un droit de:

« 6 p. 100 jusqu'à 500.000 F;

« 3 p. 100 de 500.001 à 2 millions de francs;

« 1,5 p. 100 au-dessus de 2 millions de francs.

(La fin sans changement.)

« *Art.* 4. — Le commissaire-priseur peut percevoir, à titre de remboursement de ses frais de toute nature, un droit proportionnel fixé ainsi qu'il suit:

« A. — Lorsque la vente a lieu après transport des meubles dans la salle des ventes spécialement affectée à cet usage;

« 1° Sur le vendeur:

« 5 p. 100 dans le département de la Seine;

« 6 p. 100 dans les autres départements;

« 2° Sur l'acheteur:

« 3 p. 100 dans tous les départements.

« B. — Lorsque la vente n'a pas lieu dans la salle des ventes spécialement affectée à cet usage:

« 1° Lorsqu'il s'agit d'une vente d'animaux, récoltes, engrais, instruments et autres objets mobiliers dépendant d'une exploitation agricole;

« Sur l'acheteur: 3 p. 100;

« 2° Dans les autres cas:

« Sur l'acheteur: 4 p. 100.

« Si le produit de cette perception de 6 p. 100 est pour l'ensemble de la vente inférieur à 1.500 F, le commissaire-priseur retient sur le montant total de la vente une somme égale à la différence entre 1.500 F et ledit produit.

« Les remboursements forfaitaires prévus au présent article sont applicables aux ventes judiciaires ou forcées comme aux autres ventes.

« *Art.* 5. — Le commissaire-priseur, sauf ce qui est dit ci-après à l'article 8 (alinéa 2) et à l'article 21, ne peut rien recevoir de la part du vendeur, ou retenir sur le prix de vente en plus des remboursements forfaitaires prévus à l'article précédent ».

« *Art.* 8. — 2e alinéa. — Le vendeur supporte tous les autres droits fiscaux perçus à l'occasion de la vente aux enchères, sauf les droits de timbre des procès-verbaux de vente, qui restent à la charge du commissaire-priseur ».

« *Art.* 11. — 2e alinéa. — Ce compte est établi sur deux colonnes où figurent d'une part, le prix de l'adjudication, d'autre part, le détail des frais à la charge de l'intéressé.

« 3e alinéa. — Au bas des affiches apposées pour annoncer la vente et des notes remises aux acheteurs en exécution des prescriptions du présent article, les taux du prélèvement prévu à l'article 4 ci-dessus et des émoluments de vente sont imprimés ainsi qu'il suit, en caractères apparents:

« Tarif:

« Les acheteurs payeront:

« 1° Les droits fiscaux (enregistrement et taxes diverses);

« 2° Les émoluments (6 p. 100 jusqu'à 500.000 F, puis 3 p. 100 jusqu'à 2 millions de francs, enfin 1,5 au-dessus);

« 3° 3 p. 100 de frais ».

Art. 2. — L'article 29 du décret du 11 décembre 1945 est abrogé.

Les articles 30, 31 et 32 deviendront respectivement 29, 30 et 31.

Art. 3. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 mai 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:
*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*
ROBERT LECOURT.

### Règlement intérieur du service de législation étrangère et de droit international.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret du 11 janvier 1935, modifié par le décret du 21 mars 1935, portant organisation du service de législation étrangère et de droit international, et notamment son article 1er;

Vu l'arrêté du 1er avril 1947 portant règlement intérieur du service de législation étrangère et de droit international,

Arrête:

*Article unique.* — L'article 4 de l'arrêté susvisé du 1er avril 1947 est modifié ainsi qu'il suit:

« La bibliothèque du service de législation étrangère et de droit international est ouverte les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de chaque semaine, de dix heures à douze heures et de quinze heures à dix-sept heures, sauf les jours fériés ».

(Le reste de l'article sans changement.)

Fait à Paris, le 5 mai 1949.

ROBERT LECOURT.

### Administration pénitentiaire.

Par arrêté du 6 mai 1949, est nommé surveillant stagiaire au centre pénitentiaire de Corneilles-en-Parisis: M. Rouge (Robert), demeurant 26, avenue Edmond-Rostand, à Morangis (Seine-et-Oise.

### Education surveillée.

Par arrêté du 4 mai 1949, sont nommés éducateurs adjoints stagiaires à l'institution publique d'éducation surveillée de Belle-Ile-en-Mer:

M. Boudet (Robert), demeurant 17, avenue Victor-Hugo, à Vauvert (Gard).

M. Cubbels (Raymond), demeurant au centre d'apprentissage de Pézenas (Hérault).

## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

### Conditions de transport des explosifs de première catégorie et des munitions de première et deuxième catégorie (matières dangereuses 1949 n° 11).

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Sur la proposition du directeur général des chemins de fer et des transports,

Vu l'acte dit décret-loi n° 263 du 5 février 1942;

Vu l'arrêté du 15 avril 1945 approuvant un nouveau règlement pour le transport des matières dangereuses par chemins de fer, par voies de terre et par voies de navigation intérieure;

Vu l'avis de la commission instituée par le décret du 27 février 1941,

Arrête:

*Article unique.* — Le règlement du 15 avril 1945 pour le transport des matières dangereuses est modifié ainsi qu'il suit:

1° Les paragraphes 2 et 3 de l'article 74 sont remplacés par les suivants:

« 2. Les wagons chargés de substances explosives de première catégorie doivent être munis de tampons à ressort.

« 3. Pour le chargement des substances explosives de première catégorie, on choisira autant que possible des wagons non munis de freins. A défaut de tels wagons, on pourra utiliser des wagons dont la caisse sera munie à sa partie inférieure, au-dessus de chacune des roues, d'une tôle pare-étincelles.

« Sur les chemins de fer à voie étroite, dont les wagons ne permettent pas de réunir les conditions de sécurité prévues à l'alinéa précédent, il peut être fait usage de wagons dont la partie inférieure de la caisse n'est pas protégée, au-dessus de chaque roue, par des tôles pare-étincelles et qui sont munis d'un frein à vis ou à levier ou d'un frein qui comporte des pièces pénétrant à l'intérieur du wagon, à condition de recouvrir soigneusement d'étoffes ou d'envelopper dans des manchons de bois les surfaces des ferrures des axes ou leviers de transmission de mouvement apparentes à l'intérieur »;

2° L'article 79 actuel est remplacé par le suivant:

« Tout wagon renfermant un chargement complet de substance explosive de première ou deuxième catégorie doit, à moins qu'une escorte n'y prenne place, être fermé par les soins de l'expéditeur, au moyen de cadenas, de serrures ou de ligatures en acier »;

3° L'article 80 actuel est complété par l'alinéa suivant:

« Les marchandises, dont le chargement avec les substances explosives n'est pas interdit, doivent être placées dans le wagon sans qu'on ait à procéder à des manutentions des colis de substances explosives. Ceux-ci doivent être mis en place, au moment de leur chargement, de façon que leur déchargement nécessite ultérieurement le moins de manutentions possible et qu'ils occasionnent la moindre gêne pour le chargement des colis d'autres matières ».

L'article 82 est supprimé;

4° L'article 114 actuel est remplacé par le suivant:

« Les clefs de cadenas ou de serrures de wagons contenant des substances explosives de première ou de deuxième catégorie (voir article 79) seront remises par l'expéditeur à la gare expéditrice qui les enverra à la gare destinataire ou les remettra à l'agent chargé spécialement, au départ de chaque train, de la surveillance de ces wagons pendant la durée du transport »;

5° L'article 178 est remplacé par le suivant:

« Tout wagon renfermant une chargement complet de munitions de première ou deuxième catégorie doit être fermé par les soins de l'expéditeur par l'un des moyens de fermeture prévu à l'article 79 (sous-classe 1 *a*)»;

6° L'article 181 est remplacé par le suivant:

« Les dispositions de l'article 82 sont applicables aux marchandises chargées en commun avec des colis de munitions de première ou de deuxième catégorie »;

7° L'article 200 actuel est remplacé par le suivant:

« Les clefs de cadenas ou de serrures de wagons contenant des munitions de première

ou deuxième catégorie (voir article 178) seront remises par l'expéditeur à la gare expéditrice qui les enverra à la gare destinataire ou les remettra à l'agent chargé spécialement, au départ de chaque train, de la surveillance de ces wagons pendant la durée du transport »;

8° Dans le texte des articles 108, 111, 113, 195 et 198, on remplacera « 50 kg » par « 500 kg ».

Fait à Paris, le 2 mai 1949.

Pour le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme:

*Le secrétaire général aux travaux publics,*
E. DORGES.

NOTA. — En raison de son importance, le règlement approuvé par l'arrêté du 15 avril 1945 n'a pas été inséré au *Journal officiel*; il est en vente à l'Imprimerie nationale.

**Emballage des substances arsenicales liquides (matières dangereuses 1949, n° 12).**

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Sur la proposition du directeur général des chemins de fer et des transports,

Vu l'acte dit décret-loi n° 263 du 5 février 1942;

Vu l'arrêté du 15 avril 1945 approuvant un nouveau règlement sur le transport des matières dangereuses par chemins de fer, par voies de terre et par voies de navigation intérieure;

Vu l'avis de la commission instituée par le décret du 27 février 1941,

Arrête:

*Article unique.* — Le règlement du 15 avril 1945 pour le transport des matières dangereuses est modifié de la manière suivante:

Au paragraphe 1 de l'article 640 relatif à l'emballage des substances arsenicales liquides, ajouter l'alinéa c suivant:

« c) Soit dans des bidons ou des fûts métalliques vernis intérieurement ».

Fait à Paris, le 2 mai 1949,

Pour le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme:

*Le secrétaire général aux travaux publics,*
E. DORGES.

NOTA. — En raison de son importance, le règlement approuvé par l'arrêté du 15 avril 1945 n'a pas été inséré au *Journal officiel*, il est en vente à l'Imprimerie nationale.

**Substitution de la chambre de commerce de Quimper à la ville de Douarnenez dans le bénéfice de la concession d'établissement et d'exploitation d'un outillage public accordée à cette ville.**

Par arrêté du 3 mai 1949, la chambre de commerce de Quimper est substituée à compter du 1er janvier 1949, à la ville de Douarnenez dans le bénéfice de la concession d'établissement et d'exploitation d'un outillage public au port de Douarnenez, accordée à cette ville, aux clauses et conditions du cahier des charges annexé, par décret du 9 septembre 1926.

## MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

**Décret n° 49-641 du 3 mai 1949 modifiant le décret n° 48-1171 du 23 juin 1947 relatif au payement par virement de compte des dépenses de l'Etat, des collectivités et établissements publics et des services concédés.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de l'intérieur et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (postes, télégraphes et téléphones),

Vu l'acte dit loi du 22 octobre 1940 relative aux règlements par chèques et virements, modifié par l'article 7 de l'acte dit loi du 1er février 1943, par l'article 1er de l'ordonnance du 26 octobre 1945, par l'article 162 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946, par l'article 92 de la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948 et par l'article 23 de la loi n° 48-1974 du 31 décembre 1948;

Vu le décret n° 47-1171 du 23 juin 1947 relatif au payement par virement de compte des dépenses de l'Etat, des collectivités et établissements publics et des services concédés modifié par l'article 1er du décret n° 49-64 du 14 janvier 1949;

Vu le décret n° 48-359 du 2 mars 1948 relatif au payement des dépenses de l'Etat par chèques tirés sur les comptables assignataires modifié par l'article 1er du décret n° 49-65 du 14 janvier 1949,

Décrète:

Art. 1er. — Le premier alinéa de l'article 1er du décret n° 47-1171 du 23 juin 1947, modifié par l'article 1er du décret n° 49-64 du 14 janvier 1949, est modifié comme suit:

« *Art. 1er.* — Les dépenses de loyers, transports, services, fournitures, travaux, ou afférentes à des acquisitions, sous quelque forme que ce soit, d'immeubles ou d'objets mobiliers, lorsqu'elles dépassent la somme de 50.000 F ou ont pour objet le payement par fractions d'une dette globale supérieure à ce chiffre, et à acquitter pour le compte de l'Etat, des collectivités et établissements publics ou des services concédés, sont obligatoirement payées par virement de compte soit à un compte courant postal, soit à un compte ouvert chez un comptable du Trésor ou dans une banque. Toutefois, pour les règlements effectués au profit de notaires, le montant minimum de 50.000 F est porté à 200.000 F ».

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (postes, télégraphes et téléphones) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 mai 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le ministre de l'intérieur,*
JULES MOCH.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (postes, télégraphes et téléphones),*
EUGÈNE THOMAS.

**Décret n° 49-642 du 9 mai 1949 modifiant le décret n° 48-359 du 2 mars 1948 relatif au payement des dépenses de l'Etat par chèques tirés sur les comptables assignataires.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'acte dit loi du 22 octobre 1940 relatif aux règlements par chèques et virements, modifié par l'article 7 de l'acte dit loi du 1er février 1923, par l'article 1er de l'ordonnance du 26 octobre 1945, par l'article 162 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946, par l'article 92 de la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948 et par l'article 23 de la loi n° 48-1974 du 31 décembre 1948;

Vu le décret-loi du 30 octobre 1935 unifiant le droit en matière de chèques et les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 31 mai 1862 portant règlement général sur la comptabilité publique et les textes qui l'ont complété ou modifié;

Vu le décret n° 47-1171 du 23 juin 1947 relatif au payement par virement de compte des dépenses de l'Etat, des collectivités et établissements publics et des services concédés modifié par l'article 1er du décret n° 49-64 du 14 janvier 1949 et par l'article 1er du décret n° 49-641 du 3 mai 1949,

Décrète:

Art. 1er. — Le premier alinéa de l'article 1er du décret n° 48-359 du 2 mars 1948, modifié par l'article 1er du décret n° 49-65 du 14 janvier 1949, est modifié comme suit:

« *Art. 1er.* — Sous réserve des dispositions de l'article 6 du présent décret, le règlement des dépenses de l'Etat qui ne sont pas obligatoirement payables par virement de compte ou au moyen de traites, ou dont le règlement par virement de compte n'a pas été demandé par le créancier, est effectué par chèque tiré sur les comptables du Trésor assignataires. Le règlement est effectué par chèque barré lorsque le montant net de la somme à percevoir par le créancier est supérieur à 30.000 F ».

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 mai 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

**Décret n° 48-1770 fixant les conditions d'intégration des fonctionnaires et agents du service central de la direction générale du contrôle et des enquêtes économiques dans le corps des secrétaires d'administration.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 24 novembre 1948: page 11404, article 2, au lieu de: « Nominations après examen d'aptitude (art. 30): 15 », lire: « Nominations après examen d'aptitude (art. 30): 10 ».

### Nouveaux traitements des attachés financiers.

Le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative),

Vu la loi n° 48-337 du 27 février 1948 portant ouverture de crédits en vue de la réalisation d'une première tranche de reclassement de la fonction publique;

Vu le décret du 3 avril 1945 relatif au statut des attachés financiers;

Vu le décret n° 48-355 du 29 février 1948 portant attribution d'un complément provisoire de traitement ou de solde aux fonctionnaires ou agents de l'Etat;

Vu le décret n° 48-1124 du 13 juillet 1948 instituant une majoration de reclassement en faveur des personnels de l'Etat au titre de la première tranche de reclassement de la fonction publique,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les nouveaux traitements résultant, pour les attachés financiers, de l'application de l'article 5 du décret n° 48-1124 du 13 juillet 1948 susvisé, sont fixés ainsi qu'il suit, à compter du 1er janvier 1948:

| ECHELONS | TRAITEMENTS DE BASE 1945. | MAJORATIONS de reclassement. | NOUVEAUX TRAITEMENTS |
|---|---|---|---|
| | francs. | francs. | francs. |
| 4e échelon | 270.000 | 78.525 | 721.000 |
| 3e échelon | 255.000 | 75.375 | 682.000 |
| 2e échelon | 240.000 | 68.850 | 654.000 |
| 1er échelon | 225.000 | 62.925 | 624.000 |

Art. 2. — Les nouveaux traitements fixés par le présent arrêté sont exclusifs de toute gratification.

Aucune indemnité ou avantage accessoire, de quelque nature que ce soit, ne peut être accordé aux personnels énumérés au présent arrêté que dans les conditions fixées par les articles 5 et 7 de l'ordonnance du 6 janvier 1945.

Art. 3. — Jusqu'à l'intervention d'un décret modifiant les dispositions statutaires prévues par le décret du 3 avril 1945, les attachés financiers actuellement en fonction percevront le traitement afférent au 2e échelon de leur grade.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 mai 1949.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative),*
JEAN BIONDI.

### Nouveaux traitements des fonctionnaires du corps des chiffreurs de la France d'outre-mer.

Le ministre de la France d'outre-mer, le secrétaire d'Etat aux finances et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative),

Vu la loi n° 48-337 du 27 février 1948 portant ouverture de crédits en vue de la réalisation d'une première tranche du reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 48-335 du 29 février 1948 portant attribution d'un complément provisoire de traitement ou de solde aux fonctionnaires ou agents de l'Etat;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites;

Vu le décret n° 48-1121 du 13 juillet 1948 instituant une majoration de reclassement au titre de la première tranche du reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 49-42 du 12 janvier 1949 instituant une nouvelle majoration en faveur des personnels de l'Etat au titre de la deuxième tranche du reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 45-0173 du 28 décembre 1945 relatif aux traitements et aux classes des chiffreurs coloniaux,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les nouveaux traitements résultant, pour les fonctionnaires du corps des chiffreurs du ministère de la France d'outre-mer, de l'application des articles 1er et 2 du décret n° 48-1121 du 13 juillet 1948 et du décret n° 49-42 du 12 janvier 1949 susvisés sont fixés ainsi qu'il suit, à compter du 1er janvier 1948 et du 1er janvier 1949:

| EMPLOIS | GRADES ET ECHELONS | TRAITEMENTS de base 1945. | INDICES | MAJORATIONS de reclassement. | NOUVEAUX TRAITEMENTS 1er janvier 1948 | NOUVEAUX TRAITEMENTS 1er janvier 1949 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | francs. | | francs. | francs. | francs. |
| Chiffreurs du ministère de la France d'outre-mer: | | | | | | |
| Chiffreurs en chef | Après 3 ans | 210.000 | 500 | 63.350 | 574.000 | 638.000 |
| | Avant 3 ans | 195.000 | 480 | 60.475 | 545.000 | 605.000 |
| | 1re classe | 180.000 | 460 | 60.625 | 507.000 | 568.000 |
| | 2e classe | 165.000 | 440 | 59.300 | 477.000 | 536.000 |
| Chiffreur principal | 1re classe | 150.000 | 560 | 40.300 | 402.000 | 442.000 |
| | 2e classe | 135.000 | 338 | 41.725 | 362.000 | 404.000 |
| | 3e classe | 120.000 | 345 | 40.775 | 327.000 | 368.000 |
| Premier chiffreur | 1re classe | 105.000 | 300 | 42.300 | 297.000 | 339.000 |
| | 2e classe | 90.000 | 281 | 40.000 | 273.000 | 313.000 |
| | 3e classe | 87.000 | 262 | 38.125 | 247.000 | 285.000 |
| Chiffreur | 1re classe | 78.000 | 243 | 34.575 | 227.000 | 262.000 |
| | 2e classe | 69.000 | 234 | 30.675 | 208.000 | 239.000 |
| | 3e classe | 60.000 | 205 | 26.575 | 189.000 | 216.000 |
| | Stagiaire | 54.000 | 185 | 21.975 | 173.000 | 195.000 |

Art. 2. — Jusqu'à l'intervention des décrets prévus à l'article 10 du décret n° 48-1121 du 13 juillet 1948 concernant les personnels de l'Etat en service dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les nouveaux traitements fixés par le présent arrêté s'appliqueront exclusivement aux chiffreurs coloniaux exerçant leurs fonctions sur le territoire de la France métropolitaine.

Art. 3. — Les nouveaux traitements fixés par le présent arrêté sont exclusifs de toute gratification.

Aucune indemnité ou avantage accessoire, de quelque nature que ce soit, ne peut être accordé aux fonctionnaires énumérés au présent arrêté que dans les conditions fixées par les articles 5 et 7 de l'ordonnance du 6 janvier 1945.

Art. 4. — Les nouveaux traitements sont attribués aux fonctionnaires suivant leurs classe et échelon respectifs.

L'attribution de nouveaux traitements ne sera pas considérée comme un avancement et l'ancienneté des fonctionnaires dans leur classe ou échelon comptera du jour de leur dernière promotion.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 mai 1949.

*Le ministre de la France d'outre-mer,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le chef adjoint du cabinet,*
ALBERT BROS.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ROBERT BLOT.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative),*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
MATTEO CONNET.

### Nouveaux traitements des membres du corps de l'inspection générale du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme.

Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, le secrétaire d'Etat aux finances et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative),

Vu la loi n° 48-337 du 27 février 1948 portant ouverture de crédits en vue de la réalisation d'une première tranche du reclassement de la fonction publique;

Vu la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses ordinaires et services civils);

Vu le décret n° 46-1343 du 6 juin 1946 fixant les traitements des membres du corps de l'inspection générale du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme;

Vu le décret n° 48-355 du 29 février 1948 portant attribution d'un complément provisoire de traitement ou de solde aux fonctionnaires ou agents de l'Etat;

Vu le décret n° 48-1124 du 13 juillet 1948 instituant une majoration de reclassement en faveur des personnels de l'Etat au titre de la première tranche du reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 49-42 du 12 janvier 1949 instituant une nouvelle majoration au titre de la deuxième tranche du reclassement de la fonction publique,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les nouveaux traitements des membres du corps de l'inspection générale du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, en application de l'article 5 du décret n° 48-1124 du 13 juillet 1948 et de l'article 3 du décret n° 49-42 du 12 janvier 1949 susvisés, sont fixés ainsi qu'il suit, à compter respectivement du 1er janvier 1948 et du 1er janvier 1949:

| EMPLOIS | CLASSES ET ÉCHELONS | TRAITEMENTS de base 1948. | INDICES | MAJORATIONS de reclassement | NOUVEAUX traitements 1948 | NOUVEAUX traitements 1949 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | francs. | | francs. | francs. | francs. |
| Inspecteur général | | 350.000 | 750 (1)<br>700 (1)<br>650 (1) | 115.650<br>115.225<br>102.375 | 896.000<br>801.000<br>744.000 | 1.012.000<br>916.000<br>846.000 |
| Inspecteur de 1re classe | 3e échelon<br>2e échelon<br>1er échelon | 255.000<br>225.000<br>210.000 | 630<br>595<br>550 | 104.600<br>96.375<br>87.600 | 709.000<br>657.000<br>598.000 | 811.000<br>753.000<br>686.000 |
| Inspecteur de 2e classe | 2e échelon<br>1er échelon | 195.000<br>165.000 | 500<br>450 | 70.000<br>63.425 | 555.000<br>481.000 | 625.000<br>544.000 |
| Inspecteur de 3e classe | | 150.000 | 410 | 60.935 | 423.000 | 484.000 |
| Inspecteur adjoint | 2e échelon<br>1er échelon | 108.000<br>84.000 | 350<br>300 | 62.175<br>54.550 | 320.000<br>261.000 | 382.000<br>316.000 |

(1) Indices 650 avant deux ans, 700 après deux ans, 750 après quatre ans au grade d'inspecteur général. Toutefois les inspecteurs généraux actuellement en fonctions seront rangés à l'indice 750 quelle que soit leur ancienneté.

Art. 2. — Les nouveaux traitements fixés par le présent arrêté sont exclusifs de toute gratification.

Aucune indemnité ou avantage accessoire, de quelque nature que ce soit, ne peut être accordé aux agents énumérés à l'article 1er du présent arrêté que dans les conditions fixées par les articles 5 et 7 de l'ordonnance du 6 janvier 1945.

Art. 3. — Les nouveaux traitements sont attribués aux agents suivant leurs classe et échelon respectifs.

L'attribution des nouveaux traitements ne sera pas considérée comme un avancement et l'ancienneté des agents dans leur catégorie ou échelon comptera du jour de leur dernière promotion.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 mai 1949.

*Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,*

Pour le ministre et par délégation:

*Le directeur du cabinet,*

ROBERT BORDAZ.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:

*Le directeur du cabinet,*

ROBERT BLOT.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative),*

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:

*Le directeur du cabinet,*

MATTEO CONNET.

### Nouvelle rémunération du chimiste et du chef du laboratoire des expertises légales.

Le ministre de l'industrie et du commerce, le secrétaire d'Etat aux finances et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative),

Vu la loi n° 48-337 du 27 février 1948 portant ouverture de crédits en vue de la réalisation d'une première tranche du reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 46-2843 du 27 novembre 1946 fixant les émoluments des personnels du laboratoire d'expertises légales;

Vu le décret n° 48-1124 du 13 juillet 1948 instituant une majoration de reclassement en faveur des personnels de l'Etat au titre de la première tranche du reclassement de la fonction publique, notamment l'article 5;

Vu le décret n° 49-42 du 12 janvier 1949 instituant une nouvelle majoration en faveur des personnels de l'Etat au titre de la deuxième tranche du reclassement de la fonction publique,

Arrêtent:

Art. 1er. — En application des dispositions de l'article 5 du décret n° 48-1124 du 13 juillet 1948 et de l'article 3 du décret n° 49-42 du 12 janvier 1949 susvisés, les nouvelles rémunérations du chimiste et du chef du laboratoire des expertises légales sont fixées ainsi qu'il suit, à compter respectivement du 1er janvier 1948 et du 1er janvier 1949:

| EMPLOIS | RÉMUNÉRATIONS de base actuelles. | NOUVELLES RÉMUNÉRATIONS | |
|---|---|---|---|
| | | A compter du 1er janvier 1948. | A compter du 1er janvier 1949. |
| | francs. | francs. | francs. |
| Chimiste | 96.000 | 260.000 | 287.000 |
| Chef du laboratoire | 150.000 | 423.000 | 484.000 |

Art. 2. — Les nouvelles rémunérations fixées par le présent arrêté sont exclusives de toute gratification.

Aucune indemnité ou avantage accessoire, de quelque nature que ce soit, ne peut être accordé aux agents énumérés au présent arrêté que dans les conditions fixées par les articles 5 et 7 de l'ordonnance du 6 janvier 1945.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 mai 1949.

*Le ministre de l'industrie et du commerce,*

Pour le ministre et par délégation:

*Le chef adjoint du cabinet,*

MARCEL FOURRÉ.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:

*Le directeur du cabinet,*

ROBERT BLOT.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative),*

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:

*Le directeur du cabinet,*

MATTEO CONNET.

### Nomination du président directeur général de la société nationalisée La Nationale crédit et réassurances.

Rectificatif au *Journal officiel* du 5 avril 1949: page 3182, 3e colonne, 39e et 40e ligne, au lieu de: « La Nationale, compagnie d'assurances et de réassurances de toute nature », lire: « La Nationale, compagnie d'assurances crédit et de réassurances de toute nature »; 41e et 42e ligne, au lieu de: « Le directeur des assurances est chargé de l'application du présent décret », lire: « Le directeur des assurances est chargé de l'application du présent arrêté ».

# MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

**Décrets portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 20 avril 1949 : page 3958, 1re colonne, au lieu de : « Broche (Jean-François-Roger), 21e bataillon de chars », lire: « Broch ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 27 avril 1949:

*Au grade de chevalier.*

Page 4193, 1re colonne, au lieu de: « Abriol (Jean), ancien sergent du 36e régiment d'artillerie », lire: « ancien maréchal des logis »; au lieu de: « Bengue (André), caporal au 2e bataillon de tirailleurs sénégalais », lire: « ancien caporal ».

*Au grade d'officier.*

Page 4193, 2e colonne, au lieu de: « Parry (Gaston-Raoul), dentiste militaire de 2e classe de réserve rayé des cadres, anciennement adjudant au 411e régiment d'infanterie, classe 1911, mle 687 », lire: « mle 697 ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 27 avril 1949:

*Au grade d'officier.*

Page 4191, 2e colonne, au lieu de: « Surgt (Jean-Marie), ancien adjudant-chef du 335e régiment d'infanterie », lire: « Surget »; au lieu de: « Trumau (Jules-Emile), ancien sergent du 280e régiment d'infanterie », lire: « Trumeau ».

Même page, 3e colonne, au lieu de: « Dogna (Bertrand), ancien soldat du 123e régiment d'infanterie, classe 1917 », lire: « classe 1914 ».

Page 4192, 1re colonne, au lieu de: « Humbert-Galliand (Jean-François), ancien soldat du 14e bataillon de chasseurs à pied, classe 1905, mle 463 », lire: « mle 468 ».

**Tableau d'avancement des sous-officiers de l'armée de l'air (année 1949).**

Rectificatif au *Journal officiel* du 27 avril 1949:

Page 4201, 1re colonne:

Mitrailleurs.

Au lieu de: « 10 Jacquemain », lire: « Jacquemin ».

Même page, 2e colonne:

Télémécaniciens.

Au lieu de: « 8 L'Hermitte », lire: « L'Hermite ».
Au lieu de: « 12 Dacot », lire: « Dagot ».

Même page, 3e colonne:

Mécanicien équipement.

Au lieu de: « 12 Forquier », lire: « Fourquier ».

Page 4202, 3e colonne:

*Corps du personnel non navigant du service général.*

Au lieu de: « 53 Lenfant (Jean-René-R.) », lire: « Lenfant (Jean-René-J.) ».
Au lieu de: « 89 Delplanque..., E. T. », lire: « Delplanque,... T. E. ».

Page 4203, 1re colonne:

Pilotes.

Au lieu de: « 9 Algin », lire: « Aloin ».

Page 4204, 1re colonne:

*Corps du personnel non navigant du service général.*

Au lieu de: « 95 Broussier », lire: « 94 Broussier ».

Même page, 2e colonne:

Au lieu de: « 165 Marquis (Paul-Hector) », lire: « Marquis (Paul-Hector) ».

**Liste des candidats admis en qualité d'apprentis mécaniciens de l'armée de l'air aux bases-écoles de Saintes et Rochefort.**

(Décision ministérielle n° 2676/CAB/MIL/5.P du 14 avril 1949.)

I. — *Admis en première année, après concours, école de Saintes.*

(Par ordre de mérite.)

1 Marest (Hubert).
2 Lécrivain (Jacques).
3 Boi (Jacques).
4 Weller (André).
5 Renaud (Jacques).
6 Leray (Robert).
7 Richard (Guy).
8 Meheust (Albert).
9 Maitre (Pierre).
10 Claire (Louis).
11 Bolzée (André).
12 Evagre (Pierre).
13 Joubel (Christian).
14 Boireau (Yvan).
15 Houard (Mary).
15 bis Delory (Claude).
17 Bareige (Guy).
18 Aupy (Raymond).
19 Chaintiou (Robert).
20 Drouault (Christian).
21 Posson (Albert).
22 Moncharmont (Louis).
22 Méchain (Henri).
24 Charrieras (Edmond).
25 Donguy (Michel).
26 Bardet (André).
27 Gouet (Jean).
28 Benti (Pierre).
29 Goureau (Jacques).
29 bis Leclerc (Lucien).
31 Ringuenoir (Guy).
31 bis Duhamel (Jean).
32 Guillemot (François).
33 Bernard (Pierre).
34 Husson (Bernard).
35 Babel (Gilbert).
36 Descourbes (Jean).
37 Chopin (Roland).
37 bis Chemineau (Paul).
38 Lagier (Michel).
39 Laurissergues (Max).
40 Husset (Claude).
41 Le Breton (Bernard).
42 Lopez (Florent).
43 Guiselin (René).
44 Guieu (Jean).
45 Gri (Paul).
46 Le Naour (Paul).
47 Digoy (Jacques).
48 Bagard (Jean-Marie).
48 bis Truber (Michel).
49 Bertrand (Jean).
49 Hurel (Claude)
51 Gerval (Jacques).
52 Braillon (Michel).
53 Plainfosse (Charles).
54 Pauly (Claude).
55 Renaud (Jean).
56 Poutriquet (Lucien).
56 Mathon (Edmond).
56 Lebert (Maurice).
59 Moreau (Ghislain).
60 Gimenez (Jean-Marie).
61 Faury (Pierre).
62 Kerbellec (Yves).
62 Barrocher (Christian).
64 Thomas (Guy).
65 Mauvigner (Robert).
66 Moncuso (Georges).
67 Goetz (Charles).
68 Compain (Christian).
69 Pelorjas (Robert).
70 Bernier (Henri).
70 bis Lopez (Antoine).
71 Suquet (Claude).
72 Toussat (Claude).
73 Baissière (Roland).
73 Bouzik (Guy).
73 Arnaud (Robert).
76 Bergaud (Guy).
77 Victori (Norbert).
77 Doute (René).
79 Gerbeaux Jean-Pierre).
80 Laisne (Louis).
81 Guérin (René).
81 bis Plantade (Serge).
82 Cenac (Isidore).
83 Tektoff (Jacques).
83 bis Soret (Georges).
84 Desportes (Jean).
85 Mongin (Guy).
86 Dahan (Charles).
87 Ded'eu (Henri-Maurice).
87 bis Martineau (Gérard).
88 Pons (Georges).
89 Causeret (Jacques).
90 Pinchedez (Michel).
91 Calarnou (Joseph).
92 Lamanthe (Roger).
93 Bauce (Jean).
94 Leclercq (Paul).
95 Delort (Jean).
96 Treguer (Lucien).
97 Robert (Marcel).
98 Blusseau (Jean).
99 Dangelser (Roger).
99 Baraquie (Paul).
101 Fontaine (Christian).
102 Cregut (Gilbert).
103 Vienne (Jacques).
103 Bourrat (Emile).
103 Chaffin (Michel).
106 Guenette (Yves).
107 Naras (Roger).
108 Duluc (Guy).
108 Trinh Van Nam (Claude).
108 François (Jacques).
111 Duprat (Jean-Michel).
113 Lanchais (Jean-Pierre).
113 bis Zago (Claude).
114 Dazeur (Albert).
114 Luco (Henri).
116 Le Breull (André).
117 Semnontkowski (Raymond).
118 Mazzoleni (Lucien).
119 Arnaud (André).
120 Gallardon (Michel).
121 Tessier (Charles).
122 Labbal (Maurice).
123 Gatineau (Guy).
124 Sasso (Vincent).
125 Lacot (Roger).
126 Aninat (Charles).
126 Sauban (Jacques).
128 Dufour (Louis).
129 Geldhof (Pierre).
130 Laurent (Christian).
131 Moumiloff (Christian).
131 Goubely (Aimé).
133 Greco (Jean-Claude).
134 Burret (René).

II. — *Admis en première année « sur titre » école de Saintes.*

Rouyer (Claude).
Capdaspe (Raymond).
Chapuis (Lucien).
Jarry (Claude).
Reyre (René).
Bocquet (Yvon).
Paragot Henri).
Barnault (Michel).
Bouchinet (Gérard).
Pachis (Evangile).
Rossignol (Jacques).
Mathe (André).
Chabirand (Jean).
Menelet (Roland).
Barbier (René).
Gourgues (Jack).
Mailloux (Jean).
Boutaud (Bernard).
Desportes (Jean-Marie).
Bedos (Max).
Cataldo (Roger).
Chenivesse (Michel).
Chipot (Gérard).
Courson (Lionel).
Deblen (Jacques).
Delaunay (Pierre).
Denizot (Jean-Marcel).
Gauchey (Gaston).
Giraud (Gaston-Louis).
Guyot (Claude).
Nicolet (Bernard).
Sadourny (Christian).
Sala (Noël).
Prophete (Roland).
Souche (Serge).
Laurlance (Michel).
Joubert (Henry).
Rochard (Raymond).
Dupre (Gabriel).
Martin (Michel).
Gardelle (Jean-Louis).
Bergelin (François).
Comot (Guy).
Ritt (André).
Vogel (Claude).
Jacquot (Robert).
Beautemps (Guy).
Notton (Daniel).
Meyrieux (Christian).
Montagne (Jean-Cl.).
Le Guen (Loïc-André).
Picaud (Michel-Auguste).
Lefebvre (Georges).
Daniel (Jacques).
Alverola (Michel).
Leclerc (Claude).

III. — *Admis en deuxième année « après concours » école de Rochefort.*

(Par ordre de mérite.)

1 Wache (Hervé).
2 Schneider (Jacques).
3 Ackermann (André).
4 Sourbe (Guy).
5 Basile (Maurice).
6 Dolbeau (Jean).
7 Serraud (Claude).
8 Lapalu (René).
9 Le Pestipon (François).
10 Labarthe Vacquier (Jean-Claude).
11 Caumell (Jean-Claude).
12 Veillard (Roger).
13 Davion (Claude-Noël).
14 Griffon (Jean-Jacques).
15 Martorana Floritta (Daniel).
15 Bossis (Guy).
17 Baricault (Michel).
18 Delage (Paul).
19 Poulet (René).
20 Martin (Jacques).
21 Duris (Jean).
22 Makharine (Oleg).
23 Tourne (Yves).

IV. — *Sont admis en première année quoique ayant concouru en « deuxième année » sous réserve de leur acceptation.*

25 Giacomini (Guy).
28 Pech (Yves).
29 Mercier (Jean-Claude).
32 Barreau (Jean).
33 Urbain (Jean).

*Admis en troisième année « sur titres » école de Rochefort.*

Gauvin (Michel), Cordeau (Maurice), Desperamont (Henry).

Les candidats admis en première année, devront rejoindre la base école de Saintes et ceux admis en deuxième et troisième année, devront rejoindre la base école de Rochefort.

Les candidats seront munis d'une feuille de déplacement par les soins des généraux commandants de région aérienne ou de grands commandements dont ils relèvent de façon qu'ils puissent se présenter au commandant de l'école dans la journée du 5 mai 1949.

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

**Taux d'extraction de la farine de seigle et prescription de l'incorporation de ce produit dans la farine panifiable.**

Le président du conseil des ministres, le ministre de l'agriculture et le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le texte annexé au décret de codification du 23 novembre 1937 modifié par les textes subséquents,

Vu l'acte dit loi du 9 mars 1941, relatif au taux d'extraction des farines panifiables;

Vu l'ordonnance du 30 juin 1945, relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique;

Vu l'arrêté du 1er octobre 1948, modifié par l'arrêté du 26 janvier 1949, relatif à la fixation du taux d'extraction des farines et du taux de conversion de la farine en pain;

Vu l'avis du haut commissaire au ravitaillement,

Arrêtent:

Art. 1er. — Le taux d'extraction de la farine de seigle est fixé à 7 points au-dessous du poids spécifique à partir du 15 mai 1949 à zéro heure.

Art. 2. — Le taux d'extraction visé à l'article 1er s'applique au seigle ne contenant pas plus de 2 p. 100 d'impuretés.

Tout pourcentage supérieur donnera lieu à une réduction correspondante du taux d'extraction, sans que cet abattement puisse en aucun cas excéder 2 p. 100.

Les grains cassés ne sont pas considérés comme impuretés

Art. 3. — A partir du 15 mai 1949, à zéro heure, le taux d'incorporation en meunerie de la farine de seigle à la farine de blé destinée à la panification est porté à 10 p. 100.

Le taux pourra être porté à 15 p. 100 pour l'approvisionnement des départements désignés par le haut commissaire au ravitaillement dans lesquels la collecte de blé, réalisée à la date du 1er mai 1949, aura été particulièrement insuffisante.

Art. 4. — La prime d'incorporation de la farine de seigle à la farine de blé sera fixée par décision du haut commissaire au ravitaillement et du ministre des finances et des affaires économiques.

Art. 5. — Le directeur général de l'office national interprofessionnel des céréales et le directeur général des impôts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 9 mai 1949.

*Le président du conseil des ministres,*
HENRI QUEUILLE.

*Le ministre de l'agriculture,*
PIERRE PFLIMLIN.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
ANTOINE PINAY.

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

**Création de certificats d'aptitude professionnelle.**

Par arrêtés du 9 avril 1949, il a été créé dans les départements de l'académie de Strasbourg (Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle), des certificats d'aptitude professionnelle pour les professions de commis épicier et de facteur d'orgues.

**Création d'un comité technique paritaire auprès du directeur général de l'enseignement du premier degré.**

Le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative et le ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi du 19 octobre 1946;

Vu le décret n° 47-1370 du 24 juillet 1947, modifié par le décret du 5 novembre 1948, en particulier son article 38,

Arrêtent:

Art. 1er. — En attendant l'intervention des statuts particuliers du corps enseignant établis en application de l'article 2 (alinéa 2) de la loi du 19 octobre 1946, il est créé, auprès du directeur général de l'enseignement du premier degré, un comité technique paritaire provisoire, compétent à l'égard du personnel des écoles primaires élémentaires.

Art. 2. — Le comité ainsi créé comprendra huit membres titulaires et huit membres suppléants, représentant l'administration, nommés par le ministre parmi les fonctionnaires de la direction de l'enseignement du premier degré, et huit membres titulaires et huit membres suppléants représentant le personnel désignés par les organisations syndicales des fonctionnaires remplissant les conditions exigées par l'article 6 de la loi du 19 octobre 1946 et regardées comme les plus représentatives du personnel au moment où se fait la désignation.

Art. 3. — Le secrétariat de ce comité sera rattaché au deuxième bureau de la direction de l'enseignement du premier degré.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française

Fait à Paris, le 6 mai 1949.

*Le ministre de l'éducation nationale,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
LÉON DROUART.

*Le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
MATTEO CONSET.

**Création d'un diplôme de moniteur de colonies de vacances et d'un diplôme de directeur de colonies de vacances.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 20 février 1949: page 1896, 2e colonne, 63e ligne, au lieu de: « Les candidats pourvus du certificat d'aptitudes pédagogiques sont exemptés de l'épreuve écrite », lire: « Les candidats pourvus du certificat d'aptitudes pédagogiques sont exemptés de l'épreuve écrite de l'examen de moniteur ».

## MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

**Relèvement du prix de la pension et des droits de scolarité à l'école technique des mines de Douai.**

Le ministre de l'industrie et du commerce,

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 9 août 1944 maintenant en application l'acte dit décret du 1er juin 1941 fixant l'organisation de l'école technique des mines de Douai;

Vu le décret du 16 novembre 1942 modifiant le décret du 1er juin 1941 susvisé;

Vu le décret du 17 mars 1949 modifiant l'article 19 du décret du 1er juin 1941;

Sur la proposition du directeur de l'administration générale,

Arrête:

Art. 1er. — Conformément aux dispositions du décret du 17 mars 1946, le prix de la pension des élèves français est fixé à 22.500 F par an et doit être acquitté en trois payements, savoir:

7.500 F le jour de la rentrée des cours;
7.500 F le 1er janvier;
7.500 F au début de la deuxième période des cours.

Art. 2. — Les élèves étrangers payent une rétribution scolaire de 10.800 F par an. Cette rétribution doit être acquittée en trois termes, savoir:

3.600 F. le jour de la rentrée des cours;
3.600 F au début de la deuxième période des cours.
3.600 F le 1er janvier;

Ceux des élèves qui sont exceptionnellement admis à suivre les cours comme internes n'ont à payer que la moitié des droits de scolarité, soit 5.400 F, mais ils payent en outre le prix de la pension, comme les élèves français.

Art. 3. — Ces dispositions prendront effet à compter du 1er octobre 1948.

Art. 4. — Le directeur de l'école technique des mines de Douai est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 avril 1949.

Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur de l'administration générale,*
RENÉ BOUTTANDEAU.

**Suppression, à la commission des annales des mines, des fonctions de vice-président délégué.**

Par arrêté en date du 29 avril 1949, les fonctions de vice-président délégué de la commission des annales des mines, sont supprimées.

M. Julien Durand, qui assumait jusqu'à ce jour lesdites fonctions, demeure membre de la commission des annales des mines.

**Composition du comité consultatif du commerce auprès de la direction du commerce intérieur.**

Le secrétaire d'Etat au commerce,

Vu l'arrêté du 30 novembre 1945 portant création de comités consultatifs auprès des directions du ministère de l'industrie et du commerce, ainsi que les arrêtés des 18 décembre 1945 et 20 mars 1946,

Arrête:

Art. 1er. — Par dérogation à l'article 3 de l'arrêté susvisé du 30 novembre 1945, la composition du comité consultatif du commerce est fixée comme suit:

*En qualité de représentants des employeurs.*

M. Jacques Lacour-Gayet (fédération des entreprises à commerces multiples).

M. Léon Spaeth (fédération nationale des syndicats de droguistes en gros; centre national de liaison des commerces de gros).

M. Marcel Brot (fédération nationale des coopératives de consommation).

M. Honoré Farre (confédération nationale des commissionnaires, courtiers et agents)

M. Roger Stoll (confédération générale des petites et moyennes entreprises).

M. Robert Félix (confédération générale des petites et moyennes entreprises).

M. Georges Maus (fédération des commerçants détaillants de France).

M. Jean Couraud (confédération générale du commerce et de l'industrie).

M. Hyppolite Cansi (fédération nationale des syndicats des commerçants non sédentaires).

M. Robert Dian (confédération nationale des commerces et des industries de l'alimentation).

*En qualité de représentants des techniciens et agents des cadres.*

M. Jean Schaefer (fédération nationale des employés et cadres du commerce, du crédit, des assurances, de la sécurité sociale et divers) (C. G. T.).

M. Jean Gournet (fédération nationale des employés et cadres du commerce, du crédit, des assurances, de la sécurité sociale et divers) (C. G. T.).

M. Edouard Leballeur (fédération des employés et cadres du commerce, du crédit, des assurances, des professions libérales et divers) (C. G. T. F. O.).

M. Jacques Cuenel (fédération des voyageurs, représentants et placiers) (C. G. T. F. O.).

M. Louis Lacroix (fédération française des syndicats d'ingénieurs et cadres) (C. F. T. C.).

M. René Collin (fédération française des syndicats d'ingénieurs et cadres) (C. F. T. C.).

M. Pierre Leroy (fédération nationale des cadres du commerce) (C. G. T.).

M. Henry Leferme (fédération syndicale nationale des voyageurs et représentants) (C. G. T.).

*En qualité de représentants des employés.*

M. Victor Smadja (fédération nationale des employés et cadres du commerce, du crédit, de la sécurité sociale et divers) (C. G. T.).

M. Jacques Janin (fédération nationale des employés et cadres du commerce, du crédit, de la sécurité sociale et divers) (C. G. T.).

M. Adolphe Sidro (fédération des employés et cadres du commerce, du crédit, des assurances, des professions libérales et divers) (C. G. T. F. O.).

M. Turquais (fédération des employés et cadres du commerce, du crédit, des assurances, des professions libérales et divers) (C. G. T. F. O.).

M. Georges Auclair (fédération française des syndicats chrétiens d'employés, techniciens et agents de maîtrise) (C. F. T. C.).

M. Maurice Bataille (fédération française des syndicats chrétiens d'employés, techniciens et agents de maîtrise) (C. F. T. C.).

Art. 2. — Le directeur du commerce intérieur est chargé de l'application du présent arrêté.

Fait à Paris, le 4 mai 1949.

JULES JULIEN.

### Homologation de normes.

Le ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi du 24 mai 1941, fixant le statut de la normalisation;

Sur proposition du commissaire à la normalisation,

Arrête:

Art. 1er. — Sont homologuées, à la date du 30 avril 1949, les seize normes françaises suivantes:

*Mécanique.*

NF E 81-051. — Tôles gaufrées: dimensions des gaufrages.

*Bâtiment couverture.*

NF P 34-402. — Métal: bandes façonnées en zinc laminé.

NF P 34-403. — Métal: couvre-joint en zinc laminé.

NF P 36-402. — Evacuation des eaux pluviales: gouttières pendantes en zinc laminé.

NF P 36-403. — Evacuation des eaux pluviales: tuyaux en zinc laminé.

NF P 36-404. — Evacuation des eaux pluviales: coudes cintrés en zinc laminé.

NF P 36-405. — Evacuation des eaux pluviales: bagues en zinc laminé.

NF P 36-406. — Evacuation des eaux pluviales: cuvettes demi-rondes en zinc.

NF P 37-310. — Accessoires de couverture: chatières en zinc.

*Corps gras.*

NF T 60-001. — Acide oléique technique.

NF T 60-002. — Acide stéarique technique.

*Machinisme agricole.*

NF U 30-101. — Faucheuse à traction animale: terminologie.

NF U 30-102. — Appareil à moissonner: terminologie.

NF U 30-103. — Moissonneuse lieuse à traction animale: terminologie.

NF U 30-401. — Botteleuse: terminologie.

NF U 30-403. — Presse à paille à haute densité: type demi-fixe, terminologie.

Art. 2. — Sont annulées, à la date du 30 avril 1949, les deux normes françaises suivantes:

NF E 81-051. — Gaufrage sur tôles (ex CNM 701) homologuée en avril 1943.

NF P 28-404. — Châssis et croisées à la française typifiés, homologuée en avril 1944 (remplacée par la feuille de documentation FD P 23-404).

Fait à Paris, le 5 mai 1949.

Pour le ministre et par délégation:

*Le directeur du cabinet,*

PIERRE DREYFUS.

## MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

### Décret n° 49-529 modifiant le régime de solde du personnel des cadres régis par décret relevant du ministère de la France d'outre-mer.

Rectificatif au *Journal officiel* du 16 avril 1949: page 3902, 1re colonne, au lieu de: « Art. 7. — En attendant l'établissement d'un régime d'indemnité de résidence dans les territoires d'outre-mer, les indemnités de zone, ainsi que leurs majorations, demeurent applicables aux fonctionnaires appartenant aux services de l'Afrique occidentale française, du Togo, de l'Afrique équatoriale française et du Cameroun, sur la base des tarifs en vigueur à la date du 31 décembre 1947, réduits de moitié... », lire: « Art. 7. — En attendant l'établissement d'un régime d'indemnité de résidence dans les territoires d'outre-mer, les indemnités de zone, ainsi que leurs majorations, peuvent être maintenues aux fonctionnaires appartenant aux services de l'Afrique occidentale française, du Togo, de l'Afrique équatoriale française et du Cameroun, dans la limite maximum des tarifs en vigueur à la date du 31 décembre 1947, réduits de moitié... »

(Le reste sans changement.)

### Nomination d'un secrétaire et d'un secrétaire adjoint de la commission de surveillance des banques coloniales.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer en date du 2 mai 1949, sont nommés secrétaire et secrétaire adjoint de la commission de surveillance des banques coloniales, pour compter du 1er février 1949, MM. Henry (Jacques) et Le Bolay, en remplacement de M. Spinelli, décédé, et de M. Lemoyne, appelé à d'autres fonctions.

### Attribution des fonctions d'inspecteur général du travail au Cameroun.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 27 avril 1949, M. Mourgues, administrateur de 1re classe des colonies, est chargé par intérim des fonctions d'inspecteur général du travail au Cameroun.

## MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

### Modification de l'arrêté du 1er juin 1945 relatif à la codification des textes concernant les comités départementaux de service social de la main-d'œuvre étrangère.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 1er juin 1945 portant codification des textes concernant les comités départementaux de service social de la main-d'œuvre étrangère,

Arrête:

Art. 1er. — L'article 4 du titre IV de l'annexe à l'arrêté du 1er juin 1945 est modifié ainsi qu'il suit:

« Le comité s'assure les services d'une ou de plusieurs assistantes sociales qui sont proposées par le service social d'aide aux émigrants. Les assistantes seront nommées par le préfet, avec l'agrément du ministre du travail.

« Le congédiement ou la révocation des assistantes peut être prononcé par le préfet, avec l'agrément du ministre du travail, sur proposition du service social d'aide aux émigrants.

« Le traitement des assistantes leur sera versé par la préfecture.

« L'activité des assistantes sera contrôlée par la commission de direction, au nom du comité départemental et par le service social d'aide aux émigrants.

« Le préfet devra installer les assistantes, pour l'exercice de leurs fonctions, dans les locaux de son administration.

« Les assistantes sociales, en plus de leur rôle de protection morale et matérielle des travailleurs étrangers, peuvent être chargées, à la demande du ministre du travail, d'enquêtes au sujet des affaires litigieuses touchant l'utilisation des ouvriers agricoles étrangers. Elles doivent tenir un registre résumant

journellement leurs opérations d'inspection ou d'interventions, registre qui doit être mis à tout moment à la disposition du préfet, des agents désignés pour le contrôle par le ministre du travail, par le comité départemental et par le service social d'aide aux émigrants.

« Des frais de déplacement leur seront attribués dans les limites et les conditions fixées par le comité.

« Les assistantes assistent aux réunions du comité et de la commission de direction avec voix consultative ».

Art. 2. — Le directeur de la main-d'œuvre au ministère du travail et de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 13 avril 1949.

DANIEL MAYER.

### Remise de débet.

Par arrêté du 25 avril 1949, il est fait remise gracieuse à M. Jean Puget, ex-agent contractuel du service du contrôle social des étrangers à Grenoble, de la somme de 49.759 F et des intérêts y afférents mis à sa charge par l'état exécutoire n° 209, en date du 13 octobre 1947.

### Application du régime de la sécurité sociale dans les mines au personnel occupé par la Société des mines de zinc de la Vieille-Montagne aux travaux de recherches de mines de blende du lieudit Le Minier (Aveyron).

Le ministre du travail et de la sécurité sociale et le ministre de l'industrie et du commerce,

Vu le décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines (art. 4, § 4),

Arrêtent:

Art. 1er. — Le régime de la sécurité sociale dans les mines est rendu applicable, à compter du 1er avril 1949, au personnel occupé par la Société des mines de zinc de la Vieille-Montagne, aux travaux de recherches de mines de blende du lieudit Le Minier, commune du Viala-du-Tarn (Aveyron).

Art. 2. — Le directeur des mines et de la sidérurgie et le directeur de la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 27 avril 1949.

*Le ministre du travail et de la sécurité sociale.*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
FERNAND SAMSON.

*Le ministre de l'industrie et du commerce.*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
PIERRE DREYFUS.

### Approbation des statuts de sociétés mutualistes.

DÉPARTEMENT DE LA SEINE-INFÉRIEURE

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 27 avril 1949, ont été approuvés les statuts de la société mutualiste ci-après:

Caisse mutuelle complémentaire et d'action sociale des industries électrique et gazière (C. A. S.) du centre de Rouen », n° 76-738, à Rouen, 24-26, rue aux Ours.

DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 3 mai 1949, ont été approuvés les statuts de la société mutualiste ci-après:

Les Amis réunis, n° 62-1371, à Haillicourt, rue Roger-Salengro.

### Fusion de sociétés mutualistes.

DÉPARTEMENTS DE L'EURE ET DE LA SEINE-INFÉRIEURE

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 3 mai 1949, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite La Prévoyance mutuelle, n° 27-56, à Saint-Cyr-la-Campagne (Eure), avec la société mutualiste dite L'Union des employés du commerce et de l'industrie de la circonscription elbeuvienne, n° 76-127, à Elbeuf (Seine-Inférieure).

DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 3 mai 1949, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite La Concorde, n° 49-73, à Angers, avec la société mutualiste dite L'Indivisible, n° 49-10, à Angers.

DÉPARTEMENT DU MORBIHAN

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 3 mai 1949, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite Société de mutualité et de prévoyance scolaires d'Auray, n° 56-53, à Auray, avec la société mutualiste dite Société mutualiste des sapeurs-pompiers d'Auray, n° 56-120, à Auray.

DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 3 mai 1949, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite Caisse patronale des malades d'Alsace, n° 67-39, à Strasbourg, avec la société mutualiste dite La Prévoyance artisanale, n° 67-297, à Strasbourg.

### Rachat des majorations afférentes aux rentes constituées au profit de mutualistes non bénéficiaires de la loi du 4 août 1923.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale et le secrétaire d'Etat aux finances,

Vu les articles 74 et 75 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 portant statut de la mutualité;

Vu l'arrêté du 1er juillet 1948 fixant les conditions d'attribution et les bases de calcul des subventions de l'Etat aux sociétés mutualistes;

Vu l'avis du conseil supérieur de la mutualité,

Arrêtent:

Art. 1er. — Il est procédé au rachat de la majoration échue à partir du 1er janvier 1949, attribuée par l'Etat, en vertu de l'article 3 de l'arrêté du 1er juillet 1948 susvisé, aux titulaires de rentes constituées auprès des caisses autonomes mutualistes et de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, non bénéficiaires de la loi du 4 août 1923.

Art. 2. — La valeur de rachat est égale à la réserve mathématique de la majoration, calculée à l'aide d'un barème établi par le ministre du travail et de la sécurité sociale d'après la table de mortalité C. R. et le taux d'intérêt de 4.50 p. 100.

Art. 3. — Les sommes représentant la valeur de rachat de la majoration sont versées aux caisses autonomes et à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse par le ministère du travail et de la sécurité sociale sur les crédits ouverts à cet effet au titre de l'exercice 1949.

Les justifications à fournir par les caisses autonomes et la caisse nationale des retraites pour la vieillesse pour obtenir le payement des sommes susvisées sont établies conformément aux instructions du ministre du travail et de la sécurité sociale.

Art. 4. — Le maître des requêtes au conseil d'Etat, directeur général de la sécurité sociale, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 28 avril 1949.

*Le ministre du travail et de la sécurité sociale.*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
FERNAND SAMSON.

*Le secrétaire d'Etat aux finances.*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ROBERT BLOT.

### Modification de la composition de la commission nationale de reclassement du personnel de la sécurité sociale.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu le titre II de l'ordonnance n° 45-2635 du 2 novembre 1945, et notamment son article 13;

Vu les arrêtés des 23 janvier 1946, 13 janvier et 1er juin 1948, fixant la composition de la commission nationale de reclassement du personnel de la sécurité sociale;

Sur la proposition du maître des requêtes au conseil d'Etat, directeur général de la sécurité sociale,

Arrête:

Art. 1er. — Les dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1946, modifiées par les arrêtés des 13 janvier et 1er juin 1948, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes.

Art. 2. — La commission nationale de reclassement du personnel de la sécurité sociale instituée par l'article 13 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 susvisée est constituée ainsi qu'il suit:

1° *Représentants des organisations syndicales les plus représentatives des personnels visés à l'article 12 de ladite ordonnance, désignés par le ministre du travail et de la sécurité sociale sur la proposition des organisations intéressées.*

Quatre membres titulaires et deux suppléants proposés par la fédération nationale des syndicats d'employés (C. G. T.).

Quatre membres titulaires et deux suppléants proposés par la fédération nationale des syndicats d'employés et cadres (C. G. T.-F. O.).

Quatre membres titulaires et deux suppléants proposés par la fédération des syndicats chrétiens d'employés, techniciens et chefs de service, et la fédération des cadres (C. F. T. C.).

2° *Représentants des administrations publiques intéressées.*

Un conseiller d'Etat, désigné par le ministre du travail et de la sécurité sociale sur la proposition du vice-président du conseil d'Etat, président.

Le directeur général de la sécurité sociale au ministère du travail et de la sécurité sociale, ou son représentant.

Le directeur de la caisse nationale de sécurité sociale, ou son représentant.

Le directeur des assurances au ministère des finances, ou son représentant.

3° *Représentants des organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales désignés par le ministre du travail et de la sécurité sociale.*

Huit membres titulaires et quatre suppléants proposés par la fédération nationale des organismes de sécurité sociale.

Quatre membres titulaires et deux suppléants proposés par l'union nationale des caisses d'allocations familiales;

4° *Représentants des agents et courtiers d'assurances, désignés par le ministre du travail et de la sécurité sociale.*

Un membre titulaire et un suppléant proposés par la fédération nationale des syndicats d'agents généraux d'assurances.

Un membre titulaire et un suppléant proposés par le syndicat national des courtiers d'assurances.

Art. 3. — Le maître des requêtes au conseil d'Etat, directeur général de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 avril 1949.

*Le ministre du travail et de la sécurité sociale,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
FERNAND SAMSON.

**Taux des cotisations à payer par les travailleurs non salariés des professions libérales.**

Le ministre du travail et de la sécurité sociale et le secrétaire d'Etat aux finances,

Vu la loi du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour les travailleurs non salariés, et notamment l'article 13;

Vu le décret n° 49-456 du 30 mars 1949 portant règlement d'administration publique relatif au régime d'allocations vieillesse des travailleurs non salariés des professions libérales, et notamment les articles 12, 13 et 14;

Vu l'avis du conseil d'administration de la caisse nationale des professions libérales,

Arrêtent:

Art. 1er. — La cotisation annuelle des travailleurs non salariés des professions libérales est fixée à 7.000 F.

Art. 2. — Le maître des requêtes au conseil d'Etat, directeur général de la sécurité sociale est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 avril 1949.

*Le ministre du travail et de la sécurité sociale,*
Pour le ministre et par délégation
*Le directeur du cabinet,*
FERNAND SAMSON.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ROBERT BLOT.

**Institution d'une commission chargée d'étudier les modifications à apporter à la loi du 30 octobre 1946 fixant les modalités d'élection des membres des conseils d'administration des caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales.**

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,

Sur le rapport du maître des requêtes au conseil d'Etat, directeur général de la sécurité sociale,

Arrête:

Art. 1er. — Il est institué au ministère du travail et de la sécurité sociale une commission chargée d'étudier les modifications à apporter à la loi du 30 octobre 1946 fixant les modalités d'élection des membres des conseils d'administration des caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales.

Art. 2. — La composition de la commission visée à l'article 1er du présent arrêté est fixée ainsi qu'il suit:

Le président de la section sociale du conseil d'Etat, président.

Le président de la commission du travail et de la sécurité sociale à l'Assemblée nationale.

Le président de la commission du travail et de la sécurité sociale au Conseil de la République.

Les membres du Parlement faisant partie du conseil supérieur de la sécurité sociale et de la commission supérieure des allocations familiales.

Deux représentants du ministre du travail et de la sécurité sociale.

Un représentant du ministre de l'intérieur.

Un représentant de la confédération générale du travail.

Un représentant de la confédération générale du travail force ouvrière.

Un représentant de la confédération française des travailleurs chrétiens.

Un représentant de la confédération générale des cadres.

Un représentant du conseil national du patronat français.

Un représentant de la fédération nationale des petites et moyennes entreprises.

Deux représentants des travailleurs indépendants (un artisan, un membre des professions libérales désigné par le ministre du travail).

Un représentant de l'union nationale des caisses d'allocations familiales.

Un représentant de la fédération nationale des organismes de sécurité sociale.

Un représentant de la fédération nationale de la mutualité française.

Un représentant de l'union nationale des associations familiales.

Art. 3. — Le maître des requêtes au conseil d'Etat, directeur général de la sécurité sociale, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 2 mai 1949.

*Le ministre du travail et de la sécurité sociale,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
FERNAND SAMSON.

**Fixation de la cotisation du régime d'assurance vieillesse complémentaire des médecins.**

Le ministre du travail et de la sécurité sociale et le secrétaire d'Etat aux finances,

Vu la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées, et notamment l'article 11 (1er alinéa);

Vu le décret n° 48-1179 du 19 juillet 1948 portant règlement d'administration publique relatif au régime provisoire de l'organisation autonome de l'assurance vieillesse des professions libérales, notamment l'article 6;

Vu le décret n° 49-456 du 30 mars 1949 portant règlement d'administration publique relatif au régime d'allocations vieillesse des travailleurs non salariés des professions libérales;

Vu le décret n° 49-579 du 22 avril 1949 relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire des médecins, et notamment les articles 1er et 2,

Arrêtent:

Art. 1er. — La cotisation annuelle du régime d'assurance vieillesse complémentaire des médecins est égale à soixante-dix fois la somme obtenue en calculant au 1er janvier de l'année considérée la moyenne arithmétique des tarifs de consultation et de visite établis par les syndicats de médecins des départements des Bouches-du-Rhône, de la Loire-Inférieure, du Nord, du Rhône et de la Seine.

La cotisation ainsi définie est arrondie au multiple de 1.000 F immédiatement inférieur.

Art. 2. — En sus de la première cotisation, il est perçu une somme de 300 F pour frais de constitution du dossier.

Art. 3. — Le maître des requêtes au conseil d'Etat, directeur général de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 mai 1949.

*Le ministre du travail et de la sécurité sociale,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
FERNAND SAMSON.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ROBERT BLOT.

**Autorisation d'acceptation d'un legs par une société mutualiste.**

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Par arrêté en date du 3 mai 1949, la société mutualiste dite Société de Sainte-Cécile (artistes musiciens), n° 13-195, à Marseille, a été autorisée à accepter le legs qui lui a été consenti par Mlle Marie-Thérèse Arnaud.

**Taux des cotisations à payer par les travailleurs non salariés des professions artisanales.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 1er mai 1949: page 4320, 3e colonne, article 2, 1re ligne, au lieu de: « Alimentation, transports: 150 », lire: « Alimentation, activités diverses: 150 ».

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

**Décret n° 49-643 du 9 mai 1949 relatif aux organismes de travailleuses familiales recevant un appui financier de l'Etat ou des caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales.**

Le président du conseil des ministres,

Sur la proposition du ministre de la santé publique et de la population, du ministre du travail et de la sécurité sociale et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le décret n° 45-3134 du 24 décembre 1945 relatif aux attributions du ministre de la population, et notamment son article 3 (§ 4),

Décrète:

Art. 1er. — Les organismes de travailleuses familiales créés par des collectivités publiques ou des groupements privés qui reçoivent un appui financier de l'Etat ou des caisses de sécurité sociale ou d'allocations familiales, sont tenus de se conformer aux prescriptions ci-après énumérées.

Art. 2. — Les organismes de travailleuses familiales visés à l'article 1er doivent être agréés par le ministre de la santé publique et de la population dans des condi-

tions qui sont précisées par un arrêté du ministre de la santé publique et de la population et du ministre du travail et de la sécurité sociale.

Toutefois, lorsque l'agrément sera donné à des organismes relevant des caisses de sécurité sociale, d'allocations familiales, l'arrêté d'agrément sera également signé par le ministre du travail et de la sécurité sociale.

Art. 3. — Ils doivent appliquer à leur personnel la législation sociale en vigueur notamment en ce qui concerne les salaires, le repos hebdomadaire et les congés payés.

Art. 4. — Les travailleuses familiales qu'ils envoient dans les familles doivent subir un examen médical au moment de leur admission et sont, par la suite, soumises à un contrôle médical périodique dont les modalités sont fixées par arrêté.

Art. 5. — Les organismes de travailleuses familiales doivent s'assurer la formation professionnelle de leur personnel. A cet effet, des bourses peuvent être accordées par le ministre de la santé publique et de la population aux personnes se destinant à la profession de travailleuse familiale qui s'engagent à fournir en contre-partie 2.000 heures au moins de travail dans les familles.

Art. 6. — Les candidates aux fonctions de travailleuses familiales reçoivent un enseignement essentiellement pratique qui est sanctionné par un certificat de travailleuse familiale délivré par le ministre de la santé publique et de la population.

Art. 7. — Les conditions d'obtention de ce certificat sont précisées par arrêté.

Art. 8. — Un régime transitoire est institué pour les travailleuses familiales actuellement en fonctions. Celles qui sont titulaires du certificat d'aptitude professionnelle d'art ménager ou qui, ayant une année au moins de service dans les familles à la date de publication du présent décret, ont déjà suivi pendant un minimum de deux mois un cours d'enseignement ménager familial, peuvent être autorisées à continuer d'exercer.

Celles qui ne remplissent pas les conditions ci-dessus énumérées peuvent provisoirement rester en fonctions, mais elles sont tenues de subir les épreuves prévues pour l'obtention du certificat visé à l'article 6.

Art. 9. — Le ministre de la santé publique et de la population, le ministre du travail et de la sécurité sociale et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 mai 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres

*Le ministre de la santé publique et de la population,*
PIERRE SCHNEITER.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le ministre du travail et de la sécurité sociale,*
DANIEL MAYER.

**Décret n° 49-644 du 9 mai 1949 relatif à la désignation et aux attributions des médecins consultants régionaux de vénéréologie.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population,

Vu la loi n° 48-1290 du 18 août 1948, et notamment l'article 18 de ladite loi ainsi conçu :

« Art. 18. — Des règlements d'administration publique... détermineront les modalités d'application de la présente loi, notamment en ce qui concerne :

« 1° La désignation et les attributions de médecins consultants régionaux de vénéréologie » ;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète :

Art. 1er. — Les médecins consultants régionaux de vénéréologie, visés à l'article 11 de la loi du 18 août 1948, sont nommés par arrêté du ministre de la santé publique et de la population, après avis de la commission des maladies vénériennes du conseil permanent d'hygiène sociale.

Ils sont choisis parmi les médecins spécialisés en vénéréologie, particulièrement qualifiés par leurs titres, leurs travaux ou leur notoriété scientifique.

Les médecins consultants de vénéréologie sont nommés pour trois ans. Leur mission peut être renouvelée dans les mêmes formes pour une ou plusieurs périodes de trois ans.

Art. 2. — Chaque médecin consultant régional exerce ses fonctions dans la circonscription sanitaire qui lui est assignée par le ministre de la santé publique et de la population.

Art. 3. — Dans sa circonscription, le médecin consultant régional de vénéréologie est le conseiller technique des directeurs départementaux de la santé pour l'orientation, l'organisation et la coordination de la lutte antivénérienne. Il donne son avis sur toutes les affaires qui lui sont soumises, soit par les directeurs départementaux de la santé, soit par le ministre de la santé publique et de la population.

Il est notamment consulté :

*a*) Sur l'organisation générale de la lutte antivénérienne dans les départements compris dans sa circonscription, la création des dispensaires antivénériens, l'organisation du service antivénérien au domicile des médecins praticiens ;

*b*) Sur le choix des médecins, chargés de la lutte antivénérienne lorsque ceux-ci ne sont pas recrutés au concours.

Il fait partie des jurys de concours qui pourraient être institués pour recruter localement les médecins des dispensaires antivénériens.

Il est membre de droit du centre interdépartemental et des sections départementales d'éducation sanitaire.

Il participe aux enquêtes et inspections effectuées en vue de l'agrément et du contrôle des laboratoires concourant au diagnostic des maladies vénériennes.

Il fait partie, conformément aux dispositions du décret du 3 octobre 1947 et de l'arrêté du 26 janvier 1948, des commissions régionales d'action sanitaire et sociale du régime général de sécurité sociale et du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines.

Art. 4. — Indépendamment des enquêtes spontanées qu'implique leur mission générale, les médecins consultants régionaux de vénéréologie peuvent être chargés, soit par le ministre de la santé publique et de la population, soit par les directeurs départementaux de la santé, de missions de contrôle technique sur tous les organismes et établissements publics et privés participant à la prévention ou au traitement des maladies vénériennes.

Ils peuvent, en outre, faire toutes suggestions qu'ils jugent utiles, concernant la lutte antivénérienne, aux directeurs départementaux de la santé de leur ressort et, le cas échéant, au ministre de la santé publique et de la population.

Art. 5. — Les médecins consultants régionaux de vénéréologie adressent chaque année au ministre de la santé publique et de la population, dans le courant du mois de janvier, un rapport relatant leur activité au cours de l'année écoulée ainsi que leurs observations et leurs suggestions sur les problèmes généraux d'organisation et de fonctionnement de la lutte antivénérienne.

Ils sont réunis au ministère de la santé publique et de la population au moins une fois par an.

Art. 6. — Est abrogé le décret du 25 février 1943 relatif à la création des médecins consultants régionaux de vénéréologie.

Art. 7. — Le ministre de la santé publique et de la population est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 mai 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre de la santé publique et de la population,*
PIERRE SCHNEITER.

**Personnels relevant des établissements nationaux de bienfaisance autorisés à effectuer en 1949 des travaux supplémentaires rétribués par des indemnités horaires.**

Le ministre de la santé publique et de la population et le secrétaire d'Etat aux finances,

Vu le décret n° 48-1097 du 9 juillet 1948 portant relèvement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires susceptibles d'être accordées aux personnels civils de l'Etat,

Arrêtent :

Art. 1er. — Sont autorisés, dans la limite des crédits ouverts à cet effet, à effectuer pendant l'année 1949 des heures supplémentaires rémunérées par des indemnités horaires, les agents ci-après désignés dépendant de certains établissements nationaux de bienfaisance dont le traitement budgétaire, d'après les échelles fixées en 1945 est inférieur à 120.000 F par an :

1° *Maison maternelle nationale de Saint-Maurice.*

Trente-six agents pris parmi les commis aux écritures, surveillants, chefs des services médicaux, chefs ouvriers, ouvriers de métier, infirmiers et infirmières, lingères, servants et servantes, agents du cadre complémentaire de service, auxiliaires de bureau et de service.

2° *Asile national des convalescents de Saint-Maurice.*

Dix-huit agents pris parmi les commis surveillants-chefs, chefs ouvriers, ouvriers de métier, aide-radiologue, préposés des services généraux, lingères, servants et servantes, agents du cadre complémentaire, auxiliaires de bureau et de service,

3° *Asile national Vacassy.*

Deux agents pris parmi les lingères et auxiliaires de service.

4° *Institution nationale des sourds-muets de Metz.*

Un chef ouvrier.

5° *Institution nationale des sourds-muets de Chambéry.*

Un commis et quatre agents du personnel secondaire et subalterne.

6° *Sanatorium national de Vancauwenberghe.*

Quatre ouvriers titulaires et cinq auxiliaires de service.

7° *Hôpital-hospice national Dufresne-Sommeiller.*

Neuf agents pris parmi le personnel administratif, ouvrier, les préposés, servants et servantes, agents du cadre complémentaire de service, auxiliaires de bureau et de service.

8° *Asile national du Vésinet.*

Trente-sept agents pris parmi les commis aux écritures, surveillantes, infirmières, chefs ouvriers, ouvriers de métiers, préposés, servants et servantes, conducteurs de camion et d'ambulance, agents des cadres complémentaires de bureau et de service, auxiliaires de bureau et de service.

9° *Institution nationale des sourdes-muettes de Bordeaux.*

Un commis, deux servants et un chauffeur de chaudières.

10° *Hospice national des Quinze-Vingts.*

Quatre-vingt-dix agents pris parmi les secrétaires, dactylographes, commis aux écritures, auxiliaires de bureau, surveillants et surveillantes, chefs ouvriers, infirmiers et infirmières, servants et servantes, ouvriers de métiers, agents du cadre complémentaire de service et auxiliaires de service.

11° *Institution nationale des jeunes aveugles.*

Neuf agents pris parmi les commis aux écritures, les surveillants, le personnel subalterne de bureau, le personnel ouvrier et les servants et servantes.

Art. 2. — La durée des travaux supplémentaires ne peut excéder au maximum une heure par jour et par agent. Il ne peut être accordé aucune indemnité aux agents logés par l'administration.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 avril 1949.

*Le ministre de la santé publique et de la population,*
PIERRE SCHNEITER.

Pour le secrétaire d'Etat aux finances et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ROBERT BLOT.

## Indemnités de caisse et de responsabilité allouées aux receveurs des établissements nationaux de bienfaisance ou des hôpitaux psychiatriques autonomes et au receveur comptable de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains.

Le ministre de la santé publique et de la population et le secrétaire d'Etat aux finances,

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires et agents de l'Etat;

Vu les décrets des 3 septembre 1927, 27 mai 1932 et 4 avril 1935;

Vu le décret du 16 octobre 1946 relatif aux indemnités allouées au personnel des établissements nationaux de bienfaisance,

Arrêtent:

Art. 1er. — Il pourra être alloué, à compter du 1er janvier 1948, aux receveurs spéciaux des hôpitaux psychiatriques autonomes et des établissements nationaux de bienfaisance ainsi qu'au receveur comptable de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains, une indemnité de caisse et de responsabilité, non soumise à retenues pour pensions civiles, à des taux variant suivant l'importance du poste entre 5.000 et 15.000 F par an.

La dépense entraînée par l'attribution de cette indemnité ne devra pas excéder celle qui résulterait de l'application d'un taux moyen de 8.000 F par agent et par an.

Art. 2. — L'indemnité instituée par l'article 1er est exclusive de toute autre indemnité de même nature, et, notamment de celles prévues en faveur des receveurs ou receveurs économes des établissements nationaux de bienfaisance par l'article 3 du décret du 16 octobre 1946, qui devront cesser d'être payées à compter du 1er janvier 1948.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 avril 1949.

*Le ministre de la santé publique et de la population,*
PIERRE SCHNEITER.

Pour le secrétaire d'Etat aux finances et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ROBERT BLOT.

## Conditions d'obtention du certificat de travailleuse familiale.

Le ministre de la santé publique et de la population,

Vu le décret n° 49-613 en date du 9 mai 1949 relatif aux organismes publics et aux organismes privés de travailleuses familiales recevant un appui financier de l'Etat ou des caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales;

Sur la proposition du maître des requêtes au conseil d'Etat, directeur général de la population et de l'entr'aide,

Arrête:

Art. 1er. — Le certificat de travailleuse familiale, institué par l'article 6 du décret n° 49-613 du 9 mai 1949, est délivré après des études conformes au programme annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Ces études se répartissent comme suit:

Trois mois de scolarité à temps complet précédant l'entrée en service dans les familles;

Un mois de stages: à mi-temps dans une maternité, à mi-temps dans une consultation de nourrissons, dans une crèche ou un jardin d'enfants.

Art. 3. — A l'issue de ce cycle d'études, les candidates au certificat de travailleuse familiale font trois mois de stages rémunérés dans les familles, au cours desquels elles doivent obligatoirement suivre des cours de perfectionnement. Il leur est délivré un carnet de stages qui est exigé à l'examen.

Art. 4. — Les candidates à l'examen en vue de l'obtention du certificat visé à l'article 1er ci-dessus doivent être âgées de dix-huit ans au moins.

Art. 5. — Les épreuves et interrogations doivent garder le caractère pratique qui convient aux connaissances nécessaires à la travailleuse familiale.

Elles comprennent:

*Epreuve écrite.*

Une composition sur un sujet simple se rapportant à la vie familiale (durée: une heure).

*Epreuves pratiques.*

*a*) Trois épreuves combinées d'une durée totale de quatre heures:

1° Cuisine et hygiène alimentaire: exécution de deux plats simples de cuisine familiale avec appréciation de leur valeur nutritive;

2° Repassage d'une pièce de linge personnel ou de maison;

3° Raccommodage: travail sur pièce.

*b*) Economie domestique: lavage, détachage ou nettoyage divers (durée: une heure);

*c*) Hygiène et puériculture: exécution d'un travail pratique, tel que la préparation de biberons, d'une bouillie, toilette de bébé ou préparation d'un cataplasme, de différents pansements pour soins d'urgence (durée: une heure);

*d*) Couture: coupe, exécution ou transformation, avec patron donné d'un objet simple: layette, lingerie, vêtement d'enfant (durée: quatre heures).

*Epreuves orales.*

Une série de cinq questions sur les différentes matières du programme (hygiène, puériculture, économie domestique, législation familiale et sociale, morale familiale et professionnelle).

Toutes les épreuves sont notées de 0 à 20. Toute note inférieure à 5 dans les épreuves pratiques est éliminatoire. Ne peuvent être admises que les candidates ayant obtenu une moyenne de 10 sur 20. Il est tenu compte dans la délibération du jury des appréciations portées sur le carnet de stage de la candidate.

Art. 6. — La date et le lieu de l'examen sont fixés chaque année par le préfet. Les inscriptions sont reçues par le directeur départemental de la population au plus tard un mois avant la date fixée pour l'examen.

Art. 7. — Le jury est composé comme suit:

Le directeur départemental de la population, président;

Un médecin spécialisé dans les questions d'hygiène et un médecin pédiatre, désignés par le préfet sur proposition du directeur départemental de la santé;

Deux professeurs ou monitrices d'enseignement ménager familial et une assistante sociale diplômée d'Etat, désignées par le préfet, sur proposition du directeur départemental de la population;

Trois représentants qualifiés des organismes de travailleuses familiales agréés du département, désignés par le préfet, sur proposition desdits organismes;

Une mère de famille désignée par l'union départementale des associations familiales.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Art. 8. — A titre transitoire, les travailleuses familiales visées au paragraphe 2 de l'article 8 du décret du 9 mai 1949 ont un délai de deux ans pour subir les épreuves en vue de l'obtention du certificat de travailleuse familiale. Elles sont dispensées de la scolarité prévue à l'article 2 ci-dessus.

Art. 9. — En vue de la mise en application des dispositions du présent arrêté, il est créé au ministère de la santé publique et de la population une commission nationale des travailleuses familiales dont la composition est fixée comme suit:

Le directeur général de la population et de l'entr'aide, président;

Un représentant du ministre du travail et de la sécurité sociale;

Un inspecteur général de la santé publique et de la population;

Le sous-directeur de la famille;

Le chef du bureau chargé, au ministère de la santé publique et de la population, des questions d'aide aux mères;

La conseillère technique de l'enseignement ménager familial auprès de la sous-direction de la famille;

Un représentant de l'union nationale des caisses d'allocations familiales;

Un représentant de la fédération nationale des organismes de sécurité sociale;

Cinq représentants de la fédération des organismes de travailleuses familiales;

Deux représentants des associations familiales désignés par l'union nationale des associations familiales.

Art. 10. — Le maître des requêtes au conseil d'Etat, directeur général de la population et de l'entr'aide, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 mai 1949.

PIERRE SCHNEITER.

### Nomination de médecins consultants régionaux de vénéréologie.

Le ministre de la santé publique et de la population,

Vu la loi n° 48-1290 du 18 août 1948 relative à l'organisation et au fonctionnement de la lutte contre les maladies vénériennes, et notamment son article 18;

Vu le décret du 9 mai 1949 portant règlement d'administration publique et relatif à la désignation et aux attributions des médecins consultants régionaux de vénéréologie;

Sur la proposition du directeur de l'hygiène sociale,

Arrête:

Art. 1er. — Sont nommés médecins consultants régionaux de vénéréologie: pour la région de Bordeauv (départements de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, des Basses-Pyrénées, de Lot-et-Garonne): M. le docteur Joulia, assisté de M. le docteur Le Coulant, professeurs à la faculté de médecine de Bordeaux.

Pour la région de Clermont-Ferrand (départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire, de la Lozère, du Puy-de-Dôme): M. le docteur Grivaud.

Pour la région de Dijon (départements de la Côte-d'Or, de l'Yonne, de Saône-et-Loire, du Jura, du Doubs, de la Haute-Saône, du territoire de Belfort):

*a*) M. le docteur Zorn pour les départements de la Côte-d'Or et de l'Yonne;

*b*) M. le docteur Durand, médecin chef du centre de dermato-vénéréologie de Chalon-sur-Saône, pour les départements de la Saône-et-Loire et du Jura;

*c*) M. le docteur Laugier, pour les départements du Doubs et de la Haute-Saône et le territoire de Belfort.

Pour la région de Lille (départements de l'Aisne, du Nord, de la Somme, du Pas-de-Calais): M. le docteur Huriez, professeur à la faculté de médecine de Lille.

Pour la région de Limoges (départements de la Haute-Vienne, de la Creuse, de la Corrèze, de la Charente, de la Charente-Maritime, des Deux-Sèvres, de la Vienne):

M. le docteur Levy-Bing, pour les départements de la Haute-Vienne, de la Creuse, de la Corrèze;

M. le docteur Le Blaye, pour les départements de la Charente, de la Charente-Maritime, des Deux-Sèvres, de la Vienne.

Pour la région de Lyon (départements de la Loire, du Rhône, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Drôme, de l'Ardèche, de la Savoie, de l'Ain):

M. le docteur Gate, professeur à la faculté de médecine de Lyon, assisté de:

*a*) M. le docteur Duverne, pour les départements de l'Ardèche et de la Loire;

*b*) M. le docteur Juvin, pour le département de l'Izère;

*c*) M. le docteur Guilleret, pour les départements de l'Ain, de la Drôme, de la Savoie, de la Haute-Savoie.

Pour la région de Marseille (départements des Basses-Alpes, Hautes-Alpes, du Var, des Alpes-Maritimes, de la Corse, de Vaucluse, des Bouches-du-Rhône):

M. le docteur Girard, directeur du centre de prophylaxie de Toulon, pour les départements des Basses-Alpes, des Hautes-Alpes, du Var, des Alpes-Maritimes, de la Corse.

M. le docteur Laurent, pour le département du Vaucluse.

M. le docteur Charpy, professeur à la faculté de médecine de Marseille, pour le département des Bouches-du-Rhône.

Pour la région de Montpellier (départements de l'Aude, de l'Aveyron, du Gard, de l'Hérault, des Pyrénées-Orientales): M. le docteur Margarot, professeur à la faculté de médecine de Montpellier.

Pour la région de Nancy (départements de l'Aube, des Ardennes, de la Marne, de la Haute-Marne, de la Meuse, de Meurthe-et-Moselle, des Vosges): M. le docteur Watrin, professeur à la faculté de médecine de Nancy.

Pour la région de Nantes (départements de la Loire-Inférieure, de Maine-et-Loire, d'Indre-et-Loire, du Morbihan, de la Vendée: M. le docteur Bureau.

Pour la région d'Orléans (départements du Cher, de l'Indre, du Loiret, de Loir-et-Cher, de la Nièvre): M. le docteur Touraine, médecin de l'hôpital Saint-Louis.

Pour la région de Paris (départements de la Seine, de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne, d'Eure-et-Loir, de l'Oise): M. le docteur Gougerot, professeur à la faculté de médecine de Paris, pour le département de la Seine, assisté de M. le docteur Degos, professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris.

M. le docteur Vernier, médecin du dispensaire départemental de dermato-vénérologie de Seine-et-Oise, pour les départements de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne, d'Eure-et-Loir, de l'Oise.

Pour la région de Rennes (départements des Côtes-du-Nord, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, de la Mayenne, de la Sarthe): M. le docteur Pailheret.

Pour la région de Rouen (départements de la Seine-Inférieure, de l'Eure, du Calvados, de l'Orne, de la Manche):

M. le docteur Payenneville, inspecteur des services antivénériens, pour les départements de la Seine-Inférieure, de l'Eure.

M. le docteur Hissard, pour les départements du Calvados, de l'Orne, de la Manche.

Pour la région de Strasbourg (départements de la Moselle, du Haut-Rhin, du Bas-Rhin): M. le docteur Paulrier, professeur à la faculté de médecine de Strasbourg.

Pour la région de Toulouse (départements de l'Ariège, du Gers, du Lot, du Tarn, de Tarn-et-Garonne, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées): M. le docteur Nania, assisté de M. le docteur Gadrat, professeurs à la faculté de médecine de Toulouse.

Art. 2. — Le directeur de l'hygiène sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 9 mai 1949.

PIERRE SCHNEITER.

### Désignation des membres du conseil d'administration de l'institut national d'études démographiques.

Par arrêté du ministre de la santé publique et de la population en date du 1er mars 1949, M. Chassagnot, directeur adjoint de l'administration générale du personnel et du budget au ministère de la santé publique et de la population, et Mlle Lafouge, sous-directeur au ministère du travail et de la sécurité sociale, ont été désignés pour représenter leur département ministériel respectif au conseil d'administration de l'institut national d'études démographiques.

### Directions départementales de la population.

Par arrêté en date du 6 avril 1949, M. Genes (Louis), commis de 2e classe à la direction départementale de la population de la Haute-Savoie, a été reclassé, à compter du 31 décembre 1948, à la 1re classe de son grade et conserve dans cette classe une ancienneté de 1 an 10 mois et 16 jours (bonifications d'ancienneté pour services militaires).

### Directions départementales de la santé.

Par arrêté en date du 7 avril 1949, l'offre de démission de Mme Sutra (Marthe), commis à la direction départementale de la santé de la Haute-Garonne, a été acceptée à compter du 23 mars 1949.

Par arrêté en date du 13 avril 1949, Mlle Desmigneux (Jacqueline), rédactrice à la direction départementale de la santé de la Côte-d'Or, a été inscrite au tableau d'avancement des rédacteurs principaux de 4e classe, à compter du 1er avril 1948.

Par le même arrêté, Mlle Desmigneux a été promue à la 4e classe du grade de rédacteur principal, à compter du 1er avril 1949.

### Inspection de la population.

Par arrêté en date du 30 avril 1949, pris en application de l'article 10 de la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 et de la loi n° 48-1437 du 14 septembre 1948, notamment de son article 45, Mme Auzeby, née Zirkenbach (Mireille), inspecteur adjoint de la population de 5e classe dans le département du Gard, placée depuis le 1er janvier 1949, pour une durée de quatre mois, dans la position de congé prévue à l'article 6, 3e alinéa, de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, a été dégagée des cadres, sur sa demande, à compter du 1er mai 1949, dans les conditions fixées par l'article 10 de la loi précitée n° 47-1680 du 4 septembre 1947.

### Inspection de la santé.

Par arrêté en date du 2 mai 1949, Mme le docteur Giorgi-Eragne, médecin inspecteur de la santé, en position de disponibilité, est réintégrée dans le cadre de l'inspection de la santé et affectée en Haute-Savoie.

# INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

## ASSEMBLÉE NATIONALE

ANNÉE 1949

### Réunion de commission du mardi 10 mai 1949.

Commission des finances, à quinze heures. — Local de la commission.

# AVIS & COMMUNICATIONS

### Ministère des finances et des affaires économiques.

*Avis relatif au tirage de la neuvième tranche de la loterie nationale* 1949.

Le tirage de la neuvième tranche de la loterie nationale 1949 aura lieu le mercredi 11 mai 1949, à vingt heures trente, en présence du public.

# MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

## RESULTATS DE L'EXERCICE 1949 AU 31 MARS 1949

(En millions de francs.)

| | |
|---|---|
| Recettes | 909.176 |
| Dépenses | 219.609 |
| Excédent des recettes | 89.567 |

Les résultats ci-dessus sont ceux de l'exécution du budget de l'exercice 1949. Il est rappelé que la période complémentaire d'exécution du budget de l'exercice 1948 n'est pas encore close et que, à l'exception de certaines opérations de régularisation, cette période complémentaire ne comporte que des opérations de dépenses.

**Etat de développement, par ministère et parties de ministère, des dépenses budgétaires de l'exercice 1949.**

BUDGET ORDINAIRE

| DESIGNATION DES MINISTÈRES | TITRE Ier | | | | | | | | TITRE II | TOTAL général. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1re partie. | 2e partie. | 3e partie. | 4e partie. | 5e partie. | 6e partie. | 7e partie. | 8e partie. | | |
| I. — *Services civils.* | | | | | | | | | | |
| Affaires étrangères | » | » | » | 200 | 52 | 10 | 392 | 263 | » | 917 |
| Commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes | » | » | » | 770 | 66 | 71 | » | 163 | » | 1.070 |
| Agriculture | » | » | » | 1.007 | 112 | 152 | 1.577 | 1 | » | 2.849 |
| Anciens combattants et victimes de la guerre | » | 6.308 | » | 507 | 214 | 30 | 1.536 | 16 | » | 8.611 |
| Finances et affaires économiques: | | | | | | | | | | |
| Affaires économiques | » | » | » | 688 | 42 | 60 | 1 | 1 | » | 792 |
| Finances | 12.745 | 27.276 | 909 | 7.369 | 714 | 609 | 1 | 268 | » | 49.991 |
| Education nationale | » | » | » | 20.603 | 817 | 1.287 | 964 | 24 | » | 23.695 |
| France d'outre-mer | » | 1 | » | 113 | 97 | 21 | 29 | 9 | » | 300 |
| Intérieur | » | » | » | 5.402 | 488 | 817 | 2.162 | 26 | » | 8.895 |
| Justice | » | » | » | 1.431 | 141 | 250 | 7 | 156 | » | 1.985 |
| Présidence du conseil: | | | | | | | | | | |
| Services administratifs de la présidence du conseil | » | » | » | 38 | 1 | 3 | 58 | 488 | » | 588 |
| Secrétariat général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | 1 |
| Direction des Journaux officiels | » | » | » | 3 | 63 | 1 | » | » | » | 67 |
| Etat-major de la défense nationale | » | » | » | 3 | 3 | 1 | » | 38 | » | 45 |
| Services de documentation extérieure et contre espionnage | » | » | » | 99 | 2 | 4 | » | 3 | » | 108 |
| Groupement des contrôles radioélectriques | » | » | » | 74 | 4 | 9 | » | » | » | 87 |
| Commissariat général au plan | » | » | » | 12 | 4 | » | » | 1 | » | 17 |
| Services chargés de la presse et de la liquidation de l'information | » | » | » | 9 | » | 1 | 402 | 65 | » | 477 |
| Haut commissariat au ravitaillement | » | » | » | 619 | 38 | 85 | » | 1.566 | » | 2.308 |
| Industrie et commerce | » | » | » | 303 | 25 | 24 | 12.514 | 351 | » | 13.217 |
| Reconstruction et urbanisme | » | » | » | 1.283 | 114 | 126 | 236 | 99 | » | 1.858 |
| Santé publique et population | » | » | » | 194 | 36 | 1.307 | 116 | 828 | » | 5.481 |
| Travail et sécurité sociale | » | » | » | 623 | 40 | 1.611 | 1.870 | 613 | » | 4.787 |
| Travaux publics, transports et tourisme: | | | | | | | | | | |
| Travaux publics, transports et tourisme | » | » | » | 3.703 | 1.103 | 733 | 191 | 5 | » | 5.735 |
| Aviation civile et commerciale | » | » | » | 621 | 31 | 65 | 6 | 10 | » | 674 |
| Marine marchande | » | 2 | » | 133 | 9 | 777 | 502 | 3 | » | 1.426 |
| Total des dépenses des services civils | 12.745 | 33.587 | 909 | 45.938 | 4.154 | 11.054 | 22.594 | 5.627 | » | 136.008 |
| II. — *Dépenses militaires.* | | | | | | | | | | |
| Forces armées: | | | | | | | | | | |
| Section commune | » | » | » | 5.123 | 557 | 24 | » | 41 | 1.123 | 7.168 |
| Air | » | » | » | 2.471 | 1.003 | 8 | » | » | » | 3.485 |
| Guerre | » | » | » | 12.327 | 7.079 | » | » | 40 | ½ | 19.450 |
| Marine | » | » | » | 3.234 | 2.458 | » | » | 117 | » | 5.809 |
| France d'outre-mer | » | » | » | 1.266 | 3.416 | » | » | 317 | » | 4.999 |
| Total des dépenses militaires | » | » | » | 24.724 | 14.513 | 32 | » | 515 | 1.127 | 40.911 |
| Total général | 12.745 | 33.587 | 909 | 70.662 | 18.667 | 11.086 | 22.594 | 5.512 | 1.127 | 176.919 |

## BUDGET EXTRAORDINAIRE

| DÉSIGNATION DES MINISTÈRES | MONTANT des dépenses. |
|---|---|
| I. — *Services civils.* | |
| Affaires étrangères | 1 |
| Agriculture | 356 |
| Education nationale | 109 |
| Finances et affaires économiques | 12 |
| France d'outre-mer | 49 |
| Industrie et commerce | 45 |
| Intérieur | 527 |
| Présidence du conseil | 300 |
| Reconstruction et urbanisme | 92 |
| Santé publique et population | 7 |
| *A reporter* | 1.498 |

| DÉSIGNATION DES MINISTÈRES | MONTANT des dépenses. |
|---|---|
| *Report* | 1.498 |
| Travaux publics et transports: | |
| Travaux publics et transports | 714 |
| Aviation civile et commerciale | 98 |
| Marine marchande | 26 |
| Total des dépenses des services civils | 2.336 |
| II. — *Dépenses militaires.* | |
| Forces armées | 3.161 |
| France d'outre-mer | 12 |
| Total des dépenses militaires | 3.173 |
| Total des dépenses du budget extraordinaire. | 5.509 |

### RECAPITULATION DES DEPENSES

| | | |
|---|---|---|
| Dépenses du budget ordinaire « Imputation définitive » | (1) | 176.919 |
| Dépenses du budget extraordinaire « Imputation définitive » | (1) | 5.509 |
| Total | | 182.428 |
| Derniers renseignements parvenus des territoires d'outre-mer à l'exception de l'Afrique du Nord | (2) | 5.998 |
| Dépenses à imputer | (3) | 31.183 |
| Total général des dépenses | | 219.609 |

(1) Dépenses effectuées dans les départements de la métropole et en Afrique du Nord. Chiffres résultant des documents comptables.
(2) Chiffres résultant des documents comptables.
(3) Dépenses effectuées dans les départements de la métropole et en Afrique du Nord. Chiffres résultant d'évaluations statistiques.

### Etat de développement des recettes budgétaires de l'exercice 1949.

| DÉSIGNATION | MONTANT des recettes. |
|---|---|
| *Produits recouvrables en France.* | |
| § 1er. — Impôts et monopoles: | |
| 1° Produits des contributions directes et taxes assimilées | 75.850 |
| 2° Produits de l'enregistrement | 11.768 |
| 3° Produits du timbre | 6.164 |
| 4° Produits de l'impôt sur les opérations de Bourse. | 357 |
| 5° Produits de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers | 4.188 |
| 6° Produits de l'impôt de solidarité nationale | 2.774 |
| 7° Produits des douanes | 18.354 |
| 8° Produits des contributions indirectes | 13.475 |
| 9° Produit de la taxe sur le chiffre d'affaires | 105.421 |
| 10° Produit de la taxe sur les transactions | 30.370 |
| 11° Produits du monopole des poudres à feu | 444 |
| Total du paragraphe 1er | 270.855 |
| § 2. — Exploitations industrielles | 56 |
| § 3. — Produits et revenus du domaine de l'Etat. | 1.711 |
| § 4. — Produits divers | 13.300 |
| Total des produits recouvrables en France. | 285.922 |

| DÉSIGNATION | MONTANT des recettes. |
|---|---|
| *Report* | 285.922 |
| *Produits recouvrables en Algérie.* | |
| Divers produits | 103 |
| Total | 286.025 |
| Recettes à imputer | 22.562 |
| RECAPITULATION DES RECETTES DE L'EXERCICE 1949 | |
| Imputations définitives | (1) 286.025 |
| Derniers renseignements parvenus des territoires d'outre-mer à l'exception de l'Afrique du Nord | (1) 589 |
| Recettes à imputer | (2) 22.562 |
| Total des recettes du budget | 309.176 |

(1) Chiffre résultant des documents comptables.
(2) Chiffre résultant d'évaluations statistiques.

# MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

AVIS AUX IMPORTATEURS ET AUX EXPORTATEURS

(Application des dispositions de l'article 28 du code des douanes.)

*Décisions d'assimilations et de classement des marchandises.*

| NUMÉRO ET DATE des décisions. | DÉSIGNATION DES MARCHANDISES | ASSIMILATION OU CLASSEMENT TARIFAIRE |
|---|---|---|
| 454<br>10 février 1949. | Acétate de pyridyle mercurique (pyridose). | Composés organo-mercuriques, autres. N° 551. |
| 26<br>5 janvier 1949. | Acidimètres pour le contrôle de l'acidité du lait. | Machines et appareils pour la laiterie et les produits laitiers, autres. N° 1596 E. |
| 216<br>21 janvier 1949. | « Aeméiex », tissu de coton molletonné, imprégné de caoutchouc et recouvert, sur une face, d'un enduit à la nitrocellulose, utilisé comme doublure dans la maroquinerie, la reliure, les chaussures, etc. | Tissus caoutchoutés non adhésifs. N° 1061. |
| 133<br>17 janvier 1949. | Appareil à bêcher s'adaptant sur bêche ou fourche. | Outils de jardinage et autres outils agricoles non dénommés ni compris ailleurs. N° 1435 H. |
| 26<br>5 janvier 1949. | Appareils de contrôle de la propreté du lait. | Machines et appareils pour la laiterie et les produits laitiers, autres. N° 1596 E. |
| 278<br>27 janvier 1949. | Appareil dit « contrôle au toucher » pour tracteurs agricoles, destiné au relevage des machines agricoles tractées:<br>A) Importé isolément;<br>B) Présenté monté sur un tracteur. | Appareils pour la commande individuelle des machines. N° 1682<br>Tracteurs. N° 1798 B.<br>Sur l'ensemble. |
| 183<br>20 janvier 1949. | Appareil à développer les films. | Appareils de laboratoires cinématographiques (appareils à développer). N° 1881. |
| 89<br>12 janvier 1949. | Appareils électromagnétiques et à induction pour la détection des défauts dans les matériaux. | Autres appareils et instruments de mesure, de vérification et de calibrage non dénommés ni compris ailleurs. N° 1854. |
| 282<br>4 février 1949. | Appareil de graissage comprenant un réservoir à graisse, un dispositif de compression commandé à la main, un conduit latéral articulé et un jeu de cannes en acier s'adaptant sur l'appareil et permettant de graisser les différents types de graisseurs. | Articles d'économie professionnelle et leurs pièces détachées. N°s 1454 A à 1458.<br>suivant la nature du métal constitutif. |
| 219<br>22 janvier 1949. | Appareil pour l'industrie chimique constitué par un chaudron (ou chaudière) en fonte émaillée dans lequel un agitateur à palettes, relié à une poulie au moyen de roues dentées, brasse des produits chimiques. | Autres machines et appareils pour les industries chimiques contenant moins de 50 p. 100 de cuivre. N° 1610. |
| 197<br>21 janvier 1949. | Appareil de pose de toitures en « Rubafer » utilisé pour lever à angle droit le bord des tôles en vue de leur assemblage sur les toits. | Outillage mécanique à main de métiers, autres articles. N° 1438 G. |
| 161<br>19 janvier 1949. | Appareil pulvérisateur à main destiné à la pulvérisation des couleurs pour décorations céramiques fonctionnant à l'air comprimé. | Outils pneumatiques rotatifs à main d'un poids maximum de 50 kg. N° 1648 A. |
| 425<br>9 février 1949. | Articles en porcelaine recouverte de cuivre argenté: théière, cafetière, plateaux, etc. | Vaisselle, objets et ustensiles de ménage ou de toilette en porcelaine, autres articles, autres, dorés ou argentés entièrement ou partiellement. N° 1216 B. |
| 79<br>11 janvier 1949. | Attaches à cosse de serrage en acier destinées à maintenir la tension des câbles d'extraction et à fixer ces câbles aux cages d'extraction. | Monte-charge, ascenseurs, descenseurs, skips: parties et pièces détachées. N° 1555 D. |
| 240<br>25 janvier 1949. | Axes de minuterie pour compteurs d'électricité. | Fournitures d'horlogerie non dénommées ni comprises ailleurs, pièces de rouages (axes) finies ou non. N° 1909 D. |
| 206<br>21 janvier 1949. | Baguettes chauffantes en carbure de silicium, ni enrobées, ni fourrées. | Carbure de silicium. N° 461. |
| 104<br>14 janvier 1949. | Baguettes pour obturations dentaires temporaires constituées par de la gutta-percha, une cire minérale et une charge à base d'oxyde de zinc et de chlorure de magnésium. | Autres préparations pharmaceutiques, ciments et autres produits d'obturation dentaire. N° 571 D. |
| 486<br>14 février 1949. | Bandes en chlorure de polyvinyle d'une largeur de 1 cm et moins utilisées dans la brosserie. | Crin artificiel, lames et imitations de cat-gut en fibres synthétiques. N° 914. |
| 347<br>8 février 1949. | Bandes isolantes pour wagons de chemin de fer constituées par une feuille d'acétate de cellulose dont chacune des faces est recouverte d'un tissu de coton, le tout enrobé dans une cire minérale. | Autres tissus imprégnés ou enduits non dénommés ni compris ailleurs. N° 1064. |

| NUMÉRO ET DATE des décisions. | DÉSIGNATION DES MARCHANDISES | ASSIMILATION OU CLASSEMENT TARIFAIRE |
|---|---|---|
| 420<br>9 février 1949. | Barres laminées en alliage de nickel contenant plus de 50 p. 100 de nickel et simplement écroutées. | Barres, fils et profilés de section pleine en alliage de nickel contenant 50 p. 100 et plus de nickel. N° 1313. |
| 451<br>10 février 1949. | Bâtons ronds en fibre vulcanisée, obtenus par passage à la filière et devant être utilisés dans la construction de matériel électrique. | Pièces en matières isolantes non montées pour machines, appareils et installations électriques en autres matières. N° 1723. |
| 426<br>9 février 1949. | Bracelets en caoutchouc pour attacher. | Autres ouvrages en caoutchouc non dénommés ni compris ailleurs. N° 725. |
| 32<br>5 janvier 1949. | Bromure de thallium. | Bromures autres. N° 425. |
| 379<br>4 février 1949. | Brosses à main en fil de laiton avec monture en métal pour le nettoyage des fraises dentaires. | Autres articles de brosserie, montés sur métaux communs. N° 1964. |
| 379<br>4 février 1949. | Brosses métalliques circulaires destinées à être montées sur un tour de dentiste. | Brosses constituant des éléments de machines. N° 1963. |
| 390<br>8 février 1949. | Caoutchouc dentaire en feuilles constitué par des feuilles découpées de forme rectangulaire en caoutchouc non vulcanisé mais préparé pour la vulcanisation par l'addition de soufre et de charges. | Feuilles et rubans en caoutchouc non vulcanisé, calandrés et autres. N° 714. |
| 26<br>5 janvier 1949. | Cartes-filtre en carton et disques de coton utilisés avec les appareils de contrôle de la propreté du lait. | Ouvrages en papier et carton non dénommés ni compris ailleurs, filtres conditionnés. N° 852 B. |
| 357<br>3 février 1949. | Cédrats évidés, simplement débarrassés de la pulpe intérieure et qui consistent, en fait, en un zeste très épais. | Ecorces de citrons... et similaires fraîches, séchées ou pulvérisées ou bien présentées dans l'eau salée ou soufrée. N° 119 B. |
| 411<br>10 février 1949. | Chariot porte-ensouples hydrauliques consistant essentiellement en un dispositif de levage monté sur roues et déplacé à la force du bras. | Véhicules non dénommés ni compris ailleurs, chariots et similaires. N° 1816 B<br>sur l'ensemble, ou<br>Régime ci-dessus (n° 1816 B) sur le chariot proprement dit (levier enlevable, châssis, roulettes) et crics et vérins, appareils hydrauliques. N° 1562 B<br>sur la partie effectuant l'élévation de l'ensemble (système élévateur à pédales fonctionnant hydrauliquement).<br>A l'option du déclarant. |
| 32<br>5 janvier 1949. | Chlorure de thallium. | Chlorures autres. N° 419. |
| 509<br>14 février 1949. | Cisailles à guillotines à couper les bottes de crins et de végétaux pour la brosserie:<br>A) Fonctionnant à main et d'un poids maximum de 50 kgs;<br>B) Fonctionnant par force motrice. | Outillage mécanique à main de métiers, autres articles. N° 1438 G.<br>Machines et appareils pour la préparation des matières textiles, autres machines. N° 1619 C. |
| 160<br>19 janvier 1949. | Clarificateurs ou séparateurs de mélasse. | Machines et appareils pour la sucrerie, la raffinerie, la distillerie et leurs pièces détachées. N° 1604. |
| 121<br>14 janvier 1949. | Compteur d'impulsions à distance de dispositif de contrôle des opérations d'une machine. | Compteurs de tours et autres compteurs. N° 1837. |
| 120<br>14 janvier 1949. | Corps de boîtes d'essieu pour matériel roulant (produits métallurgiques semi-finis). | Autres parties et pièces détachées non dénommées ni comprises ailleurs pour matériel ferroviaire. N° 1794. |
| 57<br>8 janvier 1949. | Corps de pompes (à eau, à l'huile ou à essence) pour moteurs d'automobiles. | Pièces détachées de pompes: pompes à huile, pompes et turbines à eau, pompes d'alimentation, etc., pour moteurs d'automobiles. N° 1539 L. |
| 462<br>11 février 1949. | Couteau à choucroute et à légumes constitué par une planchette dans laquelle sont encastrées quatre lames coupantes en acier placées de biais et un cadre de bois glissant dans des rainures. | Outillage mécanique à main domestique, autres articles non dénommés, ni compris ailleurs. N° 1439 D. |
| 204<br>31 janvier 1949. | Crème pour boulangerie et pâtisserie constituée par un mélange d'huile végétale de sucre et de lait. | Préparations alimentaires sucrées non dénommées ni comprises ailleurs. N° 175. |
| 496<br>14 février 1949. | Crins artificiels en chlorure de polyvinyle utilisés dans la brosserie. | Crin artificiel, lames et imitations de cat-gut en fibres synthétiques. N° 914. |
| 35<br>6 janvier 1949. | Culasses en fonte d'acier pour moteurs Diésel comportant des joints d'obturation en zinc et des goujons et boulons d'assemblage en fonte grise. | Pièces détachées de machines à vapeur, de moteurs, etc., culasses. N° 1539 D. |
| 464<br>11 février 1949. | Dalles d'asphalte additionné de charges minérales diverses (pigments minéraux, carbonate de chaux, amiante en fibres). | Ouvrages en asphalte à l'état pur ou mélangé non dénommés ni compris ailleurs. N° 1192. |

| NUMERO ET DATE des décisions. | DÉSIGNATION DES MARCHANDISES | ASSIMILATION OU CLASSEMENT TARIFAIRE |
|---|---|---|
| 260<br>27 janvier 1949. | Déchets de carton d'amiante contenant une certaine proportion de caoutchouc:<br>A) Déchets susceptibles d'être utilisés pour la fabrication des joints;<br>B) Déchets non utilisables:<br>*a*) Destinés à la récupération du caoutchouc;<br>*b*) Destinés à la récupération de l'amiante. | Ouvrages en amiante non dénommés, ni compris ailleurs; cartons, feutres et papiers d'amiante, contenant ou non du caoutchouc N° 1188 B.<br>Produits de récupération du caoutchouc. N° 713.<br>Amiante en roche, en fibres ou pulvérisé. N° 263. |
| | En cas de mélange, il y aurait lieu d'appliquer les dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 16 décembre 1947 d'après lesquelles le droit applicable est celui de la partie du mélange la plus imposée. | |
| 97<br>12 janvier 1949. | Déchets de teillage de lin destinés à la papeterie. | Autres produits bruts d'origine végétale, non dénommés ni compris ailleurs. N° 135. |
| 536<br>15 février 1949. | Déshydrateurs rotatifs utilisés dans la fabrication de la levure. | Autres machines et appareils pour les industries alimentaires et leurs pièces détachées. N° 1666. |
| 336<br>2 février 1949. | Dispositif enregistreur et imprimant de bascules automatiques enregistreuses consistant en divers appareillages électriques assemblés avec une partie mécanique importante et constituant une partie caractéristique de l'appareil complet. | A l'option du déclarant.<br>1° Accessoires et pièces détachées d'appareils et d'instruments de pesage en métaux, autres. N° 1661.<br>Sur l'ensemble.<br>2° Régime ci-dessus (n° 1661) sur la partie mécanique, chaque appareil électrique (électro-aimant, fusibles, redresseurs, interrupteurs, etc.) étant soumis à son droit propre ou par application des dispositions de la note générale du chapitre 9 (§ 4) *e*), sur l'ensemble de la partie électrique, le régime de l'appareil électrique la composant le plus fortement taxé. |
| 540<br>16 février 1949. | Dispositif régulateur de débit de compresseur constitué par des soupapes comportant des dispositifs de commande (fourches de soulèvement commandées par un volant à main ou un piston différentiel sur lequel agit une pression d'huile donnée par une pompe) agissant sur le clapet et permettant la régularisation du débit et des vannes d'étranglement automatique de pression d'huile. | Pièces détachées de compresseurs: régulateurs de pression. N° 1539 N. |
| 379<br>4 février 1949. | Disques en papier recouvert d'abrasif pour séparer les dents. | Abrasifs appliqués, naturels ou artificiels selon le cas, sur papier. N° 673. |
| 91<br>10 janvier 1949. | Doseur thermique pour machine à souder électrique, destiné à doser la quantité de chaleur nécessaire à la réalisation d'un point de soudure:<br>*a*) Présenté avec l'appareil auquel il est destiné;<br>*b*) Importé isolément. | Matériel électrique à souder sur l'ensemble. N° 1757.<br>Appareils électriques de réglage et de régulation automatique autres que les lampes. N° 1714 B. |
| 329<br>4er février 1949. | Ecumes de défécations de sucrerie (produit résiduaire du raffinage des sucres) pour amendements agricoles. | Déchets de sucrerie. N° 227. |
| 121<br>14 janvier 1949. | Emetteur d'impulsions à distance permettant le contrôle des opérations d'une machine. | Dispositifs d'enregistrement, de maximum, de transmission, de commande, de correction et autres. N° 1845 B. |
| 175<br>20 janvier 1949. | Equipement pneumatique pour presse à emboutir. | Accessoires, parties et pièces détachées de machines-outils, autres. N° 1646 C. |
| 452<br>10 février 1949. | Ester butylique de l'acide oxyacétique. | Acides-alcools acycliques, leurs anhydrides et leurs chlorures, leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés, leurs sels et leurs esters, autres. N° 511 F. |
| 298<br>20 janvier 1949. | Farine de coques de noix constituée par une mouture calibrée de coques de noix utilisée comme charge dans la fabrication des poudres pour matières plastiques. | Farine de bois. N° 778. |
| 410<br>9 février 1949 | Farine de dattes à l'état pulvérulent ou présentées sous forme de pains ou de blocs légèrement agglomérés par pression pour faciliter l'emballage ou le transport. | Farines de légumineuses et de fruits non dénommées ni comprises ailleurs, autres. N° 103 D. |
| 274<br>17 janvier 1949. | Fers à béton. | Fils machine. N° 1284 A et E.<br>Barres laminées à chaud ou forgées. N° 1285 A et C.<br>ou palplanches laminées à chaud ou forgées. selon l'espèce. N° 1286. |
| 171<br>19 janvier 1949. | Feuilles de caoutchouc non vulcanisé (crêpe ou autres) non découpées ou découpées de forme carrée ou rectangulaire, en gomme pure, sans aucune addition de colorants, d'agents de vulcanisation ou antioxygène, ni de charges et ne contenant pas de mélanges de gommes de natures différentes. | Caoutchouc naturel et gommes analogues. N° 710. |
| 387<br>5 février 1949. | Feuilles entourant les épis de maïs utilisées pour le rembourrage des matelas de lits d'enfants ou pour la confection de menus objets de vannerie. | Matières végétales employées en vannerie ou en sparterie non dénommées ni comprises ailleurs; raphia, écorces de tilleul et autres matières. N° 131 F. |
| 416<br>9 février 1949. | Fils de bobinage simplement isolés par deux couches de coton. | Fils et câbles isolés pour l'électricité sans enveloppes ni armures métalliques: isolés avec des matières textiles autres que la soie, la schappe et les fibres synthétiques. N° 1725 D. |
| 32<br>5 janvier 1949. | Fluorure de lithium. | Fluorures autres. N° 417. |
| 32<br>5 janvier 1949. | Fluorure de thallium. | Fluorures autres. N° 417. |

| NUMÉRO ET DATE des décisions. | DÉSIGNATION DES MARCHANDISES | ASSIMILATION OU CLASSEMENT TARIFAIRE |
|---|---|---|
| 537<br>15 février 1949. | Fonds détachés de chaudières en tôle de fer emboutie. | Régime des chaudières auxquelles ils sont destinés. |
| 537<br>15 février 1949. | Fonds diffuseurs pour réservoirs à bouillir le goudron. | Machines et appareils pour la préparation des goudrons et appareils auxiliaires: parties et pièces détachées, N° 1579 C. |
| 537<br>15 février 1949. | Foyers cylindriques ondulés pour chaudières à foyer intérieur, bruts ou travaillés:<br>A) Destinés à des chaudières de locomotives;<br>B) Autres. | Chaudières de locomotives. N° 1791.<br>Accessoires de chaudières non dénommés ni compris ailleurs, sans faisceaux tubulaires. N° 1520. |
| 57<br>6 janvier 1949. | Fusées d'essieu pour voitures automobiles. | Parties et pièces détachées de châssis de voitures automobiles, essieux non montés, avec ou sans fusées et tambours et leurs parties. N° 1804 D. |
| 57<br>6 janvier 1949. | Garnitures de segments de freins pour voitures automobiles, non montées sur leurs segments. | Garnitures de friction pour freins, embrayages et tous organes de frottement, à base d'amiante, de cellulose, etc., avec ou sans adjonction de métaux communs, sous forme de segments, disques, etc. N° 1189. |
| 495<br>14 février 1949. | Getters, pièces pour lampes de T. S. F. en deux métaux (fer et baryum) destinées à faire le vide dans les lampes. | Parties et pièces détachées de lampes, tubes et valves électriques autres que pour l'éclairage. N° 1733. |
| 381<br>4 février 1949. | Grenailles d'acier triées rondes et angulaires (sable d'acier) utilisées pour le dérouillage du fer et autres métaux. | Ouvrages en fer ou en acier non dénommés ni compris ailleurs, autres ouvrages, N° 1515 C. |
| 389<br>5 février 1949. | Grenaille de fonte non criblée, ni triée. | Fontes brutes. N°s 1278 A à E.<br>Selon le cas. |
| 389<br>5 février 1949. | Grenaille de fonte non criblée, ni triée. | Fontes brutes N°s 1278 A à E.<br>Selon le cas. |
| 181<br>20 janvier 1949. | Grue pour appareils de prise de vues cinématographiques composée d'un chariot comportant 1 ou 2 moteurs auxiliaires et permettant le déplacement de l'ensemble sur le plateau de prise de vues, et d'un bras de grue destiné à supporter une caméra de prise de vues.<br>A) Les moteurs auxiliaires de déplacement de la grue ne sont pas indépendants du moteur de déplacement du véhicule;<br>B) Les moteurs auxiliaires sont indépendants du moteur de déplacement du véhicule:<br>*a*) Grue proprement dite;<br>*b*) Chariot;<br>c) Caméra de prise de vues. | Voitures automobiles, autres. N° 1799 (ancien).<br>Et actuellement n° 1799 B (la fonction essentielle étant le déplacement).<br>Grues fixes. N° 1558 A.<br>Châssis complet (avec moteur) de voitures automobiles. N° 1803.<br>Appareils de prise de vues cinématographiques. N° 1873. |
| 201<br>21 janvier 1949. | Huile de camphre, résidu de la distillation de l'essence de camphre brute. | Sous-produits terpéniques résiduaires de la distillation des huiles essentielles. N° 619. |
| 32<br>5 janvier 1949. | Iodure de thallium. | Iodures autres. N° 427. |
| 57<br>6 janvier 1949. | « Jambes de force » pour voitures automobiles constituées par une tige reliant l'essieu au cadre de châssis et formant support de ressort. | Parties et pièces détachées de châssis de voitures automobiles, pièces détachées d'organes de transmission, autres (tubes de poussée, etc.). N° 1804 C. |
| 112<br>14 janvier 1949. | Jarres ou rasages de poils de lapin. | Déchets de poils fins. N° 874. |
| 367<br>4 février 1949. | Jointeuse de fonds de boîtes métalliques, à moteur, opérant par tamponnement. | Autres machines et appareils non dénommés ni compris ailleurs. N° 1672. |
| 221<br>24 janvier 1949. | Quenelles truffées en boîtes:<br>A) De veau;<br>B) De brochet. | Autres préparations et conserves de viandes, en boîtes non dénommées. N° 162 D.<br>Poissons préparés ou conservés, présentés en boîtes, autres. N° 164. |
| 379<br>4 février 1949. | Lames de scies pour dentistes. | Lames de scies droites pour le travail des métaux et autres matières. N° 1651 C. |
| 301<br>20 janvier 1949. | Laits dénommés Pélargon et Elédon constitués par du lait en partie écrémé additionné de farine et de sucre. | Farines, fécules et extraits de malt préparés pour l'alimentation des enfants ou pour des usages diététiques ou culinaires, sans cacao, farines lactées, quelle que soit la proportion de sucre. N° 183. |
| 116<br>14 janvier 1949. | Laize pour la chapellerie tissée avec des fils contenant:<br>A) 76 p. 100 de chanvre et 24 p. 100 de rayonne;<br>B) 77 p. 100 de chanvre de manille, 12 p. 100 de rayonne, 9 p. 100 de soie pure et 2 p. 100 de coton. | Tissus clairs de rayonne pure ou mélangés N° 965.<br>Tissu de manille, d'abaca, etc., purs ou mélangés. N° 902. |
| 196<br>21 janvier 1949. | Machine à agrafer les fils métalliques servant à relier les ressorts dans les carcasses de sièges.<br>L'agrafage et la fixation des ressorts est obtenu par le serrage des fils entre les mâchoires de la machine. | Machines-outils non hydrauliques travaillant par déformation de métal, autres. N° 1642 P. |
| 74<br>11 janvier 1949. | Machines à bobiner les induits bipolaires (à l'aide de fils isolés souples). | Machines et appareils non dénommés ni compris ailleurs, servant à l'empaquetage ou au conditionnement des marchandises. N° 1640. |

| NUMÉRO ET DATE des décisions. | DÉSIGNATION DES MARCHANDISES | ASSIMILATION OU CLASSEMENT TARIFAIRE |
|---|---|---|
| | Machines pour la brosserie: | |
| 503<br>14 février 1949. | A) Machines à laver les crins en queues et les soies brutes pour la brosserie, fonctionnant automatiquement. | Machines et appareils pour la préparation des matières textiles: autres machines et appareils (à nettoyer, etc.). N° 1619 C. |
| 502<br>14 février 1949. | B) Machines à nettoyer et carder les soies brutes pour la brosserie, fonctionnant par force motrice, avec dispositif d'aspiration de la poussière et du déchet, y compris le ventilateur. | Machines et appareils pour la préparation des matières textiles: autres machines et appareils (à nettoyer, à ouvrir, etc.). N° 1619 C. |
| 506<br>14 février 1949. | C) Machines à peigner et redresser les soies mouillées pour la brosserie, fonctionnant par force motrice, avec peignes rotatifs et dispositif d'aspiration. | Machines et appareils pour la préparation des matières textiles, peigneuses autres. N° 1619 B. |
| 510<br>14 février 1949. | D) Machines à mélanger, à peigner et mélanger, à dresser et mélanger les soies, crins, poils, etc., pour la brosserie. | Machines et appareils pour la préparation des matières textiles: autres machines et appareils. N° 1619 C. |
| 508<br>14 février 1949. | E) Machines à mélanger et à plancher les soies pour la brosserie. | Machines et appareils pour la préparation des matières textiles: autres machines et appareils. N° 1619 C. |
| 507<br>14 février 1949. | F) Machines automatiques à tirer les soies de longueurs pour la brosserie. | Machines et appareils pour la préparation des matières textiles: autres machines et appareils. N° 1619 C. |
| 511<br>14 février 1949. | G) Machines à attacher les soies en bottes et machines à attacher et envelopper les végétaux pour la brosserie. | Machines et appareils non dénommés ni repris ailleurs, servant à l'empaquetage ou au conditionnement des marchandises, leurs parties et pièces détachées. N° 1640. |
| 504<br>14 février 1949. | H) Machines à couper les crins et végétaux pour la brosserie. | Machines et appareils pour la préparation des matières textiles: autres machines et appareils. N° 1619 C. |
| 512<br>14 février 1949. | I) Machines à faire les loquets pour la brosserie, fonctionnant à pédale et d'un poids total maximum de 50 kg. | Outillage mécanique à main de métiers, autres articles. N° 1438 G. |
| 514<br>14 février 1949. | J) Machines à monter les loquets pour la brosserie. | Autres machines et appareils non dénommés ni compris ailleurs, leurs parties et pièces détachées. N° 1672. |
| 499<br>14 février 1949. | K) Machines à monter les brosses et les balais. | Autres machines et appareils non dénommés ni compris ailleurs, leurs parties et pièces détachées. N° 1672. |
| 513<br>14 février 1949. | L) Machine à emmancher les pinceaux ronds à l'aide d'un mandrin automatique. | Autres machines et appareils non dénommés ni compris ailleurs, leurs parties et pièces détachées. N° 1672. |
| 501<br>14 février 1949. | M) Machines à clouer les pinceaux plats, d'un poids de 100 kg environ permettant d'enfoncer les clous, de les couper, de les rivers et d'aplatir les extrémités. | Machines-outils pour le travail du bois, des matières plastiques, de l'ébonite et des autres matières dures, autres (machines à clouer). N° 1645 H. |
| 505<br>14 février 1949. | N) Machines électriques à tondre et à ébarber les pinceaux et les brosses y compris les dispositifs supplémentaires fonctionnant avec les machines (interrupteur à actionner au pied, guides-pinceaux, dispositif spécial pour couper et ébarber les brosses circulaires, etc.). | Autres machines et appareils non dénommés ni compris ailleurs, leurs parties et pièces détachées. N° 1672. |
| 504<br>14 février 1949. | O) Machines à tondre et ébarber les blaireaux. | Autres machines et appareils non dénommés ni compris ailleurs, leurs parties et pièces détachées. N° 1672. |
| 500<br>14 février 1949. | P) Machines à peigner et nettoyer les pinceaux. | Autres machines et appareils non dénommés ni compris ailleurs, leurs parties et pièces détachées. N° 1672. |
| 195<br>21 janvier 1949. | Machines comptables imprimantes à double clavier (chiffres et majuscules) travaillant par accumulation, sans totalisateurs. | Machines à additionner et à calculer imprimantes. N° 1663 A. |
| 119<br>14 janvier 1949. | Machines à découper en biseau les semelles en caoutchouc de chaussures ou de bottes. | Machines et appareils à fabriquer les chaussures, autres. N° 1633 B. |
| 118<br>14 janvier 1949. | Machines à fabriquer les tiroirs d'étuis à cigarettes en carton. | Machines pour le travail du papier et du carton, autres. N° 1614 B. |
| 239<br>23 janvier 1949. | Machines à fabriquer les tubes « Bergmann »: | |
| | A) Machines à former le tube en carton et machines à lisser le tube imprégné; | Machines pour le travail du papier et du carton autres, autres. N° 1614 B. |
| | B) Machines à armer les tubes; | Machines-outils non hydrauliques travaillant par déformation de métal, autres non dénommées ni comprises ailleurs, à former ou déformer. N° 1642 A. |
| | C) Moteurs électriques ne faisant pas partie intégrante de l'appareil; | Moteurs électriques autres, sans réducteur ni multiplicateur, ni variateur de vitesse. N° 1700 B. |
| | D) Courroies de transmission; | |
| | *a*) En cuir; | Articles industriels en cuir naturel ou artificiel, courroies. N° 756 A. |
| | *b*) En caoutchouc; | Courroies en caoutchouc (de transmission). N° 719. |
| | E) Outillages ne pouvant fonctionner simultanément sur les machines. | Rég. des outils selon l'espèce ou des autres outils pour machines et outillages à main non dénommés ni compris ailleurs, en acier. |
| 536<br>15 février 1949. | Machines à former, découper et, éventuellement, envelopper la levure: | |
| | A) Comportant leur dispositif d'empaquetage; | Machines et appareils, non dénommés ni compris ailleurs, servant à l'empaquetage ou au conditionnement des marchandises, leurs parties et pièces détachées. N° 1640. |
| | B) Ne comportant pas de dispositif d'empaquetage. | Autres machines et appareils pour les industries alimentaires et leurs pièces détachées. N° 1606. |
| 343<br>8 février 1949. | Machines à gaufrer les pâtes de bois pour la fabrication de la rayonne. | Machines et appareils pour la fabrication de la pâte à papier. N° 1611. |
| 54<br>1er janvier 1949. | Machines à moulurer pouvant effectuer un rabotage accessoire à l'aide de têtes à raboter se montant sur la machine principale dont elles sont nettement distinctes: | |
| | A) Machine à moulurer proprement dite; | Machines-outils pour le travail du bois, machines à moulurer. N° 1645 C. |
| | B) Têtes à raboter accessoires; | Accessoires, parties et pièces détachées de machines-outils; dispositifs spéciaux se montant sur machines. N° 1646 B. |
| | C) Gabarits d'ajustage. | Calibres, tampons, bagues, calibres et tous instruments ou appareils similaires de vérification ne comportant pas une lecture directe. N° 1851. |

| NUMERO ET DATE des décisions. | DÉSIGNATION DES MARCHANDISES | ASSIMILATION OU CLASSEMENT TARIFAIRE |
|---|---|---|
| 78<br>11 janvier 1949. | Machine-outil universelle susceptible en particulier de travailler comme une fraiseuse horizontale ordinaire. | Machines-outils travaillant par enlèvement de métal, machines à fraiser. N° 1641 K. |
| 380<br>4 février 1949. | Machines à spiraler les fils métalliques pour la fabrication des grilles de lampes de T. S. F. | Machines-outils non hydrauliques travaillant par déformation de métal: machines à tréfiler, à dresser, à plier, à cambrer le fil et autres machines pour le travail des métaux en fils. N° 1642 E. |
| 77<br>11 janvier 1949. | Machine pour le transport des formes dans les imprimeries typographiques:<br>A) Chariot en fonte monté sur roues;<br>B) Table basculante s'adaptant sur le chariot. | Véhicules non dénommés ni compris ailleurs, chariots et similaires. N° 1816 B.<br>Matériel et appareils de clicherie autres (tables pour le transport des formes). N° 1617 F. |
| 57<br>6 janvier 1949. | Manivelle de lancement pour voitures automobiles en fer ou en acier. | Organes de transmissions non dénommés ni compris ailleurs et pièces détachées d'organes de transmissions. N° 1688. |
| 418<br>9 février 1949. | Masticateur à caoutchouc. | Machines et appareils pour les industries du caoutchouc. N° 1607. |
| 345<br>2 février 1949. | Mattes de zinc (résidus de galvanisation contenant au moins 3 p. 100 de fer et 1 p. 100 de plomb. | Cendres, scories et résidus métallifères non dénommés ni compris ailleurs. N° 308. |
| 418<br>9 février 1949. | Mélangeur automatique de caoutchouc à moteur électrique indépendant. | Machines et appareils pour les industries du caoutchouc. N° 1607.<br>Le moteur peut être déclaré à son régime propre:<br>Moteurs électriques autres. N° 1700 B.<br>à l'option du déclarant. |
| 538<br>15 février 1949. | Meules de toute nature, munies ou non de leur axe, dont la partie travaillante est constituée par de l'égrisé de diamant aggloméré sous haute pression avec de la poudre métallique. | Meules et articles similaires avec ou sans frettes ou autres parties en autres matières: meules à aiguiser, à affûter, à polir, à rectifier, à scier, etc., en abrasifs agglomérés naturels. N° 675 C. |
| 316<br>31 janvier 1949. | Meule diamantée en abrasifs artificiels munie d'un frette et montée sur axe servant à rectifier les carbures. | Meules à rectifier en abrasifs artificiels. N° 675 C. |
| 373<br>4 février 1949. | Morpholine. | Composés hétérocycliques à atomes d'azote, leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés, leurs sels et leurs esters, autres. N° 549. |
| 95<br>12 janvier 1949. | Motif en broderie chimique fixé par couture à une épingle de sûreté. | Garnitures pour vêtements et sous-vêtements féminins, autres. N° 1082 B. |
| 337<br>2 février 1949. | Motifs assemblés pour la chapellerie en paille naturelle, crin artificiel et lames de rayonne. | Ouvrages de vannerie non dénommés ni compris ailleurs en lames de rayonne, crin artificiel, purs ou mélangés d'autres matières. N° 821 D. |
| 338<br>2 février 1949. | Moules à boutons en métaux communs destinés à être recouverts de tissu. | Autres boutons non recouverts de matières textiles, en métaux communs autres. N° 2007. |
| 574<br>18 février 1949. | Mouvements d'horlogerie gros volume non munis de leur échappement mais ne pouvant fonctionner sans l'adjonction de ce système. | Fournitures d'horlogerie non dénommées ni comprises ailleurs, autres pièces. N° 1909 I. |
| 249<br>26 janvier 1949. | Navettes de rechange importées avec le métier auquel elles sont destinées. | Navettes. N° 1626 A. |
| 538<br>15 février 1949. | Outils se montant sur machines-outils, dont la partie travaillante est constituée par de l'égrisé de diamant aggloméré sous haute pression avec de la poudre métallique. | Meules et articles similaires avec ou sans frettes ou autres parties en autres matières: meules à aiguiser, à affûter, à polir, à rectifier, à scier, etc., en abrasifs agglomérés naturels. N° 675 C. |
| 573<br>18 février 1949. | Outillage d'horlogerie « Seitz » comprenant un coffret contenant un assortiment d'outils et d'accessoires utilisés pour le chassage et le sertissage des pierres d'horlogerie:<br>A) Potence à chasser, y compris son levier, une broche, une douille de réduction, une enclume et un autre outil de choix.<br>B) Autres outils et accessoires complémentaires:<br>*a*) Poussoirs, outils à resserrer les trous, outils de partagement d'ancre en acier.<br>*b*) Enclumes, outils à redresser, étaux et chiens d'étaux.<br>*c*) Broches et leurs pièces.<br>*d*) Alésoirs entièrement en acier.<br>*e*) Jauges composées d'une plaquette rectangulaire portant un certain nombre de jauges rubis chassées avec numérotation.<br>*f*) Pierres à affûter circulaires, serties sur plateau de métal.<br>C) Socles en bakélite sur lesquels sont disposés les divers jeux d'outils.<br>D) Coffret en bois:<br>*a*) Gainé et garni intérieurement.<br>*b*) Gainé mais non garni intérieurement.<br>*c*) Non gainé.<br>**Dans un but de simplification, l'ensemble, présenté en coffret, peut être déclaré au régime des « Outils de métiers, outils spéciaux d'horlogerie ».** | Outillage mécanique à main de métiers, autres articles. N° 1138 G.<br>Autres outils pour outillages à main, en acier. N° 1656<br>Outils de métiers, outils spéciaux d'horlogerie. N° 1136 A.<br>Accessoires, parties et pièces détachées de machines-outils: accessoires porte-pièces et porte-outils, autres. N° 1616 A.<br>Alésoirs dont la partie travaillante est en acier. N° 1650.<br>Jauges ne comportant pas une lecture directe. N° 1851.<br>Pierres à affûter à la main. N° 674.<br>Objets moulés en matières thermodurcissables. N° 706.<br>Articles de gainerie non dénommés ni compris ailleurs, écrins. N° 752 A.<br>Articles de gainerie non dénommés ni compris ailleurs, autres articles. N° 752 B.<br>Ouvrages de petite ébénisterie, coffrets. N° 708 A.<br>« Outils de métiers, outils spéciaux d'horlogerie ». N° 1136 A. |

| NUMÉRO ET DATE des décisions. | DÉSIGNATION DES MARCHANDISES | ASSIMILATION OU CLASSEMENT TARIFAIRE |
|---|---|---|
| 169<br>19 janvier 1949. | Papier Kraft découpé en bandes de format rectangulaire de largeur variable utilisé pour isoler les fils de cuivre dans les câbles électriques. | Papiers non dénommés, formés en continu, en un seul jet, papier Kraft. N° 826. |
| 166<br>11 janvier 1949. | Pelle mécanique à patins destinée aux travaux de terrassement et d'exploitations minières. | Matériel d'extraction, d'excavation et de préparation du sol, pelles mécaniques. N° 1565 A. |
| 394<br>5 février 1949. | Percale de coton pur, cirée, employée pour l'ensachage du duvet de plume. | Autres tissus imprégnés ou enduits non dénommés ni compris ailleurs. N° 1061. |
| 419<br>9 février 1949. | Percolateurs pour la préparation du café et des boissons chaudes: | |
| | *a*) A chauffage au gaz; | Chauffe-bains et chauffe-eau non électriques, appareils à chauffage instantané. N° 1522 A. |
| | *b*) A chauffage électrique. | Appareils électriques de chauffage sans accumulation de chaleur. N° 1760. |
| 328<br>1er février 1949. | Peroxyde de strontium. | Autres oxydes, hydroxydes et peroxydes inorganiques non dénommés, ni compris ailleurs. N° 416. |
| 51<br>7 janvier 1949. | Pierres calcaires concassées plus ou moins chargées de carbonate de chaux, utilisées comme fondants dans les hauts fourneaux. | Castine. N° 279 B. |
| 57<br>8 janvier 1949. | Pièces détachées d'amortisseurs pour voitures automobiles: bielles, axes de garniture, couvercles, bouchons du corps d'amortisseur. | Parties et pièces détachées de châssis de voitures automobiles, amortisseurs. N° 1804 D. |
| 369<br>3 février 1949. | Plieur automatique de tissus comportant un compteur de plis et une table tournante pour tissus en rouleaux ou en pièces. | Autres machines et appareils non dénommés, ni compris ailleurs. N° 1672. |
| 15<br>4 janvier 1949. | Plombs de pêche. | Articles de pêche non dénommés ni compris ailleurs, autres. N° 2001 D. |
| 417<br>9 février 1949. | Pompe à diffusion destinée, montée sur une machine à faire le vide, à réaliser un vide de l'ordre du millionnième de millimètre de mercure. | Compresseurs et pompes à vide centrifuges et autres. N° 1537 C. |
| 41<br>6 janvier 1949. | Posemètre-sensisomètre pour photographie et leurs pièces détachées. | Accessoires, parties et pièces détachées non dénommés ni compris ailleurs, d'appareils photographiques, accessoires, posemètres. N° 1875 B. |
| 356<br>2 février 1949. | Poudre impalpable de cuivre argenté par action chimique. | Poudre impalpable de cuivre. N° 1315. |
| 475<br>11 février 1949. | Poudre de fer techniquement pur servant au décuscntage des graines par machine électro-magnétique. | Métaux de la section XV, chimiquement purs (zinc, fer, etc.). N° 303. |
| 57<br>8 janvier 1949. | Petites poulies à double gorge pour dynamo et ventilateur de moteur de voiture automobile, en fonte moulée ou acier coulé. | Poulies et volants, entièrement en métal en fonte, fer ou acier. N° 1679. |
| 57<br>8 janvier 1949. | Poulies à gorge en fonte moulée ou acier coulé pour pompe à eau de moteur de voiture automobile. | Poulies et volants, entièrement en métal, en fonte, fer ou acier. N° 1679. |
| 508<br>14 février 1949. | Préparation utilisée pour le polissage de l'aluminium consistant en une préparation chimique à base d'huile de pin et de kérosène renfermant en suspension une matière minérale à base de tripoli. | Autres préparations chimiques non dénommées ni comprises ailleurs, autres. N° 690. |
| 271<br>31 janvier 1949. | Presse automatique à fabriquer les comprimés de potage. | Autres machines et appareils pour les industries alimentaires. N° 1606. |
| 498<br>14 février 1949. | Presses pour le montage des brosses et pinceaux: | |
| | A) Presse à monter les brosses à plafond, fonctionnant au pied, d'un poids de 80 kg environ; | Autres machines et appareils non dénommés ni compris ailleurs, leurs parties et pièces détachées. N° 1672. |
| | B) Presse à sertir les pinceaux ronds, d'un poids total de 45 kg, fonctionnant à la main; | Outillage mécanique à main de métiers, autres articles. N° 1438 G. |
| | C) Presses à sertir mécaniquement les pinceaux, pesant 250 et 300 kg environ; | Machines-outils non hydrauliques travaillant par déformation de métal: autres machines pour le travail des métaux (à sertir, etc.). N° 1642 F. |
| | D) Matrices en surnombre, c'est-à-dire qui ne peuvent être montées simultanément sur les machines. | Autres outils pour machines et outillages à main non dénommés ni compris ailleurs, en acier. N° 1656. |
| 174<br>20 janvier 1949. | Protecteurs d'oreilles contre les sons aigus constitués par deux capuchons, enveloppant le pavillon de l'oreille, contenant une matière genre caoutchouc mousse, retenus par une bande métallique analogue à celle qui maintient les écouteurs téléphoniques. L'appareil comprend en outre un bouchon isolant en matière plastique qui se place à l'intérieur du canal auriculaire. | Articles de bimbeloterie composites non dénommés ni compris ailleurs. N° 2022. |
| 153<br>18 janvier 1949. | Publication périodique illustrée, brochée, publiée depuis plus de six mois. | Livres brochés. N° 835 A. |
| 396<br>3 février 1949. | Publication de mode, périodique, donnant les modèles des vêtements dont les patrons sont vendus par l'éditeur. | Ouvrages publicitaires, journaux et publications périodiques comportant plus des deux tiers de leur surface consacrés à la publicité. N° 867 A. |

| NUMÉRO ET DATE des décisions. | DÉSIGNATION DES MARCHANDISES | ASSIMILATION OU CLASSEMENT TARIFAIRE |
|---|---|---|
| 57<br>6 janvier 1949. | Ressorts à boudins en acier, pour voitures automobiles. | Ressorts pour tous usages, ressorts en fils, autres. N° 1123 D. |
| 91<br>10 janvier 1949. | Rupteur synchrone pour machine à souder électrique coupant automatiquement le courant lorsque les intensités de soudure atteignent une certaine valeur:<br>A) Présenté avec l'appareil auquel il est destiné; | Matériel électrique à souder sur l'ensemble. N° 1757. |
| | B) Importé isolément (y compris son moteur). | Appareils de coupure et de sectionnement automatiques à coupure dans l'air ou dans milieu gazeux; rupteurs. N° 1710. |
| 126<br>15 janvier 1949. | Séchoir à grains d'un débit horaire de trois tonnes. | Machines préparatoires pour la minoterie (pour le séchage, etc.). N° 1598. |
| 182<br>20 janvier 1949. | Sensitomètre pour le contrôle de développement de films. | Appareils de laboratoires cinématographiques. N° 1881. |
| 99<br>13 janvier 1949. | Soufres de récupération (résidus d'épuration des gaz). | Soufre épuré. N° 348. |
| 76<br>11 janvier 1949. | Spiraux antimagnétiques avec virole, pour mouvements de réveils, constitués par un ressort spiral monté sur une virole en cuivre. | Fournitures d'horlogerie non dénommées ni comprises ailleurs autres, assemblées. N° 1909 I. |
| 402<br>5 février 1949. | Streptomycine pure, en vrac, c'est-à-dire présentée par quantité supérieure à la dose médicinale. | Autres composés organiques, non dénommés ni compris ailleurs, pénicilline et substances similaires. N° 566. |
| 202<br>21 janvier 1949. | Suc de papayer desséché à l'état naturel. | Sucs et extraits végétaux, non dénommés ni compris ailleurs, autres. N° 130 K. |
| 599<br>21 février 1949. | Sucs de réglisse:<br>A) Renfermant 10 p. 100 et moins de saccharose;<br>B) Renfermant plus de 10 p. 100 de saccharose.<br>Cette décision annule et remplace la décision n° 185 du 30 janvier 1948 (D. D. n° 159). | Extrait de réglisse. N° 130 B.<br>Sucreries. N° 173. |
| 369<br>4 février 1949. | Table de coupe pour plieur automatique de tissus, en aluminium. | Meubles métalliques autres. N° 1180 D. |
| 442<br>10 février 1949. | Tarauds et filières autres que d'étirage entièrement en acier rapide à 18 p. 100 de tungstène. | Tarauds, alésoirs, filières autres que d'étirage, dont la partie travaillante est en acier. N° 1650. |
| 293<br>20 janvier 1949. | Teinture à l'eau en poudre au D. D. T. | Teintures préparées autres. N° 595 B. |
| 596<br>21 février 1949. | « Terre de Neubourg » destinée à la fabrication de produits d'entretien et constituée par un mélange de particules siliceuses, de 15 p. 100 environ de terre kaolinique et de rares fragments de diatomes, présentant une densité apparente inférieure à 1. | Farines siliceuses fossiles... et terres légères diverses de densité apparente inférieure ou égale à 1, bruts, broyés ou tamisés. N° 261. |
| 279<br>21 janvier 1949. | Têtes de machines à coudre à canette centrale, avec bras, pesant moins de 15 kgs. | Têtes de machines à coudre, machines familiales. N° 1630 A. |
| 280<br>21 janvier 1949. | Têtes de machines à coudre les tiges de chaussures. | Machines à coudre les chaussures, têtes de machines. N° 1633 A. |
| 385<br>4 février 1949. | Têtes de machines à coudre à usages spéciaux (surjeteuses raseuses, surfileuses, machines à bâtir, etc.) ne présentant aucun caractère commun avec les machines familiales. | Têtes de machines à coudre, machines industrielles, sans considération de poids. N° 1630 B. |
| 111<br>14 janvier 1949. | Tissu dit « organdi », fortement apprêté, imprimé. | Tissus spécialement apprêtés pour reliure, dessin, peinture, chapellerie, bougran, linon et tissus analogues apprêtés, gommés, amidonnés. N° 1056 D |
| 535<br>15 février 1949. | Tours ne comportant pas de chariot porte-outil ni de dispositif d'avance automatique (tours de reprise, tours outilleurs). | Machines-outils travaillant par enlèvement de métal, autres tours. N° 1611 E. |
| 156<br>18 janvier 1949. | Tresses pour la chapellerie en lames de ramie, non filées. | Tresses pour la chapellerie en matières végétales naturelles non filées. N° 1152 A. |
| 540<br>16 février 1949. | Vannes d'étranglement automatique de pression d'huile destinées à des dispositifs régulateurs de débit de compresseurs, importées isolément. | Appareils de régulation automatiques et leurs parties. N° 1673. |
| 518<br>15 février 1949. | Vêtements de fatigue en velours. | Vêtements de dessus pour hommes autres. N° 1071 G. |
| 518<br>15 février 1949. | Vêtements dits « gabardines » en tissus non enduits. | Vêtements de dessus, autres. N° 1071 G ou 1072 G selon le cas. |
| 518<br>15 février 1949. | Vêtements ayant la coupe des vêtements de ville, mais vendus et utilisés comme vêtements de travail en raison de leur médiocre qualité. | Vêtements de dessus, autres. N° 1071 G ou 1072 G selon le cas. |
| 90<br>12 janvier 1949. | Vilebrequins pour moteurs Diesel. | Vilebrequins pour moteurs d'automobiles et de motocycles ou autres. N° 1539 H selon le cas. |

## Ministère de la défense nationale.

*Avis aux candidats au concours d'admission à l'école polytechnique en 1949.*

(Centre de Paris.)

Les candidats du centre de Paris feront leurs compositions dans trois locaux de l'office du baccalauréat, 12, rue de l'Abbé-de-l'Epée, Paris (5e):

1° Premier local: 370 candidats;
2° Deuxième local: 350 candidats;
3° Troisième local: 160 candidats,

plus les candidats du concours spécial et les candidats étrangers.

La liste des candidats admis à concourir sera affichée le jeudi 26 mai 1949, à partir de seize heures, à l'entrée des locaux de l'office du baccalauréat.

Les réclamations éventuelles concernant l'inscription devront aussitôt être adressées à la direction des études de l'école polytechnique, 17, rue Descartes, Paris (5e).

Elles pourront également être reçues le vendredi 27 mai 1949, dans les locaux d'examen par les commissaires de surveillance, conformément aux dispositions de l'instruction du 28 janvier 1949 (art. 7, § 3).

## Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

# TARIFS DE TRANSPORT

SUR LES CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

### *1° Conventions concernant des taxes connexes.*

PROROGATION D'UNE CONVENTION TARIFAIRE

Conformément à l'article 14 du cahier des charges, la Société nationale des chemins de fer français fait connaître son intention de proroger, jusqu'au 31 décembre 1949, la convention tarifaire qu'elle a conclue avec La Source des Roches, à la Glacerie, près de Cherbourg, pour le transport d'eaux minérales et d'emballages vides en retour.

(*Paris, le 6 mai 1949.*)

### *2° Décisions ministérielles intervenues sur les propositions de tarifs.*

(La date indiquée en tête de chaque affaire est celle de la décision ministérielle. La date du *Journal officiel* mentionnée est celle du numéro qui a publié la proposition.)

#### A. — Homologations.

2 *mai* 1949. — **Chemins de fer de la Provence.** — Proposition tendant à majorer les tarifs de transport des bagages et des marchandises, en ce qui concerne les droits de timbre et d'enregistrement et les minima de perception. (*Journal officiel* du 8 mars 1949.)

6 *mai* 1949. — **Société nationale des chemins de fer français** et **Chemins de fer de Lens-Sainte-Elisabeth à la Bassée-Violaines.** — Proposition tendant à l'inscription du ciment dans la liste des marchandises figurant au chapitre 57 (§ 3, 1°) du tarif n° 11. (*Journal officiel* du 5 avril 1949.)

6 *mai* 1949. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition tendant à inscrire au chapitre 52 (§ 2) du tarif n° 25, les marchandises ci-après:

Boîtes en bois ou en carton
Boîtes non montées ou repliées.
Caisses.
Caisses non montées.
Emballages non dénommés. (*Journal officiel* du 5 avril 1949.)

6 *mai* 1949. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition tendant à modifier les dispositions tarifaires concernant le transbordement et l'aménagement des wagons dans les gares frontières franco-espagnoles (conditions générales d'application des tarifs pour le transport des marchandises, art. 73 [§ II, 3°] et annexe A, tarif des opérations accessoires [§ 1er] 7°). (*Journal officiel* du 5 avril 1949.)

30 *avril* 1949. — **Société nationale des chemins de fer français** et **Chemins de fer d'intérêt local de l'Est de Lyon.** — Proposition tendant à créer un paragraphe nouveau au chapitre 51 du tarif n° 11 et au chapitre 52 au tarif n° 14 comportant une tarification commune en faveur des envois de chaux et ciments et de câbles et fils métalliques, échangés entre la Société nationale des chemins de fer français et les Chemins de fer d'intérêt local de l'Est de Lyon. (*Journal officiel* du 5 avril 1949.)

3 *mai* 1949. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition tendant à modifier les dispositions de l'article 46 des conditions générales d'application des tarifs pour le transport des marchandises, des annexes B et C auxdites conditions générales, le chapitre 4 du titre Ier des tarifs généraux pour le transport des marchandises et la section 2 A du tarif n° 129, chapitre 9. (*Journal officiel* du 12 avril 1949.)

6 *mai* 1949. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition tendant:

1° A modifier les dispositions de l'article 25 des conditions générales d'application des tarifs pour le transport des marchandises, et du chapitre 2 du titre Ier des tarifs généraux pour le transport des marchandises, en vue de rassembler, dans un même document les taxes additionnelles à percevoir pour les envois en provenance ou à destination de localités desservies par un chemin de fer secondaire ou un service routier adhérent au tarif des expéditions de détail;

2° A insérer lesdites taxes additionnelles dans un document nouveau intitulé « Fascicule spécial des tarifs des chemins de fer secondaires et des services routiers ». (*Journal officiel* du 12 avril 1949.)

Homologation accordée, à titre provisoire, sous la réserve demandée par la Société nationale des chemins de fer français que les modifications indiquées ci-après seront apportées dans la désignation de certains chemins de fer secondaires ou services routiers figurant au tableau I du chapitre 2 des tarifs généraux pour le transport des marchandises:

A. — *Chemins de fer secondaires rattachés à la région Ouest.*

Substitution de la désignation: « Blayais (Réseau du) », à celle de: « Gironde (Réseau de la) », à la rubrique: « Economiques (Société générale des chemins de fer) ».

B. — *Services routiers rattachés à la région Ouest.*

Substitution de la désignation: « Service de Dieppe à Marques », à celle de: « Service de Dieppe à Aumale » à la rubrique: « Economiques (Société générale des chemins de fer) ».

*Rattachés à la région Sud-Est.*

Suppression de l'énumération des services indiqués à la rubrique: « Transports départementaux (Société générale des), Régie co-intéressée des chemins de fer de la Côte-d'Or ». Cette énumération constituant l'ensemble des services des chemins de fer de la Côte-d'Or »,

#### B. — Approbations de conventions tarifaires.

2 *mai* 1949. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Projet de convention tarifaire à passer entre la Société nationale des chemins de fer français et la brasserie Saint-Eloi, à Tours, pour le transport de bières en bouteilles et d'emballages vides en retour correspondants. (*Journal officiel* du 26 avril 1949.)

Approbation donnée, à titre provisoire, avec autorisation de mise en vigueur à partir du 1er mai 1949.

## Ministère de la santé publique et de la population.

*Avis de vacance d'un poste de commis à la direction départementale de la santé des Hautes-Alpes.*

Un poste de commis est actuellement vacant à la direction départementale de la santé des Hautes-Alpes.

Les commis en fonctions dans les directions départementales de la santé et de la population intéressés par cette vacance sont priés de se faire connaître et de s'adresser, pour tous renseignements, au ministère de la santé publique et de la population (direction de l'administration générale du personnel et du budget, 2e bureau), 7, rue de Tilsitt, à Paris (17e).

*Avis de vacance d'un poste de rédacteur à la direction départementale de la santé du Puy-de-Dôme.*

Un poste de rédacteur est actuellement vacant à la direction départementale de la santé du Puy-de-Dôme.

Les rédacteurs en fonctions dans les directions départementales de la santé et de la population intéressés par cette vacance sont priés de se faire connaître et de s'adresser, pour tous renseignements, au ministère de la santé publique et de la population (direction de l'administration générale du personnel et du budget, 2e bureau), 7, rue de Tilsitt, à Paris (17e).

*Avis de vacance du poste de directeur de l'hôpital-hospice de Pontivy (Morbihan).*

Est déclaré vacant le poste de directeur de l'hôpital-hospice de Pontivy (Morbihan), classé dans la catégorie des établissements de 200 à 350 lits.

Peuvent faire acte de candidature les personnes inscrites sur la liste d'aptitude aux fonctions de directeur des hôpitaux et hospices publics établie conformément aux dispositions du décret du 17 avril 1943.

Les candidats devront adresser leur demande sous pli recommandé, dans un délai d'un mois à compter de la parution du présent avis, au directeur départemental de la population du Morbihan, à la préfecture de Vannes.

## Ministère de la France d'outre-mer.

*Avis relatif à l'ouverture d'une session d'examen du certificat d'aptitude à l'inspection primaire (option France d'outre-mer).*

Une session d'examen du certificat d'aptitude à l'inspection primaire, option France d'outre-mer, sera ouverte en novembre 1949, dans les conditions fixées par le décret n° 49-550 du 22 avril 1949.

Imprimerie 31, quai Voltaire, Paris (7e)

*Le Préfet, directeur des Journaux officiels,*
PIERRE CASSAGNEAU.

# ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS
Compte chèque postal 1.011.00, Paris
ET DANS SES SUCCURSALES DES DÉPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

## Tirages financiers

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE
68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, PARIS

OBLIGATIONS DE 5.000 F 4 1/4 0/0 1942
DE LA
**société Houillère de Liévin.**

Les porteurs d'obligations 4 1/4 0/0 de 5.000 F (émission 1942) de la société Houillère de Liévin en liquidation par suite de sa nationalisation (loi du 17 mai 1946), sont informés que cette dernière usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a procédé par voie de rachats en Bourse à son amortissement du 1er mai 1949. En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

**Numéros des obligations restant à rembourser.**

Néant.

EMPRUNT
DU
## GOUVERNEMENT TUNISIEN 4 1/2 % 1932

*Amortissement du 1er juin 1949.*

**Numéros des obligations sorties au tirage effectué le 1er mars 1949,** dans les bureaux du Comptoir national d'escompte de Paris, remboursables à partir du 1er juin 1949.

3.231 à 3.240 — 3.401 à 3.410 — 4.241 à 4.250 — 5.331 à 5.340 — 5.411 à 5.420 — 5.431 à 5.440 — 5.441 à 5.450 — 6.981 à 6.990 — 8.081 à 8.090 — 8.171 à 8.180 — 8.431 à 8.440 — 9.141 à 9.150 — 10.771 à 10.780 — 11.281 à 11.290 — 11.421 à 11.430 — 11.911 à 11.920 — 12.481 à 12.490 — 13.001 à 13.010 — 14.361 à 14.370 — 15.001 à 15.010 — 16.261 à 16.270 — 17.511 à 17.520 — 17.551 à 17.560 — 19.661 à 19.670 — 20.011 à 20.020 — 20.691 à 20.700 — 21.501 à 21.510 — 21.821 à 21.830 — 21.911 à 21.920 — 22.331 à 22.340 — 22.941 à 22.950 — 23.431 à 23.440 — 24.371 à 24.380 — 24.501 à 24.510 — 24.561 à 24.570 — 24.871 à 24.880 — 25.291 à 25.300 — 26.601 à 26.610 — 27.021 à 27.030 — 28.231 à 28.240 — 29.151 à 29.160 — 29.581 à 29.590 — 29.861 à 29.870 — 30.181 à 30.190 — 30.601 à 30.610 — 31.021 à 31.030 — 31.371 à 31.380 — 32.711 à 32.720 — 33.491 à 33.500 — 33.601 à 33.610 — 34.071 à 34.080 — 34.401 à 34.410 — 34.611 à 34.620 — 35.961 à 35.970 — 37.541 à 37.550 — 37.751 à 37.760 — 37.901 à 37.910 — 38.201 à 38.210 — 38.611 à 38.620 — 39.251 à 39.260 — 39.531 à 39.540 — 40.071 à 40.080 — 40.771 à 40.780 — 42.411 à 42.420 — 42.741 à 42.750 — 42.881 à 42.890 — 43.721 à 43.730 — 44.591 à 44.600 — 45.731 à 45.740 — 45.981 à 45.990 — 46.281 à 46.290 — 46.511 à 46.520 — 47.071 à 47.080 — 47.551 à 47.560 — 47.691 à 47.700 — 47.941 à 47.950 — 48.071 à 48.080 — 48.811 à 48.820 — 49.291 à 49.300 — 49.341 à 49.350 — 49.691 à 49.700 — 49.951 à 49.960.

50.111 à 50.120 — 51.621 à 51.630 — 52.601 à 52.610 — 53.881 à 53.890 — 54.651 à 54.660 — 56.811 à 56.820 — 57.301 et 57.302 — 58.341 à 58.350 — 58.421 à 58.430 — 58.611 à 58.620 — 58.731 à 58.740 — 59.751 à 59.760 — 61.801 à 61.810 — 62.031 à 62.040 — 62.261 à 62.270 — 62.621 à 62.630 — 63.951 à 63.960 — 64.121 à 64.130 — 65.141 à 65.150 — 66.191 à 66.200 — 67.851 à 67.860 — 67.871 à 67.880 — 68.421 à 68.430 — 68.831 à 68.840 — 69.981 à 69.990 — 70.801 à 70.810 — 71.331 à 71.340 — 73.401 à 73.410 — 76.461 à 76.470 — 77.791 à 77.800 — 78.701 à 78.710 — 78.761 à 78.770 — 79.391 à 79.400 — 80.041 à 80.050 — 80.091 à 80.100 — 80.181 à 80.190 — 80.411 à 80.420 — 80.761 à 80.770 — 80.851 à 80.860 — 80.931 à 80.940 — 81.011 à 81.020 — 82.221 à 82.230 — 83.881 à 83.890 — 84.051 à 84.060 — 84.111 à 84.120 — 84.271 à 84.280 — 84.541 à 84.550 — 85.001 à 85.010 — 85.021 à 85.030 — 85.051 à 85.060 — 85.211 à 85.220 — 85.351 à 85.360 — 85.611 à 85.620 — 86.661 à 86.670 — 87.211 à 87.220 — 87.431 à 87.440 — 88.071 à 88.080 — 89.891 à 89.900 — 90.791 à 90.800 — 91.091 à 91.100 — 91.371 à 91.380 — 91.691 à 91.700 — 91.861 à 91.870 — 91.921 à 91.930 — 92.151 à 92.160 — 94.191 à 94.200 — 94.491 à 94.500 — 95.451 à 95.460 — 95.461 à 95.470 — 96.111 à 96.120 — 96.771 à 96.780 96.791 à 96.800 — 97.871 à 97.880 — 97.961 à 97.970 — 98.631 à 98.640 — 98.751 à 98.760 — 99.251 à 99.260.

101.591 à 101.600 — 103.121 à 103.130 — 103.481 à 103.490 — 104.281 à 104.290 — 104.441 à 104.450 — 106.241 à 106.250 — 106.921 à 106.930 — 106.941 à 106.950 — 107.121 à 107.130 — 107.461 à 107.470 — 107.511 à 107.520 — 108.591 à 108.600 — 109.191 à 109.200 — 109.321 à 109.330 — 109.781 à 109.790 — 110.491 à 110.500 — 110.631 à 110.640 — 111.071 à 111.080 — 112.231 à 112.240 — 112.241 à 112.250 — 112.351 à 112.360 — 113.031 à 113.040 — 114.771 à 114.780 — 115.391 à 115.400 — 115.521 à 115.530 — 115.781 à 115.790 — 116.671 à 116.680 — 116.981 à 116.990 — 117.051 à 117.060 — 118.841 à 118.850 — 118.871 à 118.880 — 119.001 à 119.010 — 119.231 à 119.240 — 119.761 à 119.770 — 120.001 à 120.010 — 120.121 à 120.130 — 120.681 à 120.690 — 120.821 à 120.830 — 121.971 à 121.980 — 122.311 à 122.320 — 122.381 à 122.390 — 122.811 à 122.820 — 124.221 à 124.230 — 124.571 à 124.580 — 125.121 à 125.130 — 126.531 à 126.540 — 126.811 à 126.820 — 126.981 à 126.990 — 127.141 à 127.150 — 127.531 à 127.540 — 128.211 à 128.220 — 128.651 à 128.660 — 129.661 à 129.670 — 130.711 à 130.720 — 131.171 à 131.180 — 131.361 à 131.370 — 131.771 à 131.780 — 132.041 à 132.050 — 134.511 à 134.520 — 134.861 à 134.870 — 135.411 à 135.420 — 135.491 à 135.500 — 135.951 à 135.960 — 136.011 à 136.020 — 136.641 à 136.650 — 137.161 à 137.170 — 137.611 à 137.620 — 137.831 à 137.840 — 140.441 à 140.450 — 140.781 à 140.790 — 141.941 à 141.950 — 142.971 à 142.980 — 143.411 à 143.420 — 144.351 à 144.360 — 144.521 à 144.530 — 145.391 à 145.400 — 145.651 à 145.660 — 146.511 à 146.520 — 146.601 à 146.610 — 147.791 à 147.800 — 147.841 à 147.850 — 148.691 à 148.700 — 148.711 à 148.720 — 148.991 à 149.000 — 149.161 à 149.170.

150.271 à 150.280 — 150.441 à 150.450 — 152.341 à 152.350 — 153.521 à 153.530 — 154.031 à 154.040 — 154.681 à 154.690 — 155.601 à 155.610 — 155.991 à 156.000 — 156.641 à 156.650 — 156.691 à 156.700 — 157.941 à 157.950 — 158.231 à 158.240 — 159.241 à 159.250 — 159.621 à 159.630 — 160.091 à 160.100 — 160.181 à 160.190 — 160.211 à 160.220 — 160.711 à 160.720 — 162.751 à 162.760 — 163.041 à 163.050 — 163.281 à 163.290 — 163.361 à 163.370 — 165.261 à 165.270 — 165.671 à 165.680 — 168.371 à 168.380 — 168.421 à 168.430 — 168.531 à 168.540 — 168.891 à 168.900 — 168.991 à 169.000 — 169.261 à 169.270 — 169.341 à 169.350 — 171.461 à 171.470 — 172.051 à 172.060 — 173.381 à 173.390 — 173.671 à 173.680 — 173.701 à 173.710 — 174.841 à 174.850 — 174.911 à 174.920 — 175.181 à 175.190 — 175.351 à 175.360 — 176.601 à 176.610 — 177.541 à 177.550 — 178.951 à 178.960 — 179.851 à 179.860 — 180.321 à 180.330 — 180.441 à 180.450 — 180.501 à 180.510 — 181.051 à 181.060 — 181.331 à 181.340 — 182.141 à 182.150 — 182.191 à 182.200 — 182.251 à 182.260 — 182.451 à 182.460 — 183.681 à 183.690 — 184.591 à 184.600 — 184.681 à 184.690 — 184.761 à 184.770 — 185.621 à 185.630 — 186.781 à 186.790 — 187.461 à 187.470 — 187.901 à 187.910 — 188.171 à 188.180 — 188.181 à 188.190 — 188.611 à 188.620.

La liste des numéros restant à rembourser sur les tirages précédents a été publiée au *Journal officiel* du 30 octobre 1948.

SOCIÉTÉ
DES
## Chaux, Ciments et Matériaux de Construction au Maroc

SOCIÉTÉ ANONYME
AU CAPITAL DE 220 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL :
11, RUE HENRI-ROCHEFORT, A PARIS
R. C. : Seine n° 95963.

**Amortissement au 1er juin 1949 des obligations 4 1/2 0/0 1931.**

MM. les porteurs d'obligations 4 1/2 0/0 1931 sont informés que la société ayant usé de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission de ses obligations a racheté en Bourse la totalité des titres dont l'amortissement est prévu pour le 1er juin 1949.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

**Liste des numéros restant à rembourser sur tirages antérieurs.**

466 à 470 — 579 — 668 — 671 et 672 — 675 à 677 — 879 et 880 — 1.410 — 1.619 — 2.062 à 2.067 — 2.265 à 2.270 — 2.349 — 2.760 — 2.931 et 2.932 — 3.003 et 3.004 — 3.061 à 3.070 — 3.411 à 3.414 — 3.868 — 4.821 — 5.134 à 5.138 — 5.521 à 5.524 — 5.587 et 5.588 — 5.751 — 6.059 et 6.060 — 6.324 et 6.325 — 6.704 à 6.708 — 6.804 — 6.932 et 6.933 — 6.969 et 6.970 — 7.372 et 7.373 — 7.379 — 8.062 à 8.064 — 8.068 — 8.894 à 8.900 — 9.151 à 9.153 — 10.381 à 10.384 — 10.491 à 10.493 — 10.496 — 10.499 — 12.007 et 12.008 — 12.031 — 12.342 et 12.343 — 12.379 — 12.578 à 12.580 — 12.689 et 12.690 — 12.731 à 12.733 — 13.150 — 13.315 à 13.350 — 13.674 à 13.680 — 13.856 à 13.860 — 13.910 — 14.361 à 14.370 — 14.531 à 14.533 — 14.539 à 14.540 — 14.627 à 14.630.

# FILATURES FREMAUX

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 20 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : LOMME-LEZ-LILLE (NORD)

R. C. : Lille 412.

**Liste numérique des 895 obligations 5 0/0 1930 sorties au onzième tirage (18e amortissement) effectué le 14 avril 1949 et remboursable à partir du 20 mai 1949** dans toutes les succursales et agences du Crédit lyonnais et de la Société générale, **et des obligations amorties antérieurement dont le remboursement n'a pas été signalé à la société.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 43 à 45 | 1946 | 2.768 et 2.769 | 1946 | 5.810 | Avr. 1943 | 8.568 et 8.569 | Avr. 1943 | 11.226 à 11.230 | 1949 |
| 51 | 1946 | 2.861 à 2.865 | 1949 | 5.868 et 5.869 | 1947 | 8.571 et 8.572 | 1948 | 11.239 | 1944 |
| 111 à 115 | 1949 | 2.873 à 2.875 | 1949 | 5.872 | 1946 | 8.574 et 8.575 | 1948 | 11.281 à 11.285 | 1947 |
| 158 à 160 | 1947 | 2.958 à 2.960 | 1947 | 5.912 à 5.914 | 1946 | 8.580 | Avr. 1943 | 11.286 | 1949 |
| 180 | 1947 | 2.980 | 1949 | 5.920 | 1949 | 8.601 et 8.602 | 1946 | 11.288 à 11.290 | 1949 |
| 206 à 210 | 1949 | 2.991 à 2.995 | 1949 | 5.926 à 5.930 | 1947 | 8.700 à 8.705 | 1949 | 11.351 à 11.355 | 1949 |
| 241 à 245 | 1949 | 3.066 à 3.038 | 1949 | 5.966 à 5.970 | 1947 | 8.746 à 8.750 | 1949 | 11.356 à 11.300 | 1949 |
| 259 et 260 | 1948 | 3.116 à 3.120 | 1946 | 5.986 à 5.988 | 1949 | 8.761 à 8.765 | 1948 | 11.371 | 1947 |
| 307 | 1946 | 3.126 à 3.130 | 1946 | 6.050 | 1948 | 8.828 et 8.829 | 1940 | 11.406 à 11.410 | 1948 |
| 344 | 1947 | 3.141 à 3.145 | 1949 | 6.105 | 1949 | 8.839 et 8.840 | 1948 | 11.429 | 1947 |
| 327 à 330 | 1948 | 3.191 à 3.195 | 1948 | 6.121 à 6.125 | 1947 | 8.876 à 8.880 | 1949 | 11.443 | 1947 |
| 332 | 1947 | 3.227 à 3.230 | 1949 | 6.131 à 6.135 | 1947 | 8.881 à 8.885 | 1949 | 11.577 à 11.580 | 1948 |
| 341 à 345 | 1948 | 3.246 à 3.250 | 1948 | 6.206 à 6.210 | 1948 | 8.961 à 8.965 | 1949 | 11.712 à 11.715 | Oct. 1943 |
| 351 à 355 | 1949 | 3.263 | 1948 | 6.230 | 1945 | 8.980 | 1946 | 11.731 à 11.735 | 1948 |
| 360 | 1947 | 3.401 à 3.405 | 1949 | 6.231 à 6.235 | 1949 | 9.043 | 1945 | 11.750 | 1948 |
| 382 à 385 | 1947 | 3.466 | 1944 | 6.247 à 6.249 | 1949 | 9.061 et 9.062 | 1949 | 11.751 et 11.752 | 1949 |
| 421 à 425 | 1949 | 3.471 et 3.472 | 1946 | 6.261 et 6.265 | 1947 | 9.066 et 9.070 | 1949 | 11.755 | 1949 |
| 508 | 1946 | 3.485 | 1946 | 6.275 | 1948 | 9.074 | 1948 | 11.791 et 11.792 | 1949 |
| 515 | 1947 | 3.546 à 3.550 | 1947 | 6.286 à 6.290 | 1949 | 9.116 et 9.117 | 1949 | 11.796 et 11.797 | Avr. 1943 |
| 516 | 1946 | 3.636 à 3.640 | 1948 | 6.369 et 6.370 | 1945 | 9.120 | 1949 | 11.816 à 11.820 | 1948 |
| 542 à 545 | 1949 | 3.731 à 3.735 | 1947 | 6.371 à 6.375 | 1947 | 9.149 et 9.150 | 1949 | 11.821 à 11.823 | 1947 |
| 581 à 585 | 1947 | 3.749 et 3.750 | 1946 | 6.381 à 6.385 | 1948 | 9.211 à 9.215 | 1949 | 11.857 à 11.860 | 1949 |
| 686 à 690 | 1949 | 3.771 à 3.775 | 1949 | 6.386 et 6.387 | 1948 | 9.232 à 9.234 | 1946 | 11.861 à 11.865 | 1948 |
| 751 et 752 | 1946 | 3.786 à 3.790 | 1948 | 6.402 à 6.405 | 1949 | 9.248 à 9.250 | 1948 | 11.908 à 11.910 | 1949 |
| 771 et 772 | 1947 | 3.838 | Avr. 1943 | 6.455 | 1949 | 9.325 | 1949 | 11.913 | 1946 |
| 781 à 784 | 1949 | 3.861 à 3.865 | 1948 | 6.461 à 6.465 | 1949 | 9.342 à 9.345 | 1949 | 11.951 | 1946 |
| 812 à 815 | 1949 | 4.016 et 4.020 | 1949 | 6.586 à 6.588 | 1947 | 9.361 à 9.365 | 1945 | 11.974 | 1947 |
| 816 et 818 | 1945 | 4.115 | 1946 | 6.741 et 6.742 | 1946 | 9.371 à 9.375 | 1949 | 11.978 à 11.980 | 1947 |
| 806 à 810 | 1948 | 4.116 et 4.117 | 1945 | 6.756 et 6.757 | 1949 | 9.386 à 9.389 | 1946 | 11.998 | 1946 |
| 939 | 1949 | 4.121 à 4.124 | 1949 | 6.776 à 6.778 | 1949 | 9.446 à 9.450 | 1948 | 12.041 à 12.045 | 1949 |
| 945 | 1948 | 4.218 à 4.220 | 1946 | 6.801 à 6.805 | 1948 | 9.451 | 1948 | 12.057 et 12.058 | 1946 |
| 1.026 à 1.030 | 1949 | 4.237 à 4.240 | 1947 | 6.813 à 6.820 | 1946 | 9.471 à 9.475 | 1946 | 12.071 à 12.075 | 1949 |
| 1.046 à 1.050 | 1948 | 4.266 à 4.270 | 1947 | 6.821 à 6.825 | 1949 | 9.546 à 9.550 | 1949 | 12.236 | 1948 |
| 1.084 | Oct. 1943 | 4.291 à 4.295 | 1949 | 6.856 à 6.860 | 1948 | 9.581 et 9.585 | 1948 | 12.276 à 12.278 | 1949 |
| 1.136 | 1942 | 4.296 | Oct. 1943 | 6.866 à 6.870 | 1949 | 9.591 à 9.595 | 1945 | 12.291 | 1949 |
| 1.141 | 1949 | 4.351 à 4.355 | 1948 | 6.966 | 1948 | 9.756 à 9.764 | 1947 | 12.301 à 12.305 | 1949 |
| 1.176 | 1947 | 4.376 et 4.377 | Oct. 1943 | 7.002 | 1944 | 9.781 à 9.785 | 1949 | 12.382 et 12.383 | 1944 |
| 1.183 à 1.185 | 1949 | 4.481 à 4.485 | 1947 | 7.050 | 1946 | 9.921 à 9.924 | 1947 | 12.496 à 12.500 | 1949 |
| 1.288 et 1.290 | 1948 | 4.534 et 4.535 | 1945 | 7.053 et 7.055 | 1947 | 10.065 | 1947 | 12.501 à 12.505 | 1948 |
| 1.391 à 1.395 | 1947 | 4.546 à 4.550 | 1947 | 7.091 à 7.093 | 1949 | 10.106 à 10.108 | 1947 | 12.541 à 12.544 | 1948 |
| 1.430 | 1946 | 4.551 à 4.553 | 1949 | 7.102 | 1946 | 10.125 | 1949 | 12.554 | 1946 |
| 1.448 | 1946 | 4.596 et 4.597 | 1948 | 7.197 | 1949 | 10.131 à 10.133 | 1947 | 12.558 à 12.560 | 1949 |
| 1.458 à 1.460 | 1947 | 4.676 | 1947 | 7.200 | 1949 | 10.188 et 10.190 | 1947 | 12.625 | 1948 |
| 1.510 | 1948 | 4.679 et 4.680 | 1947 | 7.216 à 7.220 | 1948 | 10.266 | 1948 | 12.701 à 12.703 | 1948 |
| 1.561 à 1.565 | 1949 | 4.686 | 1946 | 7.261 à 7.265 | 1949 | 10.268 à 10.270 | 1948 | 12.811 à 12.815 | 1949 |
| 1.571 à 1.575 | 1947 | 4.696 à 4.700 | 1946 | 7.226 à 7.230 | 1948 | 10.276 | 1947 | 12.822 | 1941 |
| 1.650 | 1949 | 4.729 et 4.730 | 1948 | 7.307 et 7.308 | 1946 | 10.277 | 1947 | 12.886 à 12.890 | 1948 |
| 1.671 à 1.675 | 1949 | 4.771 à 4.774 | 1949 | 7.331 | 1948 | 10.279 | 1947 | 12.996 | 1949 |
| 1.713 à 1.715 | 1949 | 4.816 à 4.820 | 1949 | 7.334 et 7.335 | 1948 | 10.283 à 10.285 | 1948 | 13.003 et 13.005 | 1949 |
| 1.771 à 1.775 | 1949 | 4.821 à 4.823 | 1949 | 7.356 à 7.360 | 1948 | 10.292 à 10.295 | 1949 | 13.022 | 1944 |
| 1.810 | 1948 | 4.846 à 4.850 | 1949 | 7.426 à 7.430 | 1949 | 10.296 à 10.300 | 1949 | 13.091 | 1948 |
| 1.846 à 1.850 | 1949 | 4.951 à 4.955 | 1949 | 7.463 et 7.464 | 1948 | 10.311 et 10.315 | 1949 | 13.105 | 1948 |
| 1.876 et 1.877 | 1949 | 4.959 et 4.960 | 1947 | 7.485 | 1948 | 10.340 | 1949 | 13.125 | 1949 |
| 1.881 | 1949 | 4.961 à 4.965 | 1949 | 7.498 à 7.500 | 1949 | 10.356 | 1946 | 13.126 à 13.130 | 1947 |
| 1.950 | 1945 | 4.976 | 1949 | 7.616 et 7.619 | 1947 | 10.371 à 10.375 | 1949 | 13.151 et 13.152 | 1948 |
| 2.066 à 2.070 | 1948 | 4.978 | 1949 | 7.626 et 7.627 | 1949 | 10.416 à 10.420 | 1949 | 13.167 et 13.168 | 1945 |
| 2.181 à 2.183 | 1949 | 4.996 à 4.998 | 1949 | 7.677 à 7.680 | 1949 | 10.421 à 10.425 | 1949 | 13.230 | 1946 |
| 2.185 | 1949 | 5.041 à 5.045 | 1948 | 7.726 et 7.727 | 1948 | 10.426 à 10.430 | 1949 | 13.231 et 13.232 | Avr. 1943 |
| 2.211 à 2.215 | 1949 | 5.124 | 1945 | 7.731 à 7.735 | 1948 | 10.461 à 10.464 | 1949 | 13.261 à 13.265 | 1949 |
| 2.225 | 1945 | 5.128 | 1946 | 7.756 à 7.760 | 1947 | 10.482 et 10.483 | 1944 | 13.271 à 13.274 | 1948 |
| 2.236 à 2.240 | 1948 | 5.177 à 5.180 | 1945 | 7.780 | 1945 | 10.506 à 10.510 | 1949 | 13.275 | 1949 |
| 2.276 à 2.280 | 1947 | 5.186 | 1949 | 7.801 à 7.805 | 1948 | 10.586 | 1949 | 13.285 | 1947 |
| 2.286 à 2.289 | 1949 | 5.206 à 5.210 | 1949 | 7.806 à 7.810 | 1947 | 10.622 à 10.625 | 1947 | 13.311 à 13.313 | 1947 |
| 2.338 à 2.340 | 1945 | 5.211 | 1946 | 7.811 et 7.812 | 1949 | 10.671 à 10.675 | 1949 | 13.315 | 1947 |
| 2.371 à 2.374 | 1948 | 5.301 | 1948 | 7.911 à 7.915 | 1949 | 10.826 et 10.829 | 1945 | 13.427 et 13.428 | 1947 |
| 2.403 | 1945 | 5.303 | 1948 | 7.945 | 1949 | 10.847 | 1947 | 13.430 | 1947 |
| 2.476 | 1948 | 5.305 | 1948 | 7.951 à 7.955 | 1949 | 10.851 | 1949 | 13.460 | 1946 |
| 2.492 et 2.495 | Avr. 1943 | 5.313 à 5.315 | 1947 | 7.996 à 8.000 | 1949 | 10.866 à 10.870 | 1949 | 13.596 à 13.600 | 1947 |
| 2.516 à 2.520 | 1947 | 5.378 à 5.380 | 1947 | 8.056 à 8.060 | 1949 | 10.882 à 10.885 | 1948 | 13.611 à 13.615 | 1946 |
| 2.590 | 1946 | 5.441 à 5.445 | 1949 | 8.067 à 8.070 | 1946 | 10.941 | 1947 | 13.691 à 13.695 | 1946 |
| 2.596 à 2.600 | 1946 | 5.466 et 5.467 | 1946 | 8.131 à 8.135 | 1948 | 10.946 à 10.949 | 1947 | 13.726 à 13.730 | 1949 |
| 2.601 et 2.605 | Oct. 1943 | 5.475 | 1946 | 8.161 à 8.165 | 1948 | 10.963 à 10.965 | 1947 | 13.736 à 13.740 | 1948 |
| 2.606 à 2.610 | 1945 | 5.501 | 1949 | 8.221 à 8.225 | 1949 | 10.985 | Avr. 1943 | 13.741 à 13.745 | 1947 |
| 2.631 à 2.635 | 1947 | 5.577 et 5.579 | 1948 | 8.281 à 8.285 | 1949 | 10.986 et 10.987 | 1946 | 13.816 | 1948 |
| 2.641 à 2.645 | 1949 | 5.581 à 5.585 | 1947 | 8.331 à 8.335 | 1949 | 10.997 à 10.999 | 1948 | 13.836 à 13.840 | 1948 |
| 2.670 | 1948 | 5.662 à 5.665 | 1949 | 8.366 | 1947 | 11.026 à 11.030 | 1948 | 13.956 à 13.960 | 1949 |
| 2.706 à 2.710 | 1949 | 5.693 à 5.695 | 1947 | 8.369 | 1947 | 11.040 | 1945 | 13.997 à 14.000 | 1949 |
| 2.731 | 1949 | 5.726 à 5.730 | 1948 | 8.370 | 1947 | 11.041 et 11.042 | 1949 | 14.012 à 14.015 | 1947 |
| 2.733 à 2.735 | 1949 | 5.756 à 5.760 | 1946 | 8.391 à 8.395 | 1948 | 11.049 et 11.050 | Oct. 1943 | 14.026 à 14.030 | 1949 |
| 2.741 à 2.745 | 1948 | 5.766 à 5.770 | 1949 | 8.421 à 8.425 | 1949 | 11.084 | 1946 | | |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 14.036 | 1947 |
| 14.039 et 14.040 | 1947 |
| 14.086 à 14.090 | 1949 |
| 14.131 et 14.132 | 1948 |
| 14.166 à 14.170 | 1945 |
| 14.171 à 14.175 | 1946 |
| 14.176 à 14.180 | 1949 |
| 14.201 et 14.202 | 1949 |
| 14.204 et 14.205 | 1949 |
| 14.331 à 14.335 | 1949 |
| 14.371 et 14.375 | 1945 |
| 14.510 | 1947 |
| 14.580 | 1946 |
| 14.581 à 14.585 | 1945 |
| 14.606 à 14.609 | 1949 |
| 14.626 à 14.629 | 1948 |
| 14.673 à 14.675 | 1949 |
| 14.717 et 14.718 | 1948 |
| 14.747 à 14.750 | 1949 |
| 14.786 à 14.788 | 1949 |
| 14.880 | 1946 |
| 14.911 à 14.915 | 1949 |
| 14.948 à 14.950 | 1948 |
| 14.951 à 14.955 | 1946 |
| 14.962 à 14.965 | 1949 |
| 15.136 à 15.138 | 1948 |
| 15.175 | Avr. 1943 |
| 15.225 | 1947 |
| 15.251 à 15.254 | 1949 |
| 15.271 | 1947 |
| 15.273 à 15.275 | 1947 |
| 15.295 | 1944 |
| 15.301 à 15.304 | 1949 |
| 15.319 et 15.320 | 1947 |
| 15.386 et 15.387 | 1948 |
| 15.431 | 1948 |
| 15.440 | 1949 |
| 15.450 | 1949 |
| 15.471 à 15.475 | 1947 |
| 15.476 et 15.477 | 1946 |
| 15.642 | 1949 |
| 15.644 et 15.645 | 1949 |
| 15.702 | 1949 |
| 15.721 à 15.723 | 1949 |
| 15.757 | 1946 |
| 15.790 | 1944 |
| 15.820 | 1948 |
| 15.843 à 15.845 | 1946 |
| 15.921 à 15.925 | 1949 |
| 15.931 à 15.935 | 1949 |
| 16.056 | 1949 |
| 16.098 à 16.100 | 1949 |
| 16.103 à 16.105 | 1947 |
| 16.126 à 16.130 | 1949 |
| 16.198 à 16.200 | 1947 |
| 16.203 à 16.205 | 1946 |
| 16.221 à 16.224 | 1948 |
| 16.228 à 16.230 | 1946 |
| 16.327 à 16.330 | 1948 |
| 16.341 et 16.342 | 1948 |
| 16.426 à 16.430 | 1947 |
| 16.439 | 1945 |
| 16.441 à 16.443 | 1950 |
| 16.496 à 16.499 | 1949 |
| 16.506 à 16.509 | 1944 |
| 16.521 à 16.525 | 1949 |
| 16.531 à 16.535 | 1945 |
| 16.541 et 16.542 | 1946 |
| 16.576 à 16.580 | 1944 |
| 16.626 | 1946 |
| 16.661 à 16.664 | 1944 |
| 16.671 à 16.675 | 1949 |
| 16.706 à 16.710 | Oct. 1943 |
| 16.716 à 16.720 | Oct. 1943 |
| 16.721 à 16.725 | 1947 |
| 16.734 et 16.735 | 1948 |
| 16.741 à 16.743 | 1947 |
| 16.751 | 1945 |
| 16.796 à 16.805 | 1945 |
| 16.811 à 16.814 | 1947 |
| 16.914 et 16.915 | 1947 |
| 17.011 et 17.015 | 1949 |
| 17.041 et 17.045 | 1949 |
| 17.078 | 1946 |
| 17.106 à 17.110 | 1949 |
| 17.111 à 17.114 | 1947 |
| 17.126 et 17.127 | 1948 |
| 17.129 | 1948 |
| 17.201 à 17.205 | 1949 |
| 17.353 à 17.355 | 1949 |
| 17.371 à 17.375 | 1949 |
| 17.456 à 17.458 | 1949 |
| 17.556 à 17.560 | 1947 |
| 17.566 à 17.568 | 1949 |
| 17.661 | 1948 |
| 17.736 à 17.740 | 1949 |
| 17.761 à 17.765 | 1947 |
| 17.767 à 17.770 | 1948 |
| 17.776 | 1947 |
| 17.779 et 17.780 | 1947 |
| 17.781 à 17.785 | 1948 |
| 17.816 à 17.820 | 1949 |
| 17.827 à 17.829 | 1947 |
| 17.866 à 17.870 | 1949 |
| 17.871 | 1949 |
| 17.874 et 17.875 | 1949 |
| 18.196 à 18.200 | 1949 |
| 18.206 | 1946 |
| 18.372 | 1947 |
| 18.431 à 18.435 | 1948 |
| 18.501 à 18.505 | 1948 |
| 18.521 à 18.524 | 1948 |
| 18.531 à 18.534 | 1949 |
| 18.641 et 18.642 | 1947 |
| 18.716 à 18.720 | 1949 |
| 18.722 | 1948 |
| 18.773 et 18.774 | 1947 |
| 18.786 et 18.787 | 1948 |
| 18.789 et 18.790 | 1948 |
| 18.822 à 18.825 | 1949 |
| 18.831 à 18.835 | 1949 |
| 18.836 | 1946 |
| 18.881 à 18.885 | 1946 |
| 18.941 à 18.945 | 1949 |
| 18.966 et 18.967 | 1949 |
| 18.979 | 1947 |
| 19.076 à 19.080 | 1947 |
| 19.086 à 19.090 | 1947 |
| 19.096 à 19.100 | 1946 |
| 19.176 à 19.180 | 1948 |
| 19.181 à 19.185 | 1949 |
| 19.427 à 19.430 | 1949 |
| 19.486 à 19.488 | 1948 |
| 19.506 à 19.509 | 1949 |
| 19.636 à 19.640 | 1946 |
| 19.646 | 1945 |
| 19.681 à 19.685 | 1947 |
| 19.690 | 1946 |
| 19.699 et 19.700 | 1946 |
| 19.704 à 19.708 | 1945 |
| 19.731 à 19.734 | 1946 |
| 19.736 à 19.740 | 1949 |
| 19.786 à 19.790 | 1946 |
| 19.856 à 19.859 | 1946 |
| 19.916 à 19.918 | 1948 |
| 20.017 à 20.020 | 1949 |
| 20.041 à 20.045 | 1948 |
| 20.046 à 20.050 | 1949 |
| 20.078 | 1949 |
| 20.082 | 1946 |
| 20.084 | 1946 |
| 20.096 | 1949 |
| 20.126 | Avr. 1943 |
| 20.186 à 20.190 | 1949 |
| 20.191 à 20.195 | 1945 |
| 20.196 à 20.200 | 1947 |
| 20.221 et 20.222 | 1945 |
| 20.241 et 20.242 | 1948 |
| 20.236 à 20.240 | 1947 |
| 20.296 à 20.300 | 1949 |
| 20.301 à 20.303 | 1949 |
| 20.371 | 1947 |
| 20.448 à 20.450 | 1947 |
| 20.510 | 1946 |
| 20.516 à 20.520 | 1949 |
| 20.521 à 20.524 | 1949 |
| 20.559 et 20.560 | 1947 |
| 20.576 à 20.578 | 1947 |
| 20.599 et 20.600 | 1949 |
| 20.676 à 20.680 | 1949 |
| 20.691 à 20.695 | 1948 |
| 20.726 à 20.730 | 1949 |
| 20.781 à 20.783 | 1949 |
| 20.806 à 20.810 | 1949 |
| 20.817 | Oct. 1943 |
| 20.846 à 20.850 | 1946 |
| 20.861 | 1945 |
| 20.871 et 20.872 | 1947 |
| 20.951 à 20.955 | 1947 |
| 20.976 à 20.980 | 1947 |
| 21.121 à 21.125 | 1949 |
| 21.136 | 1947 |
| 21.140 | 1947 |
| 21.146 | 1946 |
| 21.156 et 21.157 | 1949 |
| 21.160 | 1949 |
| 21.166 à 21.170 | 1949 |
| 21.176 à 21.179 | 1948 |
| 21.230 | 1947 |
| 21.246 à 21.250 | 1949 |
| 21.251 à 21.256 | 1949 |
| 21.261 | 1942 |
| 21.316 et 21.317 | 1949 |
| 21.371 à 21.375 | 1949 |
| 21.411 à 21.413 | Avr. 1943 |
| 21.441 et 21.442 | 1947 |
| 21.511 | 1948 |
| 21.541 à 21.544 | 1945 |
| 21.591 et 21.592 | 1947 |
| 21.718 à 21.720 | 1948 |
| 21.731 à 21.735 | 1949 |
| 21.736 à 21.740 | 1949 |
| 21.797 et 21.798 | 1946 |
| 21.821 à 21.824 | 1947 |
| 21.911 et 21.912 | 1948 |
| 21.926 à 21.930 | 1948 |
| 22.050 | 1944 |
| 22.056 à 22.060 | 1949 |
| 22.102 à 22.105 | 1949 |
| 22.121 à 22.125 | 1948 |
| 22.186 | 1949 |
| 22.200 | 1949 |
| 22.302 et 22.303 | 1949 |
| 22.316 | 1946 |
| 22.326 à 22.330 | 1948 |
| 22.556 à 22.560 | 1949 |
| 22.621 à 22.624 | 1948 |
| 22.631 à 22.635 | 1949 |
| 22.636 à 22.640 | 1949 |
| 22.652 et 22.654 | 1948 |
| 22.732 | 1946 |
| 22.846 à 22.850 | 1948 |
| 22.891 à 22.894 | 1947 |
| 22.931 à 22.935 | 1949 |
| 22.948 et 22.949 | 1948 |
| 22.986 à 22.988 | 1947 |
| 23.041 et 23.042 | Avr. 1943 |
| 23.072 à 23.075 | 1949 |
| 23.116 à 23.120 | 1949 |
| 23.185 | 1949 |
| 23.201 à 23.203 | 1946 |
| 23.351 à 23.355 | 1949 |
| 23.363 et 23.364 | 1944 |
| 23.370 | 1948 |
| 23.406 à 23.410 | 1947 |
| 23.431 à 23.435 | 1948 |
| 23.446 à 23.450 | 1948 |
| 23.470 | 1949 |
| 23.478 à 23.480 | 1949 |
| 23.483 et 23.484 | 1947 |
| 23.491 et 23.495 | 1949 |
| 23.581 à 23.585 | 1949 |
| 23.586 à 23.590 | 1945 |
| 23.613 à 23.615 | 1948 |
| 23.821 à 23.825 | 1947 |
| 23.880 | 1946 |
| 23.886 | 1949 |
| 23.890 | 1949 |
| 23.921 à 23.925 | 1949 |
| 23.926 à 23.930 | 1945 |
| 23.931 et 23.934 | 1946 |
| 24.092 à 24.095 | 1949 |
| 24.131 à 24.135 | 1948 |
| 24.163 à 24.165 | 1947 |
| 24.176 à 24.180 | 1947 |
| 24.186 à 24.190 | 1948 |
| 24.196 à 24.200 | 1949 |
| 24.201 et 24.202 | 1949 |
| 24.204 | 1949 |
| 24.217 à 24.220 | 1948 |
| 24.281 à 24.285 | 1946 |
| 24.311 et 24.315 | 1948 |
| 24.358 à 24.360 | 1946 |
| 24.396 | 1947 |
| 24.418 et 24.419 | 1948 |
| 24.433 à 24.435 | 1949 |
| 24.436 et 24.439 | 1947 |
| 24.521 | 1946 |
| 24.531 à 24.533 | 1948 |
| 24.561 à 24.565 | 1949 |
| 24.624 | Oct. 1943 |
| 24.707 et 24.708 | 1948 |
| 24.757 | 1945 |
| 24.816 à 24.820 | 1949 |
| 24.870 | 1946 |
| 24.871 à 24.875 | 1949 |
| 24.883 à 24.885 | 1946 |
| 24.896 et 24.897 | 1949 |
| 24.966 à 24.970 | 1948 |

## Les Coopérateurs du Midi

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE CONSOMMATION
A CAPITAL ET PERSONNEL VARIABLES
SIÈGE SOCIAL : AVENUE CHARLES-GIDE
A LA SEYNE-SUR-MER (VAR)

**Liste des deux cent quatre-vingt-dix-sept obligations 5 1/2 0/0 1931 sorties au tirage du 14 avril 1949 et remboursables le 1er juin 1949.**

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 22 | 30 | 78 | 90 | 92 | 106 | 128 | 141 |
| 147 | 152 | 156 | 157 | 170 | 177 | 181 | 189 |
| 195 | 212 | 235 | 266 | 289 | 296 | 297 | 320 |
| 333 | 343 | 405 | 410 | 447 | 458 | 473 | 476 |
| 554 | 558 | 606 | 615 | 647 | 662 | 723 | 725 |
| 732 | 781 | 812 | 838 | 861 | 863 | 892 | 909 |
| 922 | 923 | 932 | 959 | 979 | 984 | 1.005 | 1.023 |
| 1.094 | 1.100 | 1.106 | 1.126 | 1.138 | 1.154 | 1.171 | 1.198 |
| 1.204 | 1.222 | 1.272 | 1.293 | 1.372 | 1.389 | 1.413 | 1.416 |
| 1.426 | 1.435 | 1.496 | 1.497 | 1.511 | 1.524 | 1.554 | 1.568 |
| 1.589 | 1.595 | 1.597 | 1.641 | 1.655 | 1.661 | 1.667 | 1.685 |
| 1.710 | 1.718 | 1.721 | 1.750 | 1.758 | 1.774 | 1.783 | 1.816 |
| 1.819 | 1.831 | 1.832 | 1.868 | 1.875 | 1.909 | 1.913 | 1.952 |
| 1.954 | 1.969 | 1.979 | 2.018 | 2.085 | 2.116 | 2.166 | 2.190 |
| 2.197 | 2.251 | 2.292 | 2.313 | 2.330 | 2.378 | 2.382 | 2.408 |
| 2.433 | 2.444 | 2.512 | 2.519 | 2.536 | 2.542 | 2.566 | 2.569 |
| 2.573 | 2.579 | 2.594 | 2.604 | 2.616 | 2.633 | 2.676 | 2.677 |
| 2.693 | 2.694 | 2.708 | 2.722 | 2.724 | 2.814 | 2.839 | 2.881 |
| 2.924 | 2.979 | 2.980 | 2.991 | 3.013 | 3.117 | 3.118 | 3.148 |
| 3.163 | 3.178 | 3.182 | 3.225 | 3.227 | 3.245 | 3.261 | 3.267 |
| 3.286 | 3.317 | 3.339 | 3.357 | 3.402 | 3.419 | 3.425 | 3.433 |
| 3.436 | 3.454 | 3.472 | 3.516 | 3.517 | 3.525 | 3.550 | 3.562 |
| 3.581 | 3.585 | 3.588 | 3.615 | 3.647 | 3.656 | 3.675 | 3.690 |
| 3.708 | 3.752 | 3.757 | 3.781 | 3.791 | 3.799 | 3.822 | 3.865 |
| 3.900 | 3.926 | 3.942 | 3.964 | 3.998 | 4.025 | 4.038 | 4.045 |
| 4.066 | 4.080 | 4.089 | 4.096 | 4.100 | 4.108 | 4.113 | 4.202 |
| 4.216 | 4.273 | 4.283 | 4.286 | 4.290 | 4.292 | 4.296 | 4.309 |
| 4.469 | 4.476 | 4.499 | 4.528 | 4.535 | 4.546 | 4.567 | 4.568 |
| 4.570 | 4.626 | 4.647 | 4.678 | 4.761 | 4.781 | 4.811 | 4.816 |
| 4.850 | 4.851 | 4.856 | 4.933 | 4.998 | 4.961 | 4.976 | 4.984 |
| 4.997 | 5.005 | 5.031 | 5.037 | 5.038 | 5.066 | 5.079 | 5.104 |
| 5.121 | 5.145 | 5.187 | 5.198 | 5.212 | 5.235 | 5.239 | 5.241 |
| 5.256 | 5.264 | 5.272 | 5.336 | 5.358 | 5.369 | 5.377 | 5.396 |
| 5.403 | 5.414 | 5.433 | 5.447 | 5.465 | 5.499 | 5.527 | 5.536 |
| 5.544 | 5.554 | 5.575 | 5.612 | 5.621 | 5.627 | 5.649 | 5.702 |
| 5.753 | 5.802 | 5.819 | 5.833 | 5.843 | 5.865 | 5.907 | 5.911 |
| 5.919 | 5.929 | 5.930 | 5.938 | 5.953 | 5.975 | 5.985 | 5.997 |
| 5.998 | | | | | | | |

**Obligations sorties aux tirages antérieurs et non présentées au remboursement.**

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 85 | 223 | 226 | 254 | 487 | 488 | 489 | 542 |
| 543 | 666 | 667 | 708 | 713 | 990 | 1.042 | 1.074 |
| 1.078 | 1.153 | 1.592 | 1.593 | 1.612 | 1.613 | 1.614 | 1.617 |
| 1.620 | 1.624 | 1.637 | 1.645 | 1.647 | 1.671 | 1.676 | 1.680 |
| 1.778 | 1.890 | 2.030 | 2.066 | 2.068 | 2.071 | 2.075 | 2.297 |
| 2.469 | 2.647 | 2.656 | 2.658 | 2.664 | 2.667 | 2.763 | 2.766 |
| 2.769 | 2.781 | 2.783 | 2.785 | 2.840 | 2.853 | 2.854 | 2.930 |
| 2.963 | 2.984 | 2.996 | 2.999 | 3.066 | 3.069 | 3.101 | 3.106 |
| 3.111 | 3.112 | 3.147 | 3.151 | 3.158 | 3.257 | 3.337 | 3.368 |
| 3.372 | 3.401 | 3.415 | 3.594 | 3.648 | 3.694 | 3.710 | 3.741 |
| 3.748 | 3.754 | 3.802 | 3.925 | 3.932 | 3.952 | 3.954 | 3.955 |
| 3.971 | 3.972 | 4.072 | 4.073 | 4.101 | 4.102 | 4.104 | 4.116 |
| 4.131 | 4.447 | 4.336 | 4.342 | 4.250 | 4.259 | 4.274 | 4.475 |
| 4.624 | 4.656 | 4.823 | 4.827 | 4.848 | 5.004 | 5.087 | 5.370 |
| 5.434 | 5.510 | 5.516 | 5.519 | 5.520 | 5.522 | 5.583 | 5.652 |
| 5.687 | 5.690 | 5.714 | 5.761 | 5.768 | 5.784 | 5.818 | 5.830 |
| 5.831 | 5.834 | 5.850 | 5.873 | 5.879 | 5.880 | 5.882 | 5.883 |
| 5.933 | 5.936 | 5.959 | 5.963 | 5.966 | 5.977 | 5.993 | |

## Société Industrielle de Ferblanterie

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 48.840.000 F
SIÈGE SOCIAL :
39, BOULEVARD BEAUMARCHAIS, PARIS
Registre du commerce : Seine n° 71635.

*Obligations de 5.000 F 6 0/0 1948.*

**Premier amortissement du 15 juin 1949.**

MM. les obligataires sont informés que la société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission de ses obligations de 5.000 F 6 0/0 1948, a procédé par voie de rachats en Bourse à son amortissement du 15 juin 1949.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

(*Le tableau d'amortissement a été publié au* Journal officiel *du 22 juillet 1948.*)

# BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 39.948.000 F

SIÈGE SOCIAL : 55, RUE DE LA VERRERIE, PARIS

Registre du commerce : Seine, n° 94794.

*Obligations de* 1.000 *F* 5 0/0 1931.

## LISTE NUMERIQUE

**1° Des 796 obligations sorties au sixième tirage au sort du jeudi 14 avril 1949 et formant, avec les 570 obligations rachetées en Bourse par la société émettrice, la totalité des 1.366 obligations à amortir au 15 mai 1949.**

Pour régulariser l'amortissement, il a été sorti 10 numéros complémentaires, ce qui porte la liste à 806, en remplacement des numéros 22.321 à 22.330 déjà rachetés en Bourse et sortis par erreur au tirage du 27 avril 1948.

**2° Des obligations sorties aux tirages antérieurs et parmi lesquelles figurent des obligations non encore présentées au remboursement.**

| NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 41 à 50 | 1948 | 7.251 à 7.260 | 1949 | 12.891 à 12.900 | 1949 | 18.561 à 18.570 | 1949 | 25.341 à 25.350 | 1948 |
| 71 à 80 | 1949 | 7.321 à 7.330 | 1947 | 12.991 à 13.000 | 1946 | 18.721 à 18.730 | 1948 | 25.381 à 25.390 | 1948 |
| 81 à 90 | 1947 | 7.341 à 7.350 | 1945 | 13.201 à 13.210 | 1949 | 18.931 à 18.940 | 1949 | 25.501 à 25.510 | 1942 |
| 461 à 470 | 1949 | 7.461 à 7.470 | 1946 | 13.281 à 13.290 | 1949 | 18.941 à 18.950 | 1949 | 25.601 à 25.610 | 1949 |
| 511 à 520 | 1948 | 7.481 à 7.490 | 1948 | 13.451 à 13.460 | 1947 | 18.971 à 18.980 | 1947 | 25.621 à 25.630 | 1948 |
| 591 à 600 | 1948 | 7.581 à 7.590 | 1945 | 13.481 à 13.490 | 1942 | 19.001 à 19.010 | 1949 | 25.711 à 25.720 | 1949 |
| 631 à 640 | 1947 | 7.611 à 7.620 | 1947 | 13.551 à 13.560 | 1945 | 19.131 à 19.140 | 1948 | 25.751 à 25.760 | 1947 |
| 661 à 670 | 1946 | 7.631 à 7.640 | 1949 | 13.611 à 13.620 | 1949 | 19.161 à 19.170 | 1946 | 25.811 à 25.820 | 1949 |
| 721 à 730 | 1948 | 7.711 à 7.720 | 1944 | 13.621 à 13.630 | 1947 | 19.181 à 19.190 | 1949 | 25.841 à 25.850 | 1947 |
| 791 à 800 | 1947 | 7.741 à 7.750 | 1941 | 13.821 à 13.830 | 1949 | 19.431 à 19.440 | 1949 | 25.911 à 25.920 | 1948 |
| 851 à 860 | 1947 | 7.751 à 7.760 | 1949 | 13.861 à 13.870 | 1949 | 19.541 à 19.550 | 1948 | 25.981 à 25.990 | 1947 |
| 891 à 900 | 1946 | 7.761 à 7.770 | 1946 | 13.921 à 13.930 | 1945 | 19.621 à 19.630 | 1948 | 26.391 à 26.400 | 1947 |
| 900 à 910 | 1949 | 7.921 à 7.930 | 1948 | 13.971 à 13.980 | 1947 | 19.721 à 19.730 | 1949 | 26.431 à 26.440 | 1948 |
| 1.181 à 1.190 | 1947 | 7.971 à 7.980 | 1949 | 13.981 à 13.990 | 1946 | 19.821 à 19.830 | 1948 | 26.481 à 26.490 | 1949 |
| 1.441 à 1.450 | 1943 | 8.021 à 8.030 | 1949 | 14.261 à 14.270 | 1948 | 19.881 à 19.890 | 1946 | 26.761 à 26.770 | 1948 |
| 1.501 à 1.510 | 1949 | 8.421 à 8.430 | 1949 | 14.281 à 14.290 | 1947 | 19.891 à 19.900 | 1946 | 26.861 à 26.870 | 1948 |
| 1.871 à 1.880 | 1948 | 8.471 à 8.480 | 1948 | 14.341 à 14.350 | 1947 | 19.901 à 19.910 | 1948 | 26.981 à 26.990 | 1948 |
| 1.951 à 1.960 | 1946 | 8.511 à 8.520 | 1944 | 14.401 à 14.410 | 1949 | 20.051 à 20.060 | 1944 | 27.011 à 27.020 | 1945 |
| 2.091 à 2.100 | 1948 | 8.581 à 8.590 | 1948 | 14.421 à 14.430 | 1949 | 20.191 à 20.200 | 1949 | 27.051 à 27.060 | 1948 |
| 2.281 à 2.290 | 1946 | 8.611 à 8.620 | 1946 | 14.471 à 14.480 | 1946 | 20.261 à 20.270 | 1948 | 27.141 à 27.150 | 1948 |
| 2.491 à 2.500 | 1948 | 8.631 à 8.640 | 1949 | 14.501 à 14.510 | 1944 | 20.291 à 20.300 | 1948 | 27.251 à 27.260 | 1948 |
| 2.531 à 2.540 | 1943 | 8.681 à 8.690 | 1947 | 14.561 à 14.570 | 1946 | 20.371 à 20.380 | 1945 | 27.261 à 27.270 | 1948 |
| 2.841 à 2.850 | 1946 | 8.761 à 8.770 | 1946 | 14.571 à 14.580 | 1948 | 20.571 à 20.580 | 1947 | 27.331 à 27.340 | 1948 |
| 2.901 à 2.910 | 1949 | 8.891 à 8.900 | 1947 | 14.801 à 14.810 | 1948 | 20.591 à 20.600 | 1949 | 27.501 à 27.510 | 1949 |
| 2.981 à 2.990 | 1943 | 8.931 à 8.940 | 1948 | 15.001 à 15.010 | 1947 | 20.871 à 20.880 | 1947 | 27.551 à 27.560 | 1947 |
| 3.091 à 3.100 | 1948 | 9.061 à 9.070 | 1948 | 15.111 à 15.120 | 1949 | 20.951 à 20.960 | 1949 | 27.721 à 27.730 | 1942 |
| 3.351 à 3.360 | 1947 | 9.131 à 9.140 | 1947 | 15.211 à 15.220 | 1949 | 21.001 à 21.010 | 1949 | 27.761 à 27.770 | 1947 |
| 3.581 à 3.590 | 1946 | 9.181 à 9.190 | 1947 | 15.241 à 15.250 | 1948 | 21.031 à 21.040 | 1949 | 27.781 à 27.790 | 1948 |
| 3.601 à 3.610 | 1949 | 9.191 à 9.200 | 1947 | 15.271 à 15.280 | 1947 | 21.041 à 21.050 | 1947 | 28.031 à 28.040 | 1948 |
| 3.821 à 3.830 | 1947 | 9.251 à 9.260 | 1947 | 15.361 à 15.370 | 1946 | 21.121 à 21.130 | 1948 | 28.081 à 28.090 | 1943 |
| 4.151 à 4.160 | 1949 | 9.431 à 9.440 | 1948 | 15.491 à 15.500 | 1948 | 21.181 à 21.190 | 1946 | 28.131 à 28.140 | 1947 |
| 4.201 à 4.210 | 1945 | 9.531 à 9.540 | 1945 | 15.501 à 15.510 | 1948 | 21.301 à 21.310 | 1948 | 28.211 à 28.220 | 1942 |
| 4.621 à 4.630 | 1949 | 9.541 à 9.550 | 1948 | 15.521 à 15.530 | 1948 | 21.441 à 21.450 | 1948 | 28.421 à 28.430 | 1949 |
| 4.681 à 4.690 | 1945 | 9.631 à 9.640 | 1942 | 15.531 à 15.540 | 1949 | 21.451 à 21.460 | 1948 | 28.441 à 28.450 | 1942 |
| 4.791 à 4.800 | 1947 | 9.761 à 9.770 | 1948 | 15.551 à 15.560 | 1948 | 21.521 à 21.530 | 1945 | 28.481 à 28.490 | 1946 |
| 4.851 à 4.860 | 1949 | 9.831 à 9.840 | 1948 | 15.561 à 15.570 | 1949 | 21.541 à 21.550 | 1946 | 28.571 à 28.580 | 1949 |
| 4.881 à 4.890 | 1947 | 9.891 à 9.900 | 1949 | 15.601 à 15.610 | 1947 | 21.581 à 21.590 | 1947 | 28.691 à 28.700 | 1949 |
| 4.911 à 4.920 | 1944 | 10.091 à 10.100 | 1945 | 15.831 à 15.840 | 1948 | 21.681 à 21.690 | 1947 | 28.711 à 28.720 | 1946 |
| 5.041 à 5.050 | 1949 | 10.161 à 10.170 | 1947 | 15.931 à 15.940 | 1948 | 21.811 à 21.820 | 1945 | 28.801 à 28.810 | 1948 |
| 5.061 à 5.070 | 1948 | 10.211 à 10.220 | 1948 | 16.001 à 16.010 | 1949 | 21.981 à 21.990 | 1948 | 28.841 à 28.850 | 1949 |
| 5.071 à 5.080 | 1947 | 10.451 à 10.460 | 1946 | 16.021 à 16.030 | 1949 | 22.031 à 22.040 | 1942 | 28.861 à 28.870 | 1948 |
| 5.251 à 5.260 | 1949 | 10.551 à 10.560 | 1948 | 16.031 à 16.040 | 1948 | 22.281 à 22.290 | 1949 | 28.921 à 28.930 | 1948 |
| 5.271 à 5.280 | 1947 | 10.561 à 10.570 | 1947 | 16.111 à 16.120 | 1947 | 22.521 à 22.530 | 1948 | 29.021 à 29.030 | 1946 |
| 5.281 à 5.290 | 1948 | 10.651 à 10.660 | 1949 | 16.211 à 16.220 | 1948 | 22.551 à 22.560 | 1947 | 29.031 à 29.035 | 1949 |
| 5.461 à 5.470 | 1947 | 10.691 à 10.700 | 1946 | 16.381 à 16.390 | 1948 | 22.651 à 22.660 | 1948 | 29.061 à 29.070 | 1947 |
| 5.471 à 5.480 | 1942 | 10.701 à 10.710 | 1949 | 16.421 à 16.430 | 1949 | 23.071 à 23.080 | 1948 | 29.101 à 29.110 | 1946 |
| 5.541 à 5.550 | 1949 | 10.891 à 10.900 | 1949 | 16.481 à 16.490 | 1949 | 23.171 à 23.180 | 1944 | 29.191 à 29.200 | 1949 |
| 5.581 à 5.590 | 1947 | 11.001 à 11.010 | 1944 | 16.541 à 16.550 | 1948 | 23.201 à 23.210 | 1947 | 29.291 à 29.300 | 1946 |
| 5.611 à 5.620 | 1946 | 11.151 à 11.160 | 1947 | 16.701 à 16.710 | 1948 | 23.341 à 23.350 | 1949 | 29.951 à 29.600 | 1946 |
| 5.721 à 5.730 | 1948 | 11.201 à 11.210 | 1948 | 16.871 à 16.880 | 1946 | 23.371 à 23.380 | 1947 | 29.641 à 29.650 | 1946 |
| 5.751 à 5.760 | 1949 | 11.451 à 11.460 | 1948 | 16.881 à 16.890 | 1947 | 23.531 à 23.540 | 1946 | 29.691 à 29.700 | 1949 |
| 5.761 à 5.770 | 1948 | 11.491 à 11.500 | 1948 | 16.921 à 16.930 | 1949 | 23.631 à 23.640 | 1946 | 29.721 à 29.730 | 1948 |
| 5.821 à 5.830 | 1948 | 11.551 à 11.560 | 1948 | 16.931 à 16.940 | 1945 | 23.871 à 23.880 | 1947 | 29.841 à 29.850 | 1945 |
| 6.031 à 6.040 | 1947 | 11.661 à 11.670 | 1947 | 17.051 à 17.060 | 1945 | 24.221 à 24.230 | 1947 | 29.881 à 29.890 | 1946 |
| 6.091 à 6.100 | 1946 | 11.811 à 11.820 | 1947 | 17.321 à 17.330 | 1946 | 24.291 à 24.300 | 1948 | 29.921 à 29.930 | 1945 |
| 6.221 à 6.230 | 1947 | 11.841 à 11.850 | 1947 | 17.371 à 17.380 | 1947 | 24.311 à 24.320 | 1947 | 30.291 à 30.300 | 1945 |
| 6.291 à 6.300 | 1946 | 11.851 à 11.860 | 1949 | 17.421 à 17.430 | 1949 | 24.431 à 24.440 | 1946 | 30.301 à 30.310 | 1945 |
| 6.381 à 6.390 | 1946 | 11.991 à 12.000 | 1946 | 17.431 | 1947 | 24.451 à 24.460 | 1949 | 30.341 à 30.350 | 1948 |
| 6.411 à 6.420 | 1947 | 12.181 à 12.190 | 1945 | 17.541 à 17.550 | 1948 | 24.461 à 24.470 | 1947 | 30.401 à 30.410 | 1941 |
| 6.471 à 6.480 | 1948 | 12.201 à 12.210 | 1947 | 17.591 à 17.600 | 1947 | 24.691 à 24.700 | 1947 | 30.661 à 30.670 | 1948 |
| 6.531 à 6.540 | 1948 | 12.301 à 12.310 | 1947 | 17.661 à 17.670 | 1949 | 24.801 à 24.810 | 1944 | 30.791 à 30.800 | 1949 |
| 6.551 à 6.560 | 1947 | 12.451 à 12.460 | 1948 | 17.821 à 17.830 | 1942 | 24.821 à 24.830 | 1949 | 30.801 à 30.810 | 1949 |
| 6.771 à 6.780 | 1947 | 12.591 à 12.600 | 1949 | 17.891 à 17.900 | 1947 | 24.831 à 24.840 | 1947 | 31.031 à 31.040 | 1947 |
| 6.931 à 6.940 | 1948 | 12.621 à 12.630 | 1949 | 17.971 à 17.980 | 1949 | 24.851 à 24.860 | 1947 | 31.081 à 31.090 | 1949 |
| 6.961 à 6.970 | 1949 | 12.671 à 12.680 | 1946 | 18.131 à 18.140 | 1948 | 24.871 à 24.880 | 1949 | 31.091 à 31.100 | 1948 |
| 7.081 à 7.090 | 1947 | 12.701 à 12.710 | 1949 | 18.251 à 18.260 | 1947 | 24.901 à 24.910 | 1947 | 31.261 à 31.270 | 1948 |
| 7.121 à 7.130 | 1948 | 12.871 à 12.880 | 1949 | 18.371 à 18.380 | 1947 | 25.171 à 25.180 | 1947 | 31.271 à 31.280 | 1946 |
| 7.181 à 7.190 | 1949 | 12.881 à 12.890 | 1947 | 18.431 à 18.440 | 1947 | 25.251 à 25.260 | 1949 | 31.371 à 31.380 | 1947 |

| NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 31.451 à 31.460 | 1948 | 32.991 à 33.000 | 1947 | 34.771 à 34.780 | 1946 | 37.221 à 37.230 | 1949 | 38.441 à 38.450 | 1947 |
| 31.681 à 31.690 | 1948 | 33.011 à 33.017 | 1948 | 34.911 à 34.920 | 1949 | 37.261 à 37.270 | 1949 | 38.461 à 38.470 | 1949 |
| 31.791 à 31.800 | 1944 | 33.051 à 33.060 | 1949 | 35.161 à 35.170 | 1947 | 37.381 à 37.390 | 1948 | 38.701 à 38.710 | 1946 |
| 31.821 à 31.830 | 1943 | 33.201 à 33.210 | 1945 | 35.191 à 35.200 | 1948 | 37.421 à 37.430 | 1947 | 38.711 à 38.720 | 1945 |
| 31.851 à 31.860 | 1947 | 33.321 à 33.330 | 1948 | 35.281 à 35.290 | 1948 | 37.531 à 37.540 | 1949 | 38.901 à 38.910 | 1946 |
| 31.871 à 31.880 | 1945 | 33.351 à 33.360 | 1946 | 35.921 à 35.930 | 1947 | 37.591 à 37.600 | 1949 | 38.981 à 38.990 | 1949 |
| 32.031 à 32.040 | 1948 | 33.381 à 33.390 | 1942 | 36.011 à 36.020 | 1947 | 37.671 à 37.680 | 1946 | 39.071 à 39.080 | 1948 |
| 32.121 à 32.130 | 1947 | 33.581 à 33.590 | 1947 | 36.191 à 36.200 | 1946 | 37.701 à 37.710 | 1948 | 39.481 à 39.490 | 1947 |
| 32.171 à 32.180 | 1947 | 33.631 à 33.640 | 1944 | 36.271 à 36.280 | 1948 | 37.731 à 37.740 | 1949 | 39.621 à 39.630 | 1949 |
| 32.221 à 32.230 | 1946 | 33.911 à 33.920 | 1948 | 36.571 à 36.580 | 1946 | 37.791 à 37.800 | 1946 | 39.701 à 39.710 | 1949 |
| 32.531 à 32.540 | 1948 | 33.951 à 33.960 | 1945 | 36.691 à 36.700 | 1946 | 37.861 à 37.870 | 1949 | 39.871 à 39.880 | 1946 |
| 32.691 à 32.700 | 1945 | 33.981 à 33.990 | 1947 | 36.981 à 36.990 | 1944 | 37.875 à 37.880 | 1945 | 39.911 à 39.920 | 1949 |
| 32.791 à 32.800 | 1946 | 34.071 à 34.080 | 1949 | 37.071 à 37.080 | 1947 | 37.891 à 37.900 | 1949 | 39.961 à 39.970 | 1948 |
| 32.841 à 32.850 | 1949 | 34.371 à 34.380 | 1949 | 37.141 à 37.150 | 1948 | 38.361 à 38.370 | 1945 | 39 971 à 39.980 | 1947 |
| 32.951 à 32.960 | 1946 | 34.581 à 34.590 | 1949 | 37.201 à 37.210 | 1946 | 38.371 à 38.380 | 1949 | 39.991 à 40.000 | 1947 |
| 32.961 à 32.970 | 1949 | 34.661 à 34.670 | 1947 | 37.211 à 37.220 | 1946 | 38.421 à 38.430 | 1947 | | |

## REMBOURSEMENT ANTICIPÉ DES DETTES

### Compagnie Foncière d'Indochine

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.400.000 F

SIÈGE SOCIAL :

232, RUE DU GÉNÉRAL-DE-GAULLE, SAIGON

Registre du commerce: SAIGON n° 156.

**Appel au remboursement anticipé des obligations 6 1/2 0/0 1929.**

MM. les propriétaires et porteurs des obligations 6 1/2 0/0 de 1.000 F nominal, émises par la Compagnie foncière d'Indochine en 1929, sont avisés que ladite société a décidé de procéder au remboursement anticipé au 15 juin 1949 de la totalité desdites obligations non encore amorties à cette date.

En conséquence, ces obligations seront mises en remboursement à partir du 15 juin 1949 et cesseront de porter intérêt à partir de cette date.

Le remboursement de ces obligations sera effectué aux guichets des établissements suivants:

Banque nationale pour le commerce et l'industrie, 16, boulevard des Italiens, Paris (9e);

Banque franco-chinoise pour le commerce et l'industrie, 74, rue Saint-Lazare, à Paris, et à son agence de Saigon, rue Phu-Kiet.

En même temps que le remboursement des obligations, comme il est ci-dessus indiqué, il sera mis également en payement, sous déduction des impôts exigibles, la fraction de l'intérêt couru sur ces obligations depuis le 1er mars 1949 jusqu'au 15 juin 1949 inclus.

Les obligations au porteur devront être présentées coupons n° 41 et suivants attachés.

Dans le cas où il manquerait un ou plusieurs coupons, le montant nominal du ou des coupons manquants sera déduit de la somme à payer au porteur du titre.

*Le conseil d'administration.*

### Compagnie Foncière d'Indochine

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.400.000 F

SIÈGE SOCIAL :

232, RUE DU GÉNÉRAL-DE-GAULLE, SAIGON

Registre du commerce : Saigon n° 166.

**Appel au remboursement anticipé des obligations 6 0 0 1930.**

MM. les propriétaires et porteurs des obligations 6 0/0 de 1.000 F nominal, émises par la Compagnie foncière d'Indochine en 1930, sont avisés que ladite société a décidé de procéder au remboursement anticipé, au 15 juin 1949, de la totalité desdites obligations non encore amorties à cette date.

En conséquence, ces obligations seront mises en remboursement à partir du 15 juin 1949 et cesseront de porter intérêt à partir de cette date.

Le remboursement de ces obligations sera effectué aux guichets des établissements suivants:

Banque nationale pour le commerce et l'industrie, 16, boulevard des Italiens, Paris (9e);

Banque franco-chinoise pour le commerce et l'industrie, 74, rue Saint-Lazare, Paris, et à son agence de Saigon, rue Phu-Kiet.

En même temps que le remboursement des obligations, comme il est ci-dessus indiqué, il sera mis également en payement, sous déduction des impôts exigibles, la fraction de l'intérêt couru sur ces obligations depuis le 15 janvier 1949 jusqu'au 15 juin inclus.

Les obligations au porteur devront être présentées coupons n° 39 et suivants attachés.

Dans le cas où il manquerait un ou plusieurs coupons, le montant nominal du ou des coupons manquants sera déduit de la somme à payer au porteur du titre.

*Le conseil d'administration.*

## ANNONCES JUDICIAIRES ET LÉGALES

### SEQUESTRES

Par ordonnance en date du 12 avril 1949, le président du tribunal civil de la Seine a, au titre des profits illicites, donné mainlevée du séquestre dont font l'objet les biens de la société à responsabilité limitée Harold, 240, rue Rivoli, à Paris, ordonnance de mise sous séquestre du 28 avril 1947.

Par ordonnance en date du 12 avril 1949, le président du tribunal civil de la Seine a, au titre des profits illicites, donné mainlevée du séquestre dont font l'objet les biens de la société à responsabilité limitée La Couture perfectionnée, 60, rue de Provence, à Paris, ordonnance de mise sous séquestre du 9 septembre 1947.

Par ordonnance en date du 12 avril 1949, le président du tribunal civil de la Seine a, au titre des profits illicites, donné mainlevée du séquestre dont font l'objet les biens de la société à responsabilité limitée Barnett, 19, avenue Victor-Hugo, à Paris, ordonnance de mise sous séquestre du 2 juillet 1947.

Par ordonnance en date du 12 avril 1949, le président du tribunal civil de la Seine a, au titre des profits illicites, donné mainlevée du séquestre dont font l'objet les biens de la société à responsabilité limitée Paris-Travail, 35, rue de Turbigo, à Paris, ordonnance de mise sous séquestre du 7 juillet 1947.

Par ordonnance en date du 12 avril 1949, le président du tribunal civil de la Seine a, au titre des profits illicites, donné mainlevée du séquestre dont font l'objet les biens de la société à responsabilité limitée Elbor, 137, rue Saint-Martin, à Paris, ordonnance de mise sous séquestre du 8 décembre 1947.

Par ordonnance en date du 12 avril 1949, le président du tribunal civil de la Seine a, au titre des profits illicites, donné mainlevée du séquestre dont font l'objet les biens de la société à responsabilité limitée Perfecta, 28, rue Jeanne-d'Arc, à Rouen (Seine-Inférieure), ordonnance de mise sous séquestre du 16 avril 1947.

Par ordonnance en date du 12 avril 1949, le président du tribunal civil de la Seine a, au titre des profits illicites, donné mainlevée du séquestre dont font l'objet les biens de la société à responsabilité limitée Palhol et Cie, 23, boulevard du Temple, à Paris, ordonnance de mise sous séquestre du 28 avril 1947.

Par ordonnance en date du 12 avril 1949, le président du tribunal civil de la Seine a, au titre des profits illicites, donné mainlevée du séquestre dont font l'objet les biens de la société à responsabilité limitée Selecta, 38, boulevard Barbès, à Paris, ordonnance de mise sous séquestre du 28 avril 1947.

Par ordonnance en date du 12 avril 1949, le président du tribunal civil de la Seine a, au titre des profits illicites, donné mainlevée du séquestre dont font l'objet les biens de la société à responsabilité limitée Au Col anglais, 80, rue La Fayette, à Paris, ordonnance de mise sous séquestre du 28 avril 1947.

Par ordonnance en date du 12 avril 1949, le président du tribunal civil de la Seine a donné mainlevée du séquestre dont font l'objet les biens de la société à responsabilité limitée Paris-Luxor, 35, rue de Turbigo, à Paris (3e), ordonnance de mise sous séquestre du 28 avril 1947.

Par ordonnance en date du 20 avril 1949, le président du tribunal civil de Rouen, a donné mainlevée des mesures de séquestre décidées par son ordonnance du 25 avril 1945 en ce qui concerne les biens possédés dans un chantier d'Oissel par la société Le Nord, 25, avenue Murillo, à Paris.

# AVIS D'ADJUDICATIONS

## AVIS DE CONCOURS

Un concours est ouvert à la mairie d'Antibes pour la fourniture et l'installation du matériel mécanique et électrique de dilacération et de refoulement des eaux usées du quartier de Juan-les-Pins, dans le bâtiment de la station Courbet.

Les entrepreneurs qui désirent y soumissionner devront adresser au maire d'Antibes, avant le 25 mai 1949, une demande d'admission accompagnée de références.

Celles-ci devront porter sur des installations automatiques de pompage et de broyage d'eaux usées urbaines recueillies en système séparatif et indiquer les débits des groupes moto-pompes utilisés.

Les demandes d'admission seront examinées par un jury qui arrêtera la liste des concurrents admis à participer au concours. A tous ceux agréés et par lettre recommandée avec accusé de réception, le maire adressera le devis-programme et les plans annexes et leur indiquera la date du concours.

# Demandes de changement de nom

M. Jean-Mathieu Klupa, né le 17 novembre 1915 à Andenbutel (Allemagne), demeurant 41, rue Maréschal, à Chaumont, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Masson, sous lequel il est généralement connu, afin de pouvoir s'appeler dorénavant Jean-Mathieu Masson.

# AVIS DIVERS

SOCIETE DES MINES ET FONDERIES DE ZINC

DE LA

## VIEILLE-MONTAGNE

SOCIÉTÉ ANONYME

SIÈGE SOCIAL: A ANGLEUR

Registre du commerce: Liége n° 202.

**Cent douzième exercice.**

L'assemblée générale annuelle aura lieu au siège social à Angleur (près Liége), le samedi 28 mai courant, à quatorze heures et demie.

ORDRE DU JOUR

1° Rapports du conseil d'administration et du collège des commissaires;
2° Approbation du bilan et du compte de profits et pertes de l'exercice 1948;
3° Décharge aux administrateurs et commissaires;
4° Nominations statutaires.

MM. les actionnaires sont priés de se conformer à l'article 29 des statuts.

Le dépôt des titres au porteur se fera:
Soit à Angleur, à la caisse de la direction générale de la société;
Soit à Bruxelles, à la Banque de la Société générale de Belgique;
Soit à Liége, à la Banque Nagelmackers fils et Cie, 32, rue des Dominicains.

A Paris, le dépôt des récépissés représentatifs des titres au porteur se fera aux bureaux de la société, 19, rue Richer.

Il sera délivré de ces dépôts un récépissé qui servira de carte d'admission à l'assemblée.

*Le conseil d'administration.*

# DÉCLARATIONS D'ASSOCIATIONS

**Prix des insertions des déclarations d'associations: 75 fr. la ligne**

## ASSOCIATIONS FRANÇAISES

**(Décret du 16 août 1901.)**

4 avril 1949. Déclaration à la préfecture de police. L'UNION FAMILIALE DU 15e ARRONDISSEMENT DE PARIS. Modification dans la composition du bureau et transfert du siège social du 111, rue de l'Abbé-Groult, au 5, rue Jean-Formigé, Paris.

9 avril 1949. Déclaration à la préfecture de police. CLUB SPORTIF DES PLANTES. Modification dans la composition du bureau. Siège social: 58, rue des Plantes, Paris.

11 avril 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Montmorillon. CLUB SPORTIF CHAUNAISIEN. But: pratique des sports et de l'éducation physique. Siège social: mairie de Chaunay.

11 avril 1949 Déclaration à la sous-préfecture de Vendôme. Société L'Esson. But: aider les familles dans leur tâche éducative et organisation de loisirs. Siège social: chez le président, M. le docteur Emile Calvet, au bourg de Pezou.

11 avril 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Millau. BRIDGE-CLUB DE MILLAU. But: réunions mondaines et artistiques. Siège social: chez M. René Guibert, président, 17, boulevard de la Capelle, Millau.

12 avril 1949 Déclaration à la préfecture de police. ASSOCIATION SPORTIVE STEIN ET ROUBAIX. But: pratique du football. Siège social: 164, avenue Paul-Vaillant-Couturier, la Courneuve.

13 avril 1949. Déclaration à la préfecture de police. CENTRE TECHNIQUE DES INDUSTRIES DU BOIS ET DE L'AMEUBLEMENT. But: étude de toutes questions concernant l'organisation technique et commerciale des industries du bois et de l'ameublement. Siège social: 36, avenue Hoche, Paris.

15 avril 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Mantes. GROUPEMENT AÉRIEN DE LA BANLIEUE OUEST. But: développement de l'aviation légère et sportive sur l'aérodrome de Mantes-Gassicourt. Siège social: mairie de Mantes.

15 avril 1949. Déclaration à la préfecture de police. L'Association sportive ouvrière du 10e arrondissement change son titre et devient ASSOCIATION SPORTIVE OLYMPIQUE DU 10e ARRONDISSEMENT. Siège social: 11 *bis*, passage Hébrard, Paris.

16 avril 1949. Déclaration à la préfecture de police. LES AMIS DU JOURNAL « L'ABEILLE ». But: contribuer à la diffusion, parmi les enfants, du journal « L'Abeille ». Siège social: 47, rue de Clichy, Paris.

16 avril 1949. Déclaration à la préfecture de police. ASSOCIATION SPORTIVE DE LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DES COMPTEURS (A. S. S. I. C.). But: pratique des sports. Siège social: 3, rue Collange, à Levallois-Perret.

20 avril 1949. Déclaration à la préfecture d'Orléans. CAMPAGNE MONDIALE POUR LA VULGARISATION DE L'ESPÉRANTO. But: propagande, enseignement et généralisation de l'emploi de l'espéranto dans tous les domaines. Siège social: 9 *bis*, rue du Commandant-de-Foli, à Orléans.

20 avril 1949. Déclaration à la préfecture de police. GROUPEMENT DES PARENTS CATHOLIQUES DES ÉLÈVES DU LYCÉE FÉNELON. But: organisation matérielle de l'enseignement religieux des enfants. Siège social: 3, rue des Prêtres-Saint-Séverin, Paris.

21 avril 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Cherbourg. ASSOCIATION SPORTIVE COURS COMPLÉMENTAIRE DE FILLES DE CHERBOURG. But: pratiquer des sports collectifs et individuels au sein de l'école, à titre amical. Siège social: rue des Moulins, Cherbourg.

21 avril 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Pontivy. CYCLO-CLUB DE LIGNOL. But: pratique du cyclisme sous toutes ses formes (sports, tourisme) et de l'éducation physique et militaire. Siège social: rue du Pont-Alain, à Lignol.

22 avril 1949. Déclaration à la préfecture du Cher. AMICALE DES ANCIENS ÉLÈVES DES COURS PROFESSIONNELS DE LA VILLE DE BOURGES (section imprimerie). But: aide et encouragement sous toutes ses formes aux jeunes apprentis des cours professionnels (section imprimerie). Siège social: cours professionnels, 5, rue Joyeuse, à Bourges.

22 avril 1949. Déclaration à la préfecture du Morbihan. COMITÉ DES FÊTES DE RUFFIAC. But: aider la municipalité à l'organisation des fêtes communales. Siège social: café Sourget, au bourg de Ruffiac.

22 avril 1949. Déclaration à la sous-préfecture d'Avesnes-sur-Helpe. SOCIÉTÉ DE CHASSE DU BOIS DU GRAND-FRESSEAU. But: exploitation de la chasse sur le bois du Grand-Fresseau, à Féron. Siège social: chez M. Maurice Meignié, avocat, président, lieudit La Tape-Jean, Féron.

23 avril 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Béthune. Société de javelots LES SANS-BILES. But: sports et loisirs. Siège social: café L. Descamps, rue de la Mairie, à Annezin.

25 avril 1949. Déclaration à la préfecture de la Seine-Inférieure. SOCIÉTÉ PHILATÉLIQUE CAUCHOISE. But: favoriser et répandre le goût de la philatélie. Siège social: hôtel de ville, Yvelot

27 avril 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Cognac. MOTO-CLUB JARNACAIS. But: répandre le goût des sports motocyclistes. Siège social: café de l'Union, à Jarnac.

27 avril 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Pontoise. Association amicale des cinéastes amateurs dite BATAFILM. But: faciliter et propager la connaissance, la pratique et l'étude de la cinégraphie familiale, artistique, pédagogique et scientifique de tous formats (16, 9,5, 8 mm) par tous les moyens qu'elle jugera utiles. Siège social: 12, rue du Général-Leclerc, à Saint-Leu-la-Forêt.

27 avril 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Corbeil. TENNIS-CLUB DE SAINTRY. But: pratique du sport du tennis. Siège social. 39, Grande-Rue, à Saintry.

28 avril 1949. Déclaration à la préfecture du Puy-de-Dôme. CHORALE UNIVERSITAIRE. But: éducation par le chant choral et propagande en faveur du chant choral. Siège social. fédération départementale des œuvres postscolaires, 30, rue J.-B.-Torillon, à Clermont-Ferrand.

29 avril 1949. Déclaration à la préfecture du Pas-de-Calais. ASSOCIATION D'ÉDUCATION POPULAIRE SAINT-PIERRE. But: éducation populaire à Conchy-sur-Canche et Monchel-sur-Canche sous ses différents aspects; fondation et entretien d'écoles, garderies, patronages et toutes autres œuvres. Siège social: rue Marin, à Conchy-sur-Canche.

29 avril 1949. Déclaration à la préfecture de police. CERCLE DES JOURNALISTES CRITIQUES DE LA DANSE. But: défense des intérêts professionnels Siège social: 6, rue Vital, à Paris.

30 avril 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Roanne. AMICALE BELOTE ET BOULE DES SABLES. But: pratique des sports boules et jeu de cartes. Siège social: café de la Terrasse, lieu des Sables, à Mably.

2 mai 1949. Déclaration à la sous-préfecture d'Argentan. ASSOCIATION DE PÊCHE ET DE PISCICULTURE DE SURVEILLANCE ET DE REPEUPLEMENT DE LA TOUQUES. But: surveillance et repeuplement de la Touques. Siège social: 14, rue de Rouen, à Gacé.

Rectificatif au *Journal officiel* du 21 avril 1949; page 4013, 3e colonne, 7e annonce. MAISON D'ACCUEIL DE CATENAY, au lieu de: « Siège social: chez Mme de Butler, présidente, à Catenay », lire: « chez Mlle Krechel, trésorière, à Catenay ».

Paris. — Imp. des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.